

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2011 — 1972

[2011/202304]

Extrait de l'arrêt n° 60/2011 du 5 mai 2011

Numéro du rôle : 4900

En cause : le recours en annulation du décret de la Communauté flamande du 23 octobre 2009 portant interprétation des articles 44, 44bis et 62, § 1^{er}, 7^o, 9^o et 10^o, du décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, introduit par le président du Parlement de la Communauté française.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents R. Henneuse et M. Bossuyt, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey et F. Daoût, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président R. Henneuse,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 16 mars 2010 et parvenue au greffe le 18 mars 2010, un recours en annulation du décret de la Communauté flamande du 23 octobre 2009 portant interprétation des articles 44, 44bis et 62, § 1^{er}, 7^o, 9^o et 10^o, du décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental (publié au *Moniteur belge* du 24 novembre 2009) a été introduit par le président du Parlement de la Communauté française.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. L'article 2 du décret de la Communauté flamande du 23 octobre 2009 « portant interprétation des articles 44, 44bis et 62, § 1^{er}, 7^o, 9^o et 10^o, du décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental » dispose :

« Les articles 44, 44bis et 62, § 1^{er}, 7^o, 9^o et 10^o, du décret relatif à l'enseignement fondamental du 25 février 1997 sont expliqués dans ce sens, qu'ils s'appliquent à toutes les écoles agréées, financées et subventionnées de l'enseignement maternel, de l'enseignement primaire et de l'enseignement fondamental ou des sections de celles-ci situées dans la région de langue néerlandaise, y compris les écoles francophones et leurs sections, et aux écoles agréées, financées et subventionnées de l'enseignement maternel, de l'enseignement primaire et de l'enseignement fondamental ou des sections de celles-ci situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, de par leurs activités, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à la Communauté flamande.

La disposition du premier alinéa implique que ces écoles ou les sections de celles-ci :

1^o mettent en œuvre les objectifs de développement et objectifs finaux fixés par le Parlement flamand, à moins que le Parlement flamand n'ait sanctionné une dérogation demandée;

2^o acceptent et permettent le contrôle par l'inspection de l'enseignement, organisée par la Communauté flamande en vertu du décret du 17 juillet 1991 relatif à l'inspection, au service d'études et aux services d'encadrement pédagogique ou par l'inspection, telle que visée au décret du 1^{er} décembre 1993 relatif à l'inspection et à l'encadrement des cours philosophiques, pour autant qu'elle soit chargée de tâches dans le domaine de l'enseignement maternel, de l'enseignement primaire et de l'enseignement fondamental;

3^o utilisent un programme d'études ayant été approuvé par le Gouvernement flamand;

4^o ont conclu un contrat de gestion ou plan de gestion avec un centre flamand d'encadrement des élèves, financé ou subventionné en vertu du décret du 1^{er} décembre 1998 relatif aux centres d'encadrement des élèves ».

L'article 1^{er} du même décret précise qu'il « règle une matière communautaire », tandis que son article 3 dispose qu'il « entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement flamand, et au plus tard le 1^{er} septembre 2009 ».

B.2.1. Les articles 44 et 44bis du décret de la Communauté flamande du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental (ci-après : le décret du 25 février 1997) sont les deux dispositions figurant dans la section 2, intitulée « Objectifs finaux et objectifs de développement », du Chapitre V « Mission de l'enseignement fondamental ».

L'article 44 du décret du 25 février 1997 dispose :

« § 1^{er}. Les objectifs de développement pour l'enseignement maternel ordinaire, les objectifs finaux pour l'enseignement primaire ordinaire et les objectifs de développement pour l'enseignement fondamental extraordinaire sont fixés par le Parlement flamand, sous forme de validation d'un arrêté du Gouvernement flamand, pris sur avis du ' Vlaamse Onderwijsraad ' (Conseil flamand de l'Enseignement).

Au plus tard un mois après l'approbation de l'arrêté, le Gouvernement flamand le soumet au Parlement flamand pour validation.

Les objectifs finaux et les objectifs de développement produisent leurs effets à la date indiquée par le décret.

§ 2. A cet effet, le Gouvernement tient compte de ce qui suit :

1^o Les objectifs de développement destinés à l'enseignement maternel sont des objectifs minimums au niveau de connaissances, notions, aptitudes et attitudes que l'autorité estime nécessaires pour cette population d'élèves et que l'école doit chercher à atteindre chez ses élèves.

2^o Les objectifs finaux destinés à l'enseignement primaire sont des objectifs minimums que l'autorité estime nécessaires et réalisables pour une certaine population d'élèves. Par objectifs minimums, il faut entendre : un minimum de connaissances, notions, aptitudes et attitudes destinées à cette population d'élèves.

Les objectifs finaux peuvent être liés à une seule discipline ou être interdisciplinaires.

Toute école a la mission sociétale d'atteindre chez les élèves les objectifs finaux liés à une seule discipline en ce qui concerne les connaissances, notions et aptitudes. Le fait d'avoir atteint ou non les objectifs finaux sera pondéré compte tenu du contexte scolaire et des caractéristiques de la population scolaire. Toute école doit chercher à atteindre chez les élèves les objectifs finaux comportementaux liés à une seule discipline.

Les objectifs finaux interdisciplinaires sont des objectifs minimums qui n'appartiennent pas à une discipline, mais que l'école doit chercher à atteindre, entre autres par la voie de plusieurs disciplines ou de projets d'enseignement. Toute école a la mission sociétale de chercher à atteindre chez les élèves les objectifs finaux interdisciplinaires. L'école démontre qu'elle s'occupe des objectifs finaux interdisciplinaires au moyen d'un propre planning.

3^o Les objectifs de développement destinés à l'enseignement fondamental spécial sont des objectifs au niveau de connaissances, notions, aptitudes et attitudes que l'autorité estime nécessaires pour autant d'élèves que possible de la population d'élèves. En concertation avec le centre d'encadrement des élèves et, si possible, avec les parents et éventuellement avec d'autres personnes concernées, le conseil de classe choisit les objectifs de développement qui sont proposés à des élèves individuels ou à des groupes et que l'école cherche explicitement à atteindre.

Les objectifs de développement destinés à l'enseignement fondamental spécial peuvent être fixés par type.

4° Aucun objectif final ou de développement n'est fixé pour l'enseignement d'une religion reconnue, d'une morale reposant sur cette religion, de la morale non confessionnelle, de la propre culture et religion et de formation culturelle ».

L'article 44bis du décret de la Communauté flamande du 25 février 1997, tel qu'il a été remplacé par l'article II.6 du décret du 22 juin 2007 « relatif à l'enseignement XVII », puis modifié par l'article II.11 du décret du 8 mai 2009 « relatif à l'enseignement XIX », dispose :

« § 1^{er}. Une autorité scolaire peut estimer que les objectifs de développement et/ou objectifs finaux fixés conformément à l'article 44, ne permettent pas de réaliser ses propres conceptions pédagogiques et didactiques et/ou que ces dernières y sont opposées. Dans ce cas, l'autorité scolaire introduit une demande de dérogation auprès du Gouvernement. Cette demande n'est recevable que s'il est indiqué précisément pourquoi les objectifs de développement et/ou les objectifs finaux ne permettent pas de réaliser ses propres conceptions pédagogiques ou didactiques et/ou pourquoi ces dernières y sont opposées. L'autorité scolaire propose dans la même demande des objectifs de développement et/ou objectifs finaux de remplacement.

§ 2. Le Gouvernement flamand juge si la demande est recevable et décide, le cas échéant, si les objectifs de développement et/ou objectifs finaux de remplacement sont équivalents dans leur ensemble aux objectifs qui ont été fixés conformément à l'article 44 et s'ils permettent de délivrer des titres et diplômes équivalents.

L'équivalence est jugée sur la base des critères suivants :

1° le respect des droits et libertés fondamentaux;

2° le contenu requis :

a) l'offre d'enseignement en matière d'objectifs de développement pour l'enseignement maternel se compose au moins des contenus pour l'éducation physique, la formation artistique, le néerlandais, l'ouverture sur le monde et l'initiation aux mathématiques;

b) l'offre d'enseignement en matière d'objectifs finaux pour l'enseignement primaire se compose au moins des contenus pour l'éducation physique, la formation artistique, le néerlandais, l'ouverture sur le monde, les mathématiques, apprendre à étudier, la technologie d'information et de communication et le développement social ou les aptitudes sociales; l'offre d'enseignement se compose également des contenus pour la discipline ' français ';

c) l'offre d'enseignement en matière d'objectifs de développement pour l'enseignement fondamental spécial, à l'exception du type 2 tel que fixé à l'article 10, se compose au moins des contenus pour l'éducation physique, la formation artistique, le néerlandais, l'ouverture sur le monde, les mathématiques, apprendre à étudier, la technologie d'information et de communication et le développement social ou les aptitudes sociales.

Ces contenus ne doivent être équivalents que dans leur ensemble aux contenus pour lesquels des objectifs de développement et objectifs finaux ont été fixés conformément à l'article 44;

3° les objectifs de développement et objectifs finaux de remplacement portent sur les connaissances, notions, aptitudes et attitudes;

4° les objectifs de développement et objectifs finaux de remplacement sont formulés en termes de ce qu'il peut être attendu des élèves;

5° les objectifs de développement et objectifs finaux de remplacement sont formulés d'une telle façon que, en fonction du statut des objectifs finaux, il peut être vérifié dans quelle mesure les élèves les ont acquis ou dans quelle mesure les écoles cherchent à les atteindre chez leurs élèves;

6° il faut indiquer si les objectifs finaux sont liés à une seule discipline, sont interdisciplinaires ou sont comportementaux.

Afin de juger de la recevabilité et de l'équivalence, le Gouvernement flamand recueille l'avis motivé de l'inspection de l'enseignement et d'une commission *ad hoc*.

Pour la composition de la commission susvisée, le Gouvernement dresse une liste d'experts indépendants, après concertation avec une commission mixte comportant des représentants du ' Vlaamse Interuniversitaire Raad ' (Conseil interuniversitaire flamand) et du ' Vlaamse Hogescholenraad ' (Conseil des Instituts supérieurs flamands). Cette liste est valable pour une période de quatre ans.

Dans la liste susvisée, le demandeur et le Gouvernement choisissent chacun un expert. Dans les huit jours, les deux experts désignent de commun accord un troisième expert qui est également président de la commission. A défaut de consensus, le Gouvernement désigne le troisième expert de la liste susvisée.

Le Gouvernement fixe les autres règles de cette procédure, à condition que le demandeur soit entendu.

§ 3. L'autorité scolaire introduit une demande de dérogation, au plus tard le 1^{er} septembre de l'année scolaire précédant l'année scolaire pendant laquelle les objectifs de développement/objectifs finaux de remplacement entrent en vigueur. Le Gouvernement décide de la demande au plus tard le 31 décembre de l'année scolaire précédente.

Le Gouvernement soumet cet arrêté à la ratification du Parlement flamand dans les six mois. Si le Parlement flamand ne sanctionne pas cet arrêté, celui-ci cesse d'avoir force de droit.

§ 4. Par dérogation aux dispositions du § 3, l'autorité scolaire peut introduire une demande de dérogation, endéans un mois de la publication d'un décret de ratification, si cette publication a lieu après le 1^{er} septembre de l'année scolaire précédent l'entrée en vigueur.

Dans les cas visés au premier alinéa, l'autorité scolaire est liée par les objectifs finaux et objectifs de développement à partir du 1^{er} septembre suivant la ratification de l'approbation de la demande de dérogation ».

B.2.2. L'article 62, § 1^{er}, 7°, 9° et 10°, du décret de la Communauté flamande du 25 février 1997, qui ouvre la section 1 (« Agrément d'écoles ») du chapitre VII (« Agrément, financement et subventionnement d'écoles ») de ce décret, dispose, à la suite de ses modifications par l'article 169 du décret du 1^{er} décembre 1998 « relatif aux centres d'encadrement des élèves », par l'article III.11 du décret du 13 juillet 2001 « relatif à l'enseignement-XIII-Mosaïque », et par l'article II.13 du décret du 14 février 2003 :

« § 1^{er}. Une école peut être agréée si elle :

[...]

7° rend possible le contrôle de l'inspection scolaire;

[...]

9° applique également dans l'enseignement fondamental ordinaire un programme d'études approuvé par le gouvernement et si elle respecte les dispositions relatives aux plans d'action pour ce qui est de l'enseignement fondamental spécial;

10° a un contrat de gestion ou un plan de gestion avec un centre d'encadrement des élèves ».

Quant à la portée du recours

B.3. L'arrêt de la Cour n° 124/2010 du 28 octobre 2010 annule, dans le décret du 23 octobre 2009, en ce qu'ils s'appliquent aux écoles francophones et aux sections de celles-ci situées dans les « communes périphériques » visées à l'article 7 des lois coordonnées le 18 juillet 1966 « sur l'emploi des langues en matière administrative » :

a) l'article 2, alinéa 1^{er}, en ce qu'il renvoie à l'article 62, § 1^{er}, 7^o, du décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, ainsi que l'article 2, alinéa 2, 2^o;

b) l'article 2, alinéa 1^{er}, en ce qu'il renvoie aux articles 44, 44bis et 62, § 1^{er}, 9^o, du décret du 25 février 1997, ainsi que l'article 2, alinéa 2, 1^o et 3^o, mais uniquement en ce que ces dispositions n'établissent pas une période transitoire au cours de laquelle les autorités scolaires des écoles francophones des communes périphériques puissent obtenir une dérogation aux objectifs de développement et objectifs finaux et l'approbation de leurs programmes d'études.

Le présent recours en annulation n'a donc plus d'objet dans la mesure où il porte sur ces dispositions ou les parties de ces dispositions qui ont été annulées.

Quant à la recevabilité du recours

B.4.1. L'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle exige que la requête portant un recours en annulation expose, pour chaque moyen, en quoi les règles dont la violation est alléguée devant la Cour auraient été transgressées par la disposition législative attaquée.

B.4.2. Les deux premiers moyens sont pris, entre autres, de la violation de l'article 93 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

La requête en annulation n'expose pas en quoi cette disposition serait violée.

B.4.3. En ce qu'ils sont pris de la violation de cette disposition, les deux premiers moyens sont irrecevables.

Quant au premier moyen, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971 « relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels pour la Communauté culturelle française et pour la Communauté culturelle néerlandaise »

B.5. Il ressort des développements du premier moyen qu'il invite, d'abord, la Cour à statuer sur la compatibilité de l'article 2, alinéa 1^{er} - en ce qu'il renvoie à l'article 62, § 1^{er}, 7^o, du décret du 25 février 1997 - et de l'article 2, alinéa 2, 2^o, du décret de la Communauté flamande du 23 octobre 2009 avec l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971 « relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels pour la Communauté culturelle française et pour la Communauté culturelle néerlandaise », en ce que la proposition de décret qui est à l'origine du décret du 23 octobre 2009 n'aurait pas été soumise aux commissions réunies de coopération créées par l'article 4, § 2, de la loi du 21 juillet 1971 et n'aurait pas reçu le consentement du Parlement de la Communauté française.

B.6. Compte tenu de ce qui est dit en B.3, la Cour limite son examen à la compatibilité de ces dispositions décrétales en ce qu'elles s'appliquent à d'autres écoles francophones ou sections de celles-ci que celles qui sont situées dans les « communes périphériques ».

B.7.1. L'article 4 de la loi du 21 juillet 1971 dispose :

« § 1. Chaque conseil culturel comprend une commission qui a pour but de promouvoir la coopération entre la Communauté culturelle française et la Communauté culturelle néerlandaise.

[...]

§ 2. Les commissions visées au § 1^{er}, rassemblées en séance commune, constituent les commissions réunies de coopération.

Au cours de la session, les commissions réunies de coopération tiennent au moins deux séances. [...]

[...] ».

L'article 5 de la même loi dispose :

« Sans préjudice de la compétence territoriale de chaque conseil culturel, sont maintenues les mesures d'exécution pratiques en matière d'enseignement, prises d'un commun accord entre les Ministres de l'Education nationale jusqu'au 31 décembre 1970 au profit des habitants des six communes périphériques et des communes de la frontière linguistique, qui n'emploient pas la langue de la région linguistique, ainsi que les situations de fait existant en matière culturelle à la même date dans ces communes. Ces mesures et situations ne peuvent être modifiées que du consentement des deux conseils culturels.

Toute proposition tendant à une telle modification est au préalable soumise aux commissions réunies de coopération ».

Les conseils culturels dont il est question dans ces dispositions sont, d'une part, l'actuel Parlement flamand et, d'autre part, l'actuel Parlement de la Communauté française.

B.7.2. L'article 3, 1^o, de la loi du 30 juillet 1963 « concernant le régime linguistique dans l'enseignement » dispose que « sont dotées d'un régime spécial en vue de la protection de leurs minorités », les « communes de la frontière linguistique ».

Douze d'entre elles sont situées dans la région de langue néerlandaise : Messines, Espierres, Helchin, Renaix, Biévène, Herstappe, Moulant, Fouron-le-Comte, Fouron-Saint-Martin, Fouron-Saint-Pierre, Remersdaal, Teuven. L'article 133 de l'arrêté royal du 17 septembre 1975 « portant fusion des communes et modification de leurs limites » - ratifié par l'article 1^{er}, 1^o, d'une loi du 30 décembre 1975 - a fusionné les six dernières en une commune baptisée « Fourons », tandis que l'article 216 du même arrêté royal a fusionné la deuxième et la troisième en une commune baptisée « Espierres-Helchin ».

L'article 4 de la loi du 30 juillet 1963 dispose que « la langue de l'enseignement est le néerlandais dans la région de langue néerlandaise, le français dans la région de langue française et l'allemand dans la région de langue allemande, sauf les cas prévus aux articles 6 à 8 ».

L'article 6 de la même loi dispose :

« Dans les communes visées à l'article 3, l'enseignement gardien et primaire peut être donné aux enfants dans une autre langue nationale si cette langue est la langue maternelle ou usuelle de l'enfant et si le chef de famille réside dans une de ces communes.

Cet enseignement ne peut être organisé qu'à la demande d'un nombre de chef de famille égal à celui qui est fixé par application de l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique, qui ne trouvent pas à la distance fixée du même article une école organisant un tel enseignement.

La commune qui est saisie de la demande visée au deuxième alinéa doit organiser cet enseignement.

Le droit des parents défini à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 doit être respecté ».

B.8.1. Le 18 février 1970, le Premier ministre a présenté au Parlement une communication gouvernementale qui prévoyait à la fois une révision de la Constitution et l'élaboration de lois spéciales.

Parmi ces propositions figurait, sous le titre « Contenu des lois concernant l'autonomie culturelle », un point 19 disposant :

« Sur base du principe de réciprocité dans les communes de la frontière linguistique et dans les six communes périphériques, la loi créant les conseils culturels :

a) décidera que ces conseils, de commun accord, fixeront le caractère et le contenu des garanties qui seront assurées dans les matières culturelles aux habitants utilisant une autre langue nationale;

b) confirmera le maintien des garanties culturelles, telles qu'elles sont déjà assurées par un accord des Ministres de l'Education nationale ou des Ministres de la Culture; ces garanties ne pourront être modifiées que de l'accord commun des deux conseils » (*Ann.*, Chambre, n° 41, 18 février 1970, p. 4; *Ann.*, Sénat, n° 26, 18 février 1970, p. 779).

B.8.2.1. Un protocole d'accord du 1^{er} juin 1970, signé par les ministres francophone et néerlandophone de l'Education nationale, prévoit que l'inspection pédagogique des écoles francophones situées dans la région de langue néerlandaise est effectuée par des inspecteurs du rôle linguistique francophone, et que l'inspection pédagogique des écoles néerlandophones situées dans la région de langue française est effectuée par des inspecteurs du rôle linguistique néerlandophone.

B.8.2.2. Un arrêté ministériel du 19 novembre 1970, signé par les ministres francophone et néerlandophone de l'Education nationale, met en œuvre le protocole d'accord du 1^{er} juin 1970.

L'article 1^{er} de cet arrêté ministériel dispose :

« La tutelle pédagogique des classes primaires et gardiennes de régime linguistique français situées dans la région de langue néerlandaise est assurée par les membres de l'inspection primaire de régime linguistique français [...] ».

Il est également précisé dans cet arrêté ministériel :

« Au sens du présent article, la tutelle pédagogique comprend notamment le contrôle des programmes et du niveau des études ainsi que les visites des classes, et les conférences pédagogiques visées à l'article 79 des lois sur l'enseignement primaire coordonnées par l'arrêté royal du 20 août 1957 ».

Cet arrêté est entré en vigueur le 1^{er} septembre 1970 (article 2 de l'arrêté ministériel).

B.8.3.1. Par la révision constitutionnelle du 24 décembre 1970, un article 59bis a été inséré dans la Constitution.

Dans sa version originare, cet article disposait :

« § 1^{er}. Il y a un conseil culturel pour la communauté culturelle française comprenant les membres du groupe linguistique français des deux Chambres et un conseil culturel pour la communauté culturelle néerlandaise comprenant les membres du groupe linguistique néerlandais des deux Chambres.

Une loi adoptée à la majorité des suffrages dans chaque groupe linguistique de chacune des Chambres à la condition que la majorité des membres de chaque groupe se trouve réunie et pour autant que le total des votes positifs émis dans les deux groupes linguistiques atteigne les deux tiers des suffrages exprimés, détermine le mode selon lequel les conseils culturels exercent leurs attributions eu égard notamment aux articles 33, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 59, 70 et 88.

§ 2. Les conseils culturels, chacun pour ce qui le concerne, règlent par décret :

1° les matières culturelles;

2° l'enseignement, à l'exclusion de ce qui a trait à la paix scolaire, à l'obligation scolaire, aux structures de l'enseignement, aux diplômes, aux subsides, aux traitements, aux normes de population scolaire;

3° la coopération entre les communautés culturelles ainsi que la coopération culturelle internationale.

Une loi adoptée à la majorité prévue au § 1^{er}, 2e alinéa, arrête les matières culturelles, visées aux 1°, ainsi que les formes de coopération, visées au 3°, du présent paragraphe.

[...]

§ 4. Les décrets pris en applications du § 2, ont force de loi respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise, ainsi qu'à l'égard des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leurs activités, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou l'autre communauté culturelle.

[...] ».

B.8.3.2. Dans les travaux préparatoires de cette disposition constitutionnelle, le ministre a rappelé :

« Conformément au texte de la communication gouvernementale (n° 19), la loi créant les conseils culturels sur base du principe de réciprocité dans les communes de la frontière linguistique et dans les six communes périphériques :

a) décidera que ces conseils, de commun accord, fixeront le caractère et le contenu des garanties qui seront octroyées dans les matières culturelles aux habitants utilisant une autre langue nationale;

b) confirmera le maintien des garanties culturelles, telles qu'elles sont déjà assurées par un accord des Ministres de l'Education nationale ou des Ministres de la Culture » (*Doc. parl.*, Chambre, S.E. 1968, n° 10-31/2°, p. 9).

Le Ministre de l'Education nationale (N) a précisé que la révision constitutionnelle « ne change rien aux dispositions du gouvernement et aux règles appliquées jusqu'à présent » (*Ann.*, Sénat, nos 66-67, 10 juin 1970, p. 1819), à savoir :

« En ce qui concerne les écoles de langue française situées dans les communes de langue néerlandaise, les rapports administratifs se font, avec les administrations communales et le pouvoir central, dans la langue administrative de sa région, c'est-à-dire le néerlandais. Mais tout ce qui concerne l'instruction et l'éducation des enfants, tout ce qui est la pédagogie, est du ressort des inspecteurs de langue française et de mon collègue français de l'Education nationale » (*ibid.*).

B.8.4.1. Les articles 4 et 5 de loi du 21 juillet 1971 précités forment le chapitre III (« Coopération entre les communautés culturelles ») de cette loi.

B.8.4.2. Cet article 5 vise, entre autres, à mettre en œuvre la communication gouvernementale du 18 février 1970 en « confirm [ant] le maintien des garanties culturelles qui [...] dans les communes de la frontière linguistique existent au profit des habitants de ces communes qui emploient une autre langue nationale que celle de la région linguistique dont la commune fait partie [...] en vertu d'un accord des Ministres de l'Education nationale » (*Doc. parl.*, Sénat, 1970-1971, n° 400, p. 7). Les facilités accordées aux francophones qui existaient et étaient organisées en fait au 31 décembre 1970 dans ces communes en matière d'enseignement doivent être maintenues, sauf si les deux assemblées visées par l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971 en décident autrement, de commun accord, à la suite d'une concertation (*ibid.*, n° 497, p. 9).

En ce qui concerne la portée des « mesures d'exécution pratiques » protégées par l'article 5 précité, il a été expliqué :

« La situation paraît nette en matière d'enseignement. Les écoles de langue française sont soumises à l'inspection pédagogique des fonctionnaires du Département de l'Education nationale (secteur français). Les deux Ministres sont conjointement compétents pour la création, la suppression et l'agrégation d'établissement dans une autre région linguistique » (*Doc. parl.*, Sénat, 1970-1971, n° 497, p. 8).

Il a également été rappelé :

« Un accord existe entre les Ministres de l'Education nationale pour que ce soit un inspecteur du rôle francophone qui agisse dans une commune tombant sous l'autorité du conseil culturel flamand, mais où il existe des écoles d'expression française en vertu des facilités accordées dans ces communes » (*Ann.*, Sénat, n° 84, 8 juillet 1971, p. 2429).

A un membre qui estimait que l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971 en projet contredisait l'article 59bis de la Constitution, le ministre des Relations communautaires (N) répondit que cette disposition « ne fait que reprendre le point 19 de la communication du Premier Ministre du 18 février 1970 » et que « l'accord politique qui en est résulté s'est concrétisé dans cet article » (*Doc. parl.*, Chambre, 1970-1971, n° 1053/4, p. 5).

B.8.4.3. Dans un avis rendu sur le projet de loi portant diverses réformes institutionnelles, la section de législation du Conseil d'Etat se référera également, parmi les « facilités culturelles » reconnues aux habitants francophones des communes de la frontière linguistique, visées par l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971, au maintien « de l'inspection des écoles de langue française par des inspecteurs du Ministère de l'Education nationale, secteur français » (*Doc. parl.*, Chambre, 1977-1978, n° 461/25, p. 5).

Dans l'avis rendu le 8 octobre 2007 sur la proposition de décret qui est à l'origine du décret du 23 octobre 2009, la section de législation du Conseil d'Etat observe que les « mesures d'exécution pratiques en matière d'enseignement » dont il est question dans l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971 concernent « des accords conclus en 1970 au sein du gouvernement national de l'époque, en l'occurrence un protocole du 1^{er} juin 1970 relatif à l'inspection pédagogique des écoles [...] francophones [...] dans la région de langue néerlandaise » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2006-2007, n° 1163/2, p. 8).

B.8.4.4. Ce protocole du 1^{er} juin 1970 n'a pas été officiellement publié. Son contenu était néanmoins suffisamment connu des différentes autorités concernées pour être appliqué comme tel avant l'entrée en vigueur du décret du 23 octobre 2009.

En réponse à une question parlementaire du 28 octobre 2005, le ministre flamand de l'Enseignement déclarait d'ailleurs :

« 1. L'inspection de l'enseignement de la Communauté française contrôle toujours l'enseignement des écoles et sections fondamentales francophones financées et subventionnées, situées sur le territoire flamand (les six communes à facilités, Renaix et De Haan). [...]

Le fondement juridique de ces pratiques [...] se trouve dans :

1. un protocole du 1^{er} juin 1970, conclu dans le contexte belge au sein du gouvernement belge entre les ministres Vermeylen et Dubois, dans lequel il est prévu que l'inspection pédagogique du rôle linguistique français inspectera les écoles francophones et que l'inspection pédagogique du rôle linguistique néerlandais inspectera les écoles néerlandophones;

2. un protocole du 24 mai 1973, conclu au sein du même contexte belge entre les ministres Calewaert et Toussaint, dans lequel il a été convenu que :

[...]

• l'inspection pédagogique de ces écoles est assurée par le département francophone, lequel transmet les rapports, accompagnés d'une traduction pour l'administration néerlandophone;

[...]

• le Ministre néerlandophone est compétent pour la gestion administrative des sections francophones des écoles de l'Etat créées ou existant en vertu de l'article 6 de la loi du 30 juillet 1963, en application de l'article 3 de la même loi. En outre, le Ministre francophone est compétent pour les questions pédagogiques et de personnel de la section francophone (Renaix, p.ex.).

[...] » (*Bulletin des questions et réponses*, Parlement flamand, 2005-2006, décembre 2005, n° 3, pp. 92-93).

De même, dans les travaux préparatoires du décret attaqué, le Parlement flamand se réfère au contenu du protocole du 1^{er} juin 1970 :

« Le protocole du 1^{er} juin 1970, conclu entre les ministres de l'époque Dubois et Vermeylen, par lequel il a été convenu que l'inspection pédagogique des écoles francophones situées dans la région de langue néerlandaise est exercée par l'inspection pédagogique du rôle linguistique français et pour les écoles néerlandophones par l'inspection pédagogique du rôle linguistique néerlandais.

Il s'agissait là de la confirmation d'une réglementation administrative purement interne préexistante, après la scission du ministère de l'Education nationale et de la Culture en deux ministères (belges), comme le fait apparaître, entre autres, une note du 28 juin 1968 dans laquelle le chef de cabinet de l'époque Dethier affirmait : ' Toute affaire de régime français ou concernant une institution française sera traitée par les services administratifs français et soumise à M. le Ministre de l'Education nationale Abel Dubois. Toute affaire de régime néerlandais ou concernant une institution de régime néerlandais sera traitée par les services administratifs néerlandais et soumise à M. le Ministre de l'Education nationale Pierre Vermeylen. Toute affaire commune aux deux régimes linguistiques ou concernant une institution comportant les deux régimes linguistiques sera soumise à MM. les Ministres Vermeylen et Dubois. ' » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2006-2007, n° 1163/1, p. 19).

Le rapport mentionne également :

« Le premier de ces protocoles, celui de 1970, porte sur l'inspection pédagogique de ces écoles et attribue cette inspection à l'inspection pédagogique du rôle linguistique français. Cette inspection est actuellement exercée par l'inspection pédagogique de la Communauté française. Le second protocole, celui de 1973, a reconfirmé ce principe » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2006-2007, n° 1163/5, p. 5).

B.8.4.5. Par la révision constitutionnelle du 15 juillet 1988, le Constituant a conféré aux communautés la compétence de principe en matière d'enseignement.

L'article 59*bis* de la Constitution disposait :

« [...] »

§ 2. Les Conseils de communauté, chacun pour ce qui le concerne, règlent par décret :

1° les matières culturelles;

2° l'enseignement, à l'exception :

a) de la fixation du début et de la fin de l'obligation scolaire;

b) des conditions minimales pour la délivrance des diplômes;

c) du régime des pensions;

3° la coopération entre les Communautés, ainsi que la coopération internationale, y compris la conclusion de traités, pour les matières visées aux 1° et 2° du présent paragraphe.

Une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 1^{er}, dernier alinéa, arrête les matières culturelles visées au 1°, les formes de coopération visées au 3°, ainsi que les modalités de conclusion de traités, visée au 3° du présent paragraphe.

[...] »

§ 4. Les décrets pris en application du § 2 ont force de loi respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise, ainsi qu'à l'égard des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leurs activités, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre communauté.

[...] ».

Lors de la révision constitutionnelle du 15 juillet 1988, le Vice-Premier ministre et ministre des Réformes institutionnelles (N) déclarait, à propos du « cas [...] de l'école située dans une commune à facilités et dispensant un enseignement dans une autre langue que celle de la région », que le « changement [...] concernera le Ministre responsable, puisqu'il s'agira dorénavant du ministre communautaire », étant entendu que « les dispositions qui régiront cette école seront celles contenues dans la loi du 30 juillet 1963 [...] aussi longtemps que cette législation restera inchangée » (*Doc. parl.*, Chambre, 1988, n° 10/59b-456/4, p. 30). Il ajoutait que « tout ce qui est actuellement de la compétence du Ministre de l'Education nationale (N) sera transféré à la Communauté flamande et tout ce qui est du ressort du Ministre de l'Education nationale (F) le sera à la Communauté française » (*ibid.*).

Dès lors que la Communauté flamande et la Communauté française ont succédé respectivement au ministre néerlandophone et au ministre francophone de l'Education nationale, le protocole d'accord conclu le 1^{er} juin 1970 entre les ministres francophone et néerlandophone de l'Education nationale lie la Communauté flamande et la Communauté française.

B.8.4.6. Les règles qu'expriment le texte cité en B.8.4.5 et celle de l'article 59*bis*, § 4, alinéa 1^{er}, précité de la Constitution sont désormais exprimées par l'article 127 de la Constitution, coordonnée le 17 février 1994.

B.8.5.1. Il ressort des travaux préparatoires relatifs à la révision constitutionnelle du 24 décembre 1970, ainsi que de ceux de la loi du 21 juillet 1971, cités en B.8.3 et en B.8.4.2, que l'article 5 de cette loi spéciale s'inscrit dans le cadre de l'accord qui a conduit à l'insertion d'un article 59*bis* dans la Constitution par ladite révision constitutionnelle et que le maintien, par cette disposition législative, des garanties existantes en matière d'enseignement au profit des francophones des communes de la frontière linguistique constituait un élément indissociable du transfert de compétences opéré par cette disposition constitutionnelle. Le lien entre cette dernière et le maintien de ces garanties a été rappelé dans les travaux préparatoires de l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971.

Dans un avis rendu le 1^{er} août 1978 sur un projet de loi portant diverses réformes institutionnelles, et dans un avis rendu en chambres réunies le 10 juillet 1980 sur un amendement au projet de loi spéciale devenu la loi spéciale du 8 août 1980, la section de législation du Conseil d'Etat a considéré que « l'on pouvait [...] admettre la constitutionnalité de l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971 parce que - selon les déclarations du rapporteur de la commission sénatoriale de la révision de la Constitution - cette disposition a été voulue par le Constituant comme une solution de compromis » (*Doc. parl.*, Chambre, 1977-1978, n° 461/25, p. 5; *Doc. parl.*, Sénat, 1979-1980, n° 434/40, p. 6).

B.8.5.2. Dans ces deux avis, la section de législation du Conseil d'Etat a souligné, par référence aux travaux préparatoires de la loi du 21 juillet 1971, « la compétence de principe exclusive du Conseil culturel de la communauté culturelle néerlandaise ainsi que le caractère exceptionnel de la dérogation prévue par l'article 5 » (*Doc. parl.*, Chambre, 1977-1978, n° 461/25, p. 5; *Doc. parl.*, Sénat, 1979-1980, n° 434/40, p. 6). Il apparaît de ces travaux préparatoires que le législateur spécial n'a pas voulu porter atteinte à la compétence territoriale de principe du Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise de l'époque dans les communes visées par cette disposition législative.

Au Sénat, le rapporteur a déclaré ce qui suit à ce sujet :

« Je ne puis que vous répondre que ce texte, tel qu'il vous est soumis, est le résultat d'un accord au sein de la Commission pour la révision de la Constitution.

D'une part, nous étions confrontés à cet égard avec la nécessité de fixer la compétence du Conseil culturel néerlandais vis-à-vis des six communes périphériques. D'autre part, on a insisté auprès de nous - et nous l'avons compris - pour respecter en quelque sorte les droits acquis de la population locale.

Notre commission a donc demandé au Ministre de la Culture française une liste des facilités actuellement accordées. L'on a estimé qu'il était équitable de maintenir ces droits acquis. Voilà donc notre texte actuel.

Face à un Conseil culturel néerlandais compétent, il est évidemment difficile d'admettre, dans l'optique de ce compromis, que ces facilités soient encore étendues dans une mesure importante. Nous nous verrions reprocher en effet de ne pas avoir été logiques avec nous-mêmes dans la délimitation territoriale des compétences du Conseil culturel néerlandais » (*Ann.*, Sénat, 8 juillet 1971, pp. 2404-2405).

L'article 5 de la loi du 21 juillet 1971 précise par ailleurs lui-même qu'il s'applique « sans préjudice de la compétence territoriale de chaque conseil culturel ».

B.8.5.3. Au cours des travaux préparatoires de l'article 59bis de la Constitution, le ministre de l'Éducation nationale (N) a d'ailleurs précisé, en réponse à une question portant sur la compétence territoriale des conseils culturels :

« C'est effectivement le conseil culturel d'une communauté qui est compétent pour la culture dans cette partie du pays, mais il a été clairement précisé dans la déclaration du 18 février [1970], non pas que la compétence de ce conseil culturel serait modifiée, mais que, sur la base d'un principe de réciprocité, des accords pouvaient être conclus entre les deux conseils culturels pour ce qui est des communes où est présente une minorité néerlandophone et des communes où est présente une minorité francophone. C'est donc très clair : la règle demeure, comme nous l'avons toujours soutenu, que le Conseil culturel néerlandais est compétent pour la partie néerlandophone du pays et le Conseil culturel français pour la partie francophone du pays, mais avec la possibilité pour les deux conseils culturels de prévoir des modalités d'adaptation dans les communes où existe une minorité, néerlandophone ou francophone, et ce sur la base d'une réciprocité totale » (*Ann.*, Sénat, nos 66-67, 10 juin 1970, p. 1820).

B.8.5.4. Il ressort des articles 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et 127, § 2, de la Constitution que, sous réserve des exceptions prévues dans les articles 4 et 6 de la loi du 30 juillet 1963, la Communauté flamande est seule compétente pour régler l'enseignement organisé dans les communes de la frontière linguistique situées dans la région de langue néerlandaise.

Il ressort des travaux préparatoires cités en B.8.5.2 et B.8.5.3 que l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971 n'a pas voulu porter atteinte à cette compétence. En effet, cette disposition ne vise pas à conférer à la Communauté française un pouvoir normatif en matière d'enseignement dans les communes concernées, mais à maintenir la situation de fait telle qu'elle existait au 31 décembre 1970 (*Doc. parl.*, Sénat, 1970-1971, n° 497, p. 9, et *Ann.*, Sénat, n° 84, 8 juillet 1971, p. 2405). Cette disposition implique que, lorsque la Communauté flamande, dans le cadre de l'exercice de son pouvoir normatif, souhaite modifier « les mesures d'exécution pratiques en matière d'enseignement, prises d'un commun accord entre les Ministres de l'éducation nationale jusqu'au 31 décembre 1970 au profit des habitants des [...] communes de la frontière linguistique » qui n'emploient pas la langue de la région de langue néerlandaise, le consentement du Parlement de la Communauté française est requis.

B.8.5.5. Il découle de ce qui précède que l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971 ne viole pas l'article 127 de la Constitution.

B.8.6. L'article 5 de la loi du 21 juillet 1971 ne peut, en outre, être considéré comme ayant été implicitement abrogé par la modification apportée à l'article 59bis, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, de la Constitution par la révision constitutionnelle du 15 juillet 1988, puisque, comme cela ressort des déclarations citées en B.8.4.5, l'extension des compétences matérielles des communautés dans le domaine de l'enseignement n'a pas remis en cause le régime contenu dans l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971 (*Ann.*, Chambre, 1988, nos 27-28, 7 juillet 1988, p. 935).

B.9.1. Il ressort de l'article 2, alinéa 2, 2^o, du décret du 23 octobre 2009 - qui explicite l'article 2, alinéa 1^{er}, du même décret en ce qu'il renvoie à l'article 62, § 1^{er}, 7^o, du décret du 25 février 1997 - que les écoles francophones et leurs sections établies dans les « communes de la frontière linguistique » de la région de langue néerlandaise doivent accepter et permettre le contrôle de l'inspection organisé par la Communauté flamande visé par cette disposition.

A l'origine de ces dispositions décrétales se trouve une proposition de décret déposée le 23 mars 2007 au Parlement flamand (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2006-2007, n° 1163/1, p. 40).

B.9.2. Ces dispositions décrétales modifient les règles exprimées par le protocole signé le 1^{er} juin 1970, évoqué en B.8.2.1, B.8.4.3 et B.8.4.4, et par l'arrêté ministériel du 19 novembre 1970 cité en B.8.2.2, en ce qu'elles s'appliquent aux écoles précitées.

S'agissant d'une proposition de modification d'une « mesure d'exécution pratique en matière d'enseignement » visée par l'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 juillet 1971, la proposition de décret qui est à l'origine de ces dispositions décrétales devait être soumise aux commissions réunies de coopération instaurées par l'article 4, § 2, de la loi du 21 juillet 1971 et recevoir le consentement du Parlement de la Communauté française.

B.9.3. Il ressort des travaux préparatoires du décret du 23 octobre 2009 que cette proposition de décret n'a pas été soumise à ces commissions et que le Parlement de la Communauté française n'a pas donné son consentement.

L'article 2, alinéa 1^{er}, du décret du 23 octobre 2009 - en ce qu'il renvoie à l'article 62, § 1^{er}, 7^o, du décret du 25 février 1997 - et l'article 2, alinéa 2, 2^o, du décret du 23 octobre 2009 ne sont donc pas conformes à l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971, dans la mesure où ils s'appliquent aux écoles francophones et à leurs sections établies dans les « communes de la frontière linguistique ».

B.10. En ce qu'il est pris de la violation de cette dernière disposition, le premier moyen est fondé.

Quant au premier moyen, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 143 de la Constitution, de la « loyauté fédérale » et du « principe de proportionnalité »

B.11. Il ressort des développements du premier moyen qu'il invite, ensuite, la Cour à statuer sur la compatibilité de l'article 2, alinéa 1^{er} - en ce qu'il renvoie à l'article 62, § 1^{er}, 7^o, du décret du 25 février 1997 - ainsi que de l'article 2, alinéa 2, 2^o, du décret du 23 octobre 2009 avec l'article 143 de la Constitution, la « loyauté fédérale » et le « principe de proportionnalité », en ce que ces dispositions rendraient impossible ou exagérément difficile l'exercice, par la Communauté française, de sa compétence à l'égard des écoles francophones et de leurs sections établies dans les « communes périphériques » visées à l'article 7 des lois coordonnées le 18 juillet 1966 « sur l'emploi des langues en matière administrative », ainsi que dans les « communes de la frontière linguistique ».

B.12. L'examen de ce moyen ne pourrait conduire à une annulation de ces dispositions décrétales plus étendue que celle qui résulte de l'arrêt n° 124/2010 du 28 octobre 2010, évoqué en B.3, et de la conclusion à laquelle la Cour est arrivée en B.9.3.

B.13. Le moyen est donc devenu sans objet.

Quant au second moyen, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 juillet 1971, lu en combinaison avec l'article 127 de la Constitution

B.14. Il ressort des développements du second moyen qu'il invite la Cour à statuer sur la compatibilité du décret du 23 octobre 2009 avec l'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 juillet 1971, lu en combinaison avec l'article 127 de la Constitution, en ce que cette disposition législative interdirait toute modification des « mesures d'exécution pratiques en matière d'enseignement » qu'elle évoque.

B.15. Loin d'interdire toute modification de ces mesures, l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971 a pour seul objet de fixer les conditions dans lesquelles de telles modifications peuvent avoir lieu.

B.16. Reposant sur une lecture erronée de cette disposition législative, le moyen n'est pas fondé.

Quant au second moyen, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 127 de la Constitution et de l'article 16bis de la loi du 8 août 1980, lu en combinaison avec l'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 juillet 1971

B.17. Il ressort des développements du second moyen qu'il invite la Cour à statuer sur la compatibilité de l'article 2 du décret du 23 octobre 2009 avec l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980, en ce que ces dispositions porteraient atteinte aux garanties dont bénéficiaient, le 1^{er} janvier 2002, les francophones des « communes périphériques » et des « communes de la frontière linguistique » en vertu de l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971.

B.18. L'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980, inséré par l'article 9 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés, dispose :

« Les décrets, règlements et actes administratifs ne peuvent porter préjudice aux garanties existantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition dont bénéficient les francophones dans les communes citées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, ainsi qu' [à] celles dont bénéficient les néerlandophones, les francophones et germanophones dans les communes citées à l'article 8 des mêmes lois ».

Cette disposition est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2002 (article 41 de la loi spéciale du 13 juillet 2001).

Les « communes citées à l'article 7 des lois [...] coordonnées le 18 juillet 1966 » sont les « communes périphériques » visées par l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971.

L'article 8 des mêmes lois coordonnées le 18 juillet 1966 dispose que « sont dotées d'un régime spécial en vue de la protection de leurs minorités », entre autres, les « communes de la frontière linguistique ». Les douze d'entre elles qui sont situées dans la région de langue néerlandaise sont les « communes de la frontière linguistique » visées par l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971, citées en B.7.2.

B.19. En ce que la deuxième branche du deuxième moyen porte sur l'article 2, alinéa 1^{er} - dans la mesure où il renvoie à l'article 62, § 1^{er}, 7^o, du décret du 25 février 1997 - ainsi que sur l'article 2, alinéa 2, 2^o, du décret du 23 octobre 2009, son examen ne pourrait conduire à une annulation de ces dispositions décrétales plus étendue que celle qui résulte de l'arrêt n^o 124/2010 du 28 octobre 2010 évoqué en B.3, et de la conclusion à laquelle la Cour est arrivée en B.9.3.

Le moyen est donc, dans cette mesure, devenu sans objet.

B.20.1. Il reste à examiner la conformité des autres dispositions du décret du 23 octobre 2009 à l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 tant en ce qu'elles s'appliquent aux « communes périphériques » qu'en ce qu'elles s'appliquent aux « communes de la frontière linguistique ».

B.20.2. Cette disposition « vise à garantir aux communes de la périphérie et aux communes à facilités que les garanties existant actuellement seront maintenues intégralement, même après la régionalisation de la loi communale organique et électorale » (*Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n^o 2-709/1, p. 21). Par l'utilisation du terme « garanties », le législateur visait « l'ensemble des dispositions actuellement en vigueur qui organisent un régime spécifique au profit des particuliers cités dans le texte et de manière générale, de toute disposition qui peut être identifiée comme protégeant les particuliers [...] dans les communes visées aux articles 7 et 8 des lois coordonnées » le 18 juillet 1966 (*Doc. parl.*, Chambre, 2000-2001, DOC 50-1280/003, p. 10).

Bien qu'elle ait été adoptée à l'occasion de la régionalisation de la législation organique des pouvoirs locaux, cette disposition répond au souci du législateur spécial de réaliser un équilibre entre les intérêts des différentes communautés et régions au sein de l'Etat belge, constitue un élément fondamental de l'équilibre institutionnel de l'Etat belge et doit être interprétée comme imposant, tant aux législateurs régionaux qu'aux législateurs communautaires, le respect des garanties instituées notamment au profit des francophones dans les communes précitées.

L'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 s'applique donc à la matière de l'enseignement réglée par le décret attaqué.

Ceci est également confirmé par le fait que cette disposition se situe, dans la loi spéciale du 8 août 1980, à la fin du titre II intitulé « Des compétences », consacré aux compétences des communautés et des régions.

B.20.3. Il ressort de ce qui a été exposé en B.8.2, B.8.4.2, B.8.4.4 et B.8.5 que les « mesures d'exécution pratiques en matière d'enseignement » visées par l'article 5 de la loi du 21 juillet 1971 constituent des « garanties existantes » au sens de l'article 16bis de la loi spéciale de 1980.

B.20.4. Ces « mesures d'exécution pratiques » ne concernent que la tutelle pédagogique, à l'exclusion des autres contrôles auxquels sont soumises les écoles concernées. L'organisation et l'administration de ces écoles relèvent des dispositions normatives et des contrôles administratifs de la Communauté flamande.

L'article 5 de la loi du 21 juillet 1971 ne pourrait impliquer que le champ d'application territorial des décrets de la Communauté française en matière d'inspection de l'enseignement, de programmes d'études, d'objectifs et de dispositions pédagogiques puisse s'étendre aux écoles et sections précitées et que ces décrets leur soient appliqués en tant que tels.

B.20.5. En vertu de l'article 127, § 2, de la Constitution, il revient à la Communauté flamande de fixer les objectifs de développement et les objectifs finaux, les prescriptions en matière d'encadrement des élèves et d'approuver les programmes d'études pour l'enseignement dans la région de langue néerlandaise, à laquelle appartiennent les écoles précitées.

Il convient toutefois de prendre en compte le caractère particulier des ces écoles, et notamment le fait que, conformément à l'article 6 de la loi du 30 juillet 1963 relative au régime linguistique dans l'enseignement et à l'article 7 de la loi du 2 août 1963 « sur l'emploi des langues en matière administrative », elles dispensent un enseignement en français, que l'inspection y est faite par les inspecteurs de la Communauté française, qui, selon le protocole du 24 mai 1973, évoqué en B.8.4.4, doivent transmettre leurs rapports et une traduction à l'administration flamande, et qu'un nombre considérable d'élèves des écoles fondamentales francophones s'inscrivent par la suite dans des écoles secondaires francophones.

B.20.6.1.1. Bien qu'il découle du décret attaqué que les écoles précitées doivent en principe appliquer les objectifs de développement et les objectifs finaux fixés par le Parlement flamand, il convient d'observer que l'article 2, alinéa 2, 1^o, attaqué prévoit expressément la possibilité de demander une dérogation.

Aux termes de l'article 44bis, § 1^{er}, du décret du 25 février 1997, une autorité scolaire peut introduire une demande de dérogation auprès du Gouvernement flamand, dans laquelle l'autorité scolaire doit proposer des objectifs de développement et/ou des objectifs finaux de remplacement. Dans le cadre de leur demande de dérogation aux objectifs de développement et aux objectifs finaux fixés par le Parlement flamand, les autorités scolaires des écoles précitées peuvent demander d'appliquer les objectifs généraux et particuliers ainsi que les socles de compétences fixés par la Communauté française.

Il appartient au Gouvernement flamand de juger si ces objectifs de remplacement sont, dans leur ensemble, équivalents à ceux qui ont été fixés conformément à l'article 44 du décret du 25 février 1997 et s'ils permettent de délivrer des certificats d'études et des diplômes équivalents (article 44bis, § 2, du même décret).

B.20.6.1.2. Compte tenu, d'une part, de la reconnaissance par la Communauté flamande de l'équivalence des certificats d'études et des diplômes de la Communauté française et, d'autre part, du caractère particulier des écoles en question relevé en B.20.5, l'article 2, alinéa 2, 1^o, du décret attaqué doit être interprété en ce sens que si l'autorité scolaire d'une des écoles précitées demande une dérogation aux objectifs de développement et objectifs finaux fixés par le Parlement flamand et propose au titre d'objectifs de remplacement les objectifs généraux et particuliers ainsi que les socles de compétences fixés par la Communauté française, le Gouvernement flamand ne peut refuser d'approuver cette dérogation.

B.20.6.2. Aux termes de l'article 2, alinéa 2, 3^o, du décret attaqué, le Gouvernement flamand doit approuver les programmes d'études des écoles précitées. Il découle de l'article 45, § 1^{er}, du décret du 25 février 1997 modifié par l'article 6, § 1^{er}, du décret du 15 juillet 1997 « relatif à une procédure de dérogation pour les objectifs de développement et les objectifs finaux », qu'un programme d'études doit tenir compte des objectifs de développement et des objectifs finaux imposés ou déclarés équivalents par le Gouvernement flamand. Celui-ci doit par conséquent approuver, sur avis de l'inspection de la Communauté française, le programme d'études qui lui est soumis par une école qui a obtenu la dérogation mentionnée en B.20.6.1.2.

B.20.6.3.1. La demande de dérogation doit être introduite au plus tard le 1^{er} septembre de l'année précédant l'année scolaire pendant laquelle les objectifs de remplacement entrent en vigueur. Le Gouvernement prend sa décision au plus tard le 31 décembre suivant et la soumet à la ratification du Parlement dans les six mois. Si celui-ci ne sanctionne pas l'arrêté du Gouvernement, ce dernier « cesse d'avoir force de droit » (article 44bis, § 3, du décret du 25 février 1997).

Le Gouvernement flamand doit approuver les programmes d'études sur avis de l'inspection pédagogique (article 45, § 2, du même décret).

B.20.6.3.2. Le non-respect par une école de ses obligations relatives aux objectifs de développement, aux objectifs finaux ou au programme d'études peut entraîner le retrait de son agrément ou la fin totale ou partielle de son financement ou de son subventionnement (articles 62, § 1^{er}, 9^o, 68, § 1^{er}, 1^o, 70 et 71 du décret du 25 février 1997).

Les autorités scolaires des écoles francophones des communes périphériques et des communes de la frontière linguistique, pour autant qu'elles estiment que les objectifs de développement ou les objectifs finaux fixés par la Communauté flamande ne permettent pas de réaliser leurs propres conceptions pédagogiques et didactiques ou que ces dernières y sont opposées, devaient cependant disposer, avant l'entrée en vigueur du décret attaqué, du temps nécessaire pour demander une dérogation à ces objectifs et l'approbation de leurs programmes d'études.

B.20.6.3.3. Aux termes de l'article 143, § 1^{er}, de la Constitution, dans l'exercice de leurs compétences respectives, l'Etat fédéral, les communautés, les régions et la Commission communautaire commune agissent dans le respect de la loyauté fédérale.

Le principe de loyauté fédérale implique, pour l'autorité fédérale et pour les entités fédérées, l'obligation de ne pas perturber l'équilibre de la construction fédérale dans son ensemble, lorsqu'elles exercent leurs compétences; il concerne plus que le simple exercice des compétences : il indique dans quel esprit cela doit se faire.

Serait incompatible avec ce principe, la mesure par laquelle le Gouvernement flamand retirerait l'agrément ou mettrait fin au financement ou au subventionnement d'une école francophone établie dans une « commune périphérique » ou dans une « commune de la frontière linguistique » qui aurait introduit une demande de dérogation ou soumis son programme d'études pour approbation, tant que le Gouvernement flamand n'a pas accepté cette demande et approuvé ce programme et tant que le Parlement flamand n'a pas confirmé la décision du Gouvernement flamand relative à la demande de dérogation.

B.20.6.4. En l'absence de disposition transitoire permettant aux écoles francophones établies dans les « communes périphériques » et les « communes de la frontière linguistique » précitées d'obtenir, dans le respect de la loyauté fédérale, la dérogation mentionnée en B.20.6.1.2 et l'approbation des programmes d'études mentionnée en B.20.6.2, le second moyen est fondé en ce qu'il porte sur les dispositions attaquées mentionnées au premier tiret, b), du dispositif, mais uniquement dans la mesure qui y est indiquée.

B.20.7.1. Aux termes de l'article 2, alinéa 2, 4^o, du décret attaqué, les autorités scolaires des écoles doivent conclure un contrat de gestion ou un plan de gestion avec un centre flamand d'encadrement des élèves financé ou subventionné en vertu du décret du 1^{er} décembre 1998 relatif aux centres d'encadrement des élèves.

Un centre d'encadrement des élèves ne peut être financé ou subventionné que s'il respecte les dispositions concernant le régime linguistique dans l'enseignement et la connaissance linguistique du personnel (article 41, 4^o, du décret du 1^{er} décembre 1998 précité, tel que remplacé par l'article VI.5, 2^o, du décret du 8 mai 2009 « relatif à l'enseignement XIX »).

Par conséquent, l'obligation prévue à l'article 2, alinéa 2, 4^o, de conclure un contrat de gestion ou un plan de gestion avec un centre d'encadrement des élèves financé ou subventionné par la Communauté flamande ne peut être imposée que si le Gouvernement flamand finance dans la zone d'action des écoles concernées un centre d'encadrement des élèves dont le personnel a fait la preuve d'une connaissance approfondie de la langue d'enseignement de l'établissement, en l'occurrence le français.

B.20.7.2. L'obligation de conclure un contrat ou un plan de gestion concerne les missions obligatoires des centres d'encadrement des élèves, c'est-à-dire la coopération qu'ils offrent « à l'organisation et à la réalisation de consultations générales et dirigées, aux mesures prophylactiques, à la politique de vaccination et aux initiatives d'encadrement du centre quant au contrôle de la scolarité obligatoire » (article 32, alinéa 1^{er}, du décret du 1^{er} décembre 1998 précité). Pour d'autres services, tels que ceux qui concernent la psychologie ou la logopédie, les autorités scolaires des écoles sont libres de passer un contrat avec un service francophone (voir dans ce sens la déclaration du ministre de l'Enseignement de la Communauté flamande du 1^{er} décembre 2009, *Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2009-2010, CRIC, n^o 34-Educ. 6, pp. 5 et 12).

B.20.7.3. La mesure prévue à l'article 2, alinéa 2, 4^o, du décret attaqué, dans l'interprétation qui doit lui être donnée, ainsi qu'il est dit en B.20.7.1 et B.20.7.2, n'est pas de nature à porter préjudice à des garanties qui auraient existé au moment de l'entrée en vigueur de l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980.

En ce qu'il porte sur l'article 2, alinéa 2, 4^o, du décret du 23 octobre 2009 et sur l'article 2, alinéa 1^{er}, du même décret - dans la mesure où il renvoie à l'article 62, § 1^{er}, 10^o, du décret du 25 février 1997 -, le second moyen n'est pas fondé.

Quant aux troisième et quatrième moyens

B.21. Il ressort des développements du troisième moyen qu'il invite la Cour à statuer sur la compatibilité de l'article 2, alinéa 1^{er} - en ce qu'il renvoie aux articles 44, 44bis et 62, § 1^{er}, 7^o et 9^o, du décret du 25 février 1997 - ainsi que de l'article 2, alinéa 2, 1^o, 2^o et 3^o, du décret du 23 octobre 2009, avec les articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution, en ce que ces dispositions décrétales traiteraient les écoles francophones établies dans les « communes périphériques » et dans les « communes de la frontière linguistique » de la région de langue néerlandaise - de même que les enseignants et élèves de ces écoles, ainsi que les parents de ces derniers - de la même manière que les écoles néerlandophones situées dans cette région - de même que les enseignants et élèves de ces écoles, ainsi que les parents de ces derniers.

Il ressort des développements du quatrième moyen qu'il invite la Cour à statuer sur la compatibilité des mêmes dispositions du décret du 23 octobre 2009 avec les articles 10, 11, 22, 22bis, 23 et 24 de la Constitution, en ce que ces dispositions décrétales porteraient atteinte à une série de droits reconnus aux écoles francophones établies dans les « communes périphériques » et dans les « communes de la frontière linguistique » de la région de langue néerlandaise, de même qu'à leurs enseignants et élèves, ainsi qu'aux parents de ces derniers.

B.22. En ce que ces moyens portent sur l'article 2, alinéa 1^{er} - dans la mesure où il renvoie à l'article 62, § 1^{er}, 7^o, du décret du 25 février 1997 - ainsi que sur l'article 2, alinéa 2, 2^o, du décret du 23 octobre 2009, leur examen ne pourrait conduire à une annulation de ces dispositions décrétales plus étendue que celle qui résulte de l'arrêt n^o 124/2010 du 28 octobre 2010 évoqué en B.3, et de la conclusion à laquelle la Cour est arrivée en B.9.3.

Les moyens sont donc, dans cette mesure, devenus sans objet.

B.23. En ce que ces moyens portent sur les autres dispositions décrétales, ils n'ont pas une portée différente de celle du second moyen en ce qu'il est pris de la violation de l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980.

Leur examen ne pourrait conduire à une annulation plus étendue que celle qui résulte de l'arrêt n° 124/2010 du 28 octobre 2010 évoqué en B.3 et de la conclusion à laquelle la Cour est arrivée en B.20.6.4.

Par ces motifs,

la Cour

- annule, dans le décret de la Communauté flamande du 23 octobre 2009 « portant interprétation des articles 44, 44bis et 62, § 1^{er}, 7^o, 9^o et 10^o, du décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental », en ce qu'ils s'appliquent aux écoles francophones et aux sections de celles-ci situées dans les communes de la frontière linguistique visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 juillet 1971 et à l'article 8 des lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative :

a) l'article 2, alinéa 1^{er}, en ce qu'il renvoie à l'article 62, § 1^{er}, 7^o, du décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, ainsi que l'article 2, alinéa 2, 2^o;

b) l'article 2, alinéa 1^{er}, en ce qu'il renvoie aux articles 44, 44bis et 62, § 1^{er}, 9^o, du décret précité du 25 février 1997, ainsi que l'article 2, alinéa 2, 1^o et 3^o, mais uniquement en ce que ces dispositions n'établissent pas une période transitoire au cours de laquelle les autorités scolaires de ces écoles puissent obtenir une dérogation aux objectifs de développement et objectifs finaux et l'approbation de leurs programmes d'études;

- rejette le recours pour le surplus, sous réserve des interprétations mentionnées en B.20.7.1 et B.20.7.2.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 5 mai 2011.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

R. Henneuse.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2011 — 1972

[2011/202304]

Uittreksel uit arrest nr. 60/2011 van 5 mei 2011

Rolnummer 4900

In zake : het beroep tot vernietiging van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 23 oktober 2009 houdende interpretatie van de artikelen 44, 44bis en 62, § 1, 7^o, 9^o en 10^o, van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, ingesteld door de voorzitter van het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters R. Henneuse en M. Bossuyt, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey en F. Daoût, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter R. Henneuse,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 16 maart 2010 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 18 maart 2010, is beroep tot vernietiging ingesteld van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 23 oktober 2009 houdende interpretatie van de artikelen 44, 44bis en 62, § 1, 7^o, 9^o en 10^o, van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 november 2009) door de voorzitter van het Parlement van de Franse Gemeenschap.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. Artikel 2 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 23 oktober 2009 « houdende interpretatie van de artikelen 44, 44bis en 62, § 1, 7^o, 9^o en 10^o, van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997 » bepaalt :

« De artikelen 44, 44bis en 62, § 1, 7^o, 9^o en 10^o, van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997 worden in deze zin uitgelegd dat ze gelden voor alle erkende, gefinancierde en gesubsidieerde scholen voor kleuteronderwijs, lager onderwijs en basisonderwijs of afdelingen ervan gevestigd in het Nederlandse taalgebied, met inbegrip van de Franstalige scholen en afdelingen, en voor de erkende, gefinancierde en gesubsidieerde scholen voor kleuteronderwijs, lager onderwijs en basisonderwijs of afdelingen ervan gevestigd in het tweetalige, gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens hun activiteiten moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de Vlaamse Gemeenschap.

De bepaling van het eerste lid impliceert dat deze scholen of afdelingen ervan :

1° de door het Vlaams Parlement vastgelegde ontwikkelingsdoelen en eindtermen implementeren, tenzij het Vlaams Parlement een gevraagde afwijking heeft bekrachtigd;

2° de controle aanvaarden en mogelijk maken door de onderwijsinspectie georganiseerd door de Vlaamse Gemeenschap krachtens het decreet van 17 juli 1991 betreffende inspectie, dienst voor onderwijsontwikkeling en pedagogische begeleidingsdiensten of door de inspectie, zoals bedoeld in het decreet van 1 december 1993 betreffende de inspectie en de begeleiding van de levensbeschouwelijke vakken, voor zover belast met taken op het gebied van het kleuteronderwijs, lager onderwijs en basisonderwijs;

3° een leerplan toepassen dat door de Vlaamse Regering werd goedgekeurd;

4° een beleidscontract of beleidsplan hebben met een Vlaams centrum voor leerlingenbegeleiding, gefinancierd of gesubsidieerd krachtens het decreet van 1 december 1998 betreffende de centra voor leerlingenbegeleiding ».

Artikel 1 van hetzelfde decreet preciseert dat het « een gemeenschapsaangelegenheid [regelt] », terwijl artikel 3 ervan bepaalt dat het « in werking [treedt] op een door de Vlaamse Regering vast te stellen datum en uiterlijk op 1 september 2009 ».

B.2.1. De artikelen 44 en *44bis* van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997 (hierna : het decreet van 25 februari 1997) zijn de twee bepalingen onder afdeling 2, getiteld « Eindtermen en ontwikkelingsdoelen », van hoofdstuk V « Opdracht van het basisonderwijs ».

Artikel 44 van het decreet van 25 februari 1997 bepaalt :

« § 1. De ontwikkelingsdoelen voor het gewoon kleuteronderwijs, eindtermen voor het gewoon lager onderwijs en ontwikkelingsdoelen voor het buitengewoon basisonderwijs worden vastgelegd door het Vlaams Parlement bij wijze van bekrachtiging van een besluit van de Vlaamse regering, genomen op advies van de Vlaamse Onderwijsraad.

De Vlaamse regering legt het besluit ten laatste één maand na de goedkeuring ter bekrachtiging voor aan het Vlaams Parlement.

De eindtermen en ontwikkelingsdoelen hebben uitwerking vanaf de datum die het decreet aangeeft.

§ 2. De regering houdt hierbij rekening met wat volgt :

1° Ontwikkelingsdoelen voor het kleuteronderwijs zijn minimumdoelen op het vlak van kennis, inzicht, vaardigheden en attitudes die de overheid wenselijk acht voor die leerlingenpopulatie en die de school bij haar leerlingen moet nastreven.

2° Eindtermen voor het lager onderwijs zijn minimumdoelen die de overheid noodzakelijk en bereikbaar acht voor een bepaalde leerlingenpopulatie. Met minimumdoelen wordt bedoeld : een minimum aan kennis, inzicht, vaardigheden en attitudes bestemd voor die leerlingenpopulatie.

Eindtermen kunnen leergebiedgebonden of leergebiedoverschrijdend zijn.

Elke school heeft de maatschappelijke opdracht de leergebiedgebonden eindtermen met betrekking tot kennis, inzicht en vaardigheden bij de leerlingen te bereiken. Het bereiken van de eindtermen zal worden afgewogen tegenover de schoolcontext en de kenmerken van de schoolpopulatie. De leergebiedgebonden eindtermen met betrekking tot attitudes dienen door elke school bij de leerlingen te worden nagestreefd.

Leergebiedoverschrijdende eindtermen zijn minimumdoelen die niet specifiek behoren tot één leergebied, maar onder meer door middel van meer leergebieden of onderwijsprojecten worden nagestreefd. Elke school heeft de maatschappelijke opdracht de leergebiedoverschrijdende eindtermen bij de leerlingen na te streven. De school toont aan dat ze met een eigen planning aan de leergebiedoverschrijdende eindtermen werkt.

3° Ontwikkelingsdoelen voor het buitengewoon basisonderwijs zijn doelen op het vlak van kennis, inzicht, vaardigheden en attitudes die de overheid wenselijk acht voor zoveel mogelijk leerlingen van de leerlingenpopulatie. In samenspraak met het centrum voor leerlingenbegeleiding en zo mogelijk in overleg met de ouders en eventueel andere betrokkenen, kiest de klassenraad de ontwikkelingsdoelen die aan individuele leerlingen of groepen worden aangeboden en uitdrukkelijk nagestreefd.

De ontwikkelingsdoelen voor het buitengewoon basisonderwijs kunnen worden vastgelegd per type.

4° Voor het onderwijs in een erkende godsdienst, een op die godsdienst berustende zedenleer, in de niet-confessionele zedenleer, de eigen cultuur en religie en de cultuurbeschouwing worden geen eindtermen of ontwikkelingsdoelen bepaald ».

Artikel *44bis* van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 1997, zoals vervangen bij artikel II.6 van het decreet van 22 juni 2007 « betreffende het onderwijs XVII », vervolgens gewijzigd bij artikel II.11 van het decreet van 8 mei 2009 « betreffende het onderwijs XIX », bepaalt :

« § 1. Een schoolbestuur kan oordelen dat de conform artikel 44 vastgelegde ontwikkelingsdoelen en/of eindtermen onvoldoende ruimte laten voor zijn eigen pedagogische en onderwijskundige opvattingen en/of ermee onverzoenbaar zijn. In dat geval dient het schoolbestuur bij de regering een afwijkingsaanvraag in. Deze aanvraag is slechts ontvankelijk indien precies wordt aangegeven waarom de ontwikkelingsdoelen en/of eindtermen voor zijn eigen pedagogische en onderwijskundige opvattingen onvoldoende ruimte laten en/of waarom ze ermee onverzoenbaar zijn. Het schoolbestuur stelt in dezelfde aanvraag vervangende ontwikkelingsdoelen en/of eindtermen voor.

§ 2. De regering beoordeelt of de aanvraag ontvankelijk is en beslist in voorkomend geval of de vervangende ontwikkelingsdoelen en/of eindtermen in hun geheel gelijkwaardig zijn met die welke conform artikel 44 werden vastgelegd en toelaten gelijkwaardige studiebewijzen en diploma's af te leveren.

De gelijkwaardigheid wordt beoordeeld aan de hand van de volgende criteria :

1° het respect voor de fundamentele rechten en vrijheden;

2° de vereiste inhoud :

a) het onderwijsaanbod in de ontwikkelingsdoelen voor het kleuteronderwijs omvat minstens inhouden voor lichamelijke opvoeding, muzische vorming, Nederlands, wereldoriëntatie, wiskundige initiatie;

b) het onderwijsaanbod in de eindtermen voor het lager onderwijs omvat minstens inhouden voor lichamelijke opvoeding, muzische vorming, Nederlands, wereldoriëntatie, wiskunde, leren leren, informatie en communicatietechnologie en sociale ontwikkeling of sociale vaardigheden, het onderwijsaanbod omvat ook inhouden voor het leergebied Frans;

c) het onderwijsaanbod in de ontwikkelingsdoelen voor het buitengewoon basisonderwijs, met uitzondering van het type 2 zoals bepaald in artikel 10 omvat minstens inhouden voor lichamelijke opvoeding, muzische vorming, Nederlands, wereldoriëntatie, wiskunde, leren leren, informatie en communicatietechnologie en sociale ontwikkeling of sociale vaardigheden.

Deze inhouden moeten enkel in hun geheel evenwaardig zijn met de inhouden waarvoor conform artikel 44 ontwikkelingsdoelen en eindtermen werden vastgelegd;

3° de vervangende ontwikkelingsdoelen en eindtermen slaan op kennis, inzichten, vaardigheden en attitudes;

4° de vervangende ontwikkelingsdoelen en eindtermen zijn geformuleerd in termen wat van leerlingen verwacht kan worden;

5° de vervangende ontwikkelingsdoelen en eindtermen zijn zo geformuleerd dat, afhankelijk van het statuut van de eindtermen, nagegaan kan worden in welke mate de leerlingen deze verwerven of de scholen deze nastreven bij de leerlingen;

6° aangegeven wordt welke eindtermen leergebiedgebonden, leergebiedoverschrijdend of attitudeaardig zijn.

Voor de beoordeling van de ontvankelijkheid en van de gelijkwaardigheid, wint de regering het gemotiveerd advies in van de onderwijsinspectie en van een commissie *ad hoc*.

Voor de samenstelling van deze laatste commissie stelt de regering een lijst op van onafhankelijke deskundigen, na overleg met een gemengde commissie met vertegenwoordigers van de Vlaamse Interuniversitaire Raad en de Vlaamse Hogescholenraad. Deze lijst geldt voor een periode van vier jaar.

Uit voornoemde lijst kiezen de aanvrager en de regering elk één deskundige. Beide deskundigen wijzen binnen acht dagen in gemeen overleg een derde deskundige aan, die tevens voorzitter van de commissie is. Als er geen consensus bereikt wordt, wijst de regering uit de voornoemde lijst de derde deskundige aan.

De regering bepaalt de verdere regels van deze procedure, met dien verstande dat de aanvrager gehoord wordt.

§ 3. Het schoolbestuur dient uiterlijk op 1 september van het schooljaar voorafgaand aan het schooljaar waarin de vervangende ontwikkelingsdoelen/eindtermen zullen gelden, een afwijkingsaanvraag in. De regering beslist uiterlijk op 31 december van het voorafgaande schooljaar over de aanvraag.

De regering legt dit besluit binnen de zes maand ter bekrachtiging voor aan het Vlaams Parlement. Indien het Vlaams Parlement dit besluit niet bekrachtigt, houdt het op rechtskracht te hebben.

§ 4. In afwijking van wat bepaald is in § 3, kan het schoolbestuur een afwijkingsaanvraag indienen binnen een termijn van één maand na de publicatie van een bekrachtigingsdecreet, indien deze publicatie gebeurt na 1 september van het schooljaar voorafgaand aan de inwerkingtreding.

In de gevallen, bedoeld in het eerste lid, is het schoolbestuur gebonden door de eindtermen en ontwikkelingsdoelen vanaf 1 september volgend op de bekrachtiging van de goedkeuring van de afwijkingsaanvraag ».

B.2.2. Artikel 62, § 1, 7°, 9° en 10°, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 1997, dat afdeling 1 (« Erkenning van scholen ») opent van hoofdstuk VII (« Erkenning, financiering en subsidiëring van scholen ») van dat decreet, bepaalt, na de wijzigingen ervan bij artikel 169 van het decreet van 1 december 1998 « betreffende de centra voor leerlingenbegeleiding », bij artikel III.11 van het decreet van 13 juli 2001 « betreffende het onderwijs-XIII-Mozaïek » en bij artikel II.13 van het decreet van 14 februari 2003 :

« § 1. Een school kan erkend worden indien zij :

[...]

7° de controle van de onderwijsinspectie mogelijk maakt;

[...]

9° in het gewoon basisonderwijs bovendien een leerplan toepast dat door de regering werd goedgekeurd en voor het buitengewoon basisonderwijs de bepalingen naleeft inzake handelingsplannen;

10° een beleidscontract of beleidsplan heeft met een centrum voor leerlingenbegeleiding; ».

Ten aanzien van de draagwijdte van het beroep

B.3. Het arrest van het Hof nr. 124/2010 van 28 oktober 2010 vernietigt, in het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 23 oktober 2009, in zoverre zij van toepassing zijn op de Franstalige scholen en de afdelingen ervan in de « randgemeenten » bedoeld in artikel 7 van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten « op het gebruik van de talen in bestuurszaken » :

a) artikel 2, eerste lid, in zoverre het verwijst naar artikel 62, § 1, 7°, van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, alsook artikel 2, tweede lid, 2°;

b) artikel 2, eerste lid, in zoverre het verwijst naar de artikelen 44, 44bis en 62, § 1, 9°, van het decreet van 25 februari 1997, alsook artikel 2, tweede lid, 1° en 3°, doch enkel in zoverre die bepalingen niet voorzien in een overgangperiode tijdens welke de schoolbesturen van de Franstalige scholen in de randgemeenten een afwijking van de ontwikkelingsdoelen en eindtermen en de goedkeuring van hun leerplannen kunnen verkrijgen.

Het onderhavige beroep tot vernietiging is dus zonder voorwerp geworden in zoverre het betrekking heeft op die bepalingen of de delen van die bepalingen die zijn vernietigd.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep

B.4.1. Artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereist dat het verzoekschrift met betrekking tot een beroep tot vernietiging voor elk middel uiteenzet in welk opzicht de regels waarvan de schending voor het Hof wordt aangevoerd door de bestreden wetsbepaling zouden zijn geschonden.

B.4.2. De eerste twee middelen zijn onder meer afgeleid uit de schending van artikel 93 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Het verzoekschrift tot vernietiging zet niet uiteen in welk opzicht die bepaling zou zijn geschonden.

B.4.3. In zoverre de eerste twee middelen zijn afgeleid uit de schending van die bepaling, zijn zij niet ontvankelijk.

Ten aanzien van het eerste middel, in zoverre het is afgeleid uit de schending van artikel 5 van de wet van 21 juli 1971 « betreffende de bevoegdheid en de werking van de Cultuurraden voor de Nederlandse cultuurgemeenschap en voor de Franse cultuurgemeenschap »

B.5. Uit de uiteenzetting van het eerste middel blijkt dat het Hof daarin in de eerste plaats wordt verzocht zich uit te spreken over de verenigbaarheid van artikel 2, eerste lid, - in zoverre het verwijst naar artikel 62, § 1, 7°, van het decreet van 25 februari 1997 -, alsook van artikel 2, tweede lid, 2°, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 23 oktober 2009 met artikel 5 van de wet van 21 juli 1971 « betreffende de bevoegdheid en de werking van de Cultuurraden voor de Nederlandse cultuurgemeenschap en voor de Franse cultuurgemeenschap », in zoverre het voorstel voor een decreet dat aan de oorsprong ligt van het decreet van 23 oktober 2009 niet zou zijn voorgelegd aan de verenigde commissies voor samenwerking opgericht bij artikel 4, § 2, van de wet van 21 juli 1971 en niet de instemming van het Parlement van de Franse Gemeenschap zou hebben gekregen.

B.6. Rekening houdend met hetgeen in B.3 is gezegd, beperkt het Hof zijn onderzoek tot de verenigbaarheid van die decretale bepalingen in zoverre zij van toepassing zijn op andere Franstalige scholen of afdelingen ervan dan die welke zijn gevestigd in de « randgemeenten ».

B.7.1. Artikel 4 van de wet van 21 juli 1971 bepaalt :

« § 1. In elke cultuurraad bestaat een commissie die tot doel heeft de samenwerking tussen de Nederlandse en de Franse cultuurgemeenschap te bevorderen.

[...]

§ 2. Wanneer zij samen vergaderen vormen de in § 1 bedoelde commissies de verenigde commissies voor samenwerking.

In de loop van de zitting houden de verenigde commissies voor samenwerking ten minste twee vergaderingen. [...]

[...] ».

Artikel 5 van dezelfde wet bepaalt :

« Onverminderd de territoriale bevoegdheid van elke cultuurraad blijven gehandhaafd de praktische uitvoeringsmaatregelen inzake onderwijs die de Ministers van Nationale Opvoeding tot 31 december 1970 in onderlinge overeenstemming hebben genomen ten behoeve van de inwoners van de zes randgemeenten en van de taalgrensgemeenten, die niet de taal van het taalgebied gebruiken, evenals de feitelijke toestanden welke op dezelfde datum in die gemeenten bestonden op cultuurgebied. Die maatregelen en toestanden kunnen niet worden gewijzigd dan met instemming van de twee cultuurraden.

Ieder voorstel om zodanige wijziging aan te brengen, wordt vooraf aan de verenigde commissies voor samenwerking voorgelegd ».

De cultuurraden waarvan in die bepalingen sprake is, zijn, enerzijds, het huidige Vlaams Parlement en, anderzijds, het huidige Parlement van de Franse Gemeenschap.

B.7.2. Artikel 3, 1^o, van de wet van 30 juli 1963 « houdende taalregeling in het onderwijs » bepaalt dat « de taalgrensgemeenten » « met het oog op de bescherming van hun minderheden met een speciale regeling [worden] begiftigd ».

Twaalf daarvan zijn gelegen in het Nederlandse taalgebied : Mesen, Spiere, Helkijn, Ronse, Bever, Herstappe, Moelingen, 's-Gravenvoeren, Sint-Martens-Voeren, Sint-Pieters-Voeren, Remersdaal en Teuven. Artikel 133 van het koninklijk besluit van 17 september 1975 « houdende samenvoeging van gemeenten en wijziging van hun grenzen » - bekrachtigd bij artikel 1, 1^o, van een wet van 30 december 1975 - heeft de zes laatste gemeenten samengevoegd tot de gemeente « Voeren », terwijl artikel 216 van hetzelfde koninklijk besluit de tweede en de derde heeft samengevoegd tot de gemeente « Spiere-Helkijn ».

Artikel 4 van de wet van 30 juli 1963 bepaalt dat « de onderwijstaal [...] het Nederlands [is] in het Nederlandse taalgebied, het Frans in het Franse taalgebied en het Duits in het Duitse taalgebied, behoudens in de gevallen bepaald bij de artikelen 6 tot 8 ».

Artikel 6 van dezelfde wet bepaalt :

« In de gemeenten opgesomd in artikel 3, mag het kleuter- en lager onderwijs aan de kinderen verstrekt worden in een andere landstaal, indien deze taal de moedertaal of gebruikelijke taal is van [het] kind en indien het gezinshoofd in een dezer gemeente verblijft.

Dit onderwijs mag [slechts] worden ingericht op verzoek van een aantal gezinshoofden gelijk aan het aantal bepaald bij toepassing van artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het kleuter-, lager, middelbaar, normaal, technisch en kunstonderwijs en die niet, op de afstand bepaald bij toepassing van hetzelfde artikel een school vinden die dergelijk onderwijs inricht.

De gemeente die de aanvraag bedoeld in het tweede lid ontvangt moet dit onderwijs inrichten.

Het recht van de ouders zoals bepaald in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 moet geëerbiedigd worden ».

B.8.1. Op 18 februari 1970 heeft de Eerste Minister in het Parlement een regeringsmededeling afgelegd die zowel in een grondwetsherziening als in de totstandkoming van bijzondere wetten voorzag.

Die voorstellen bevatten onder meer, onder de titel « Inhoud van de wetten betreffende de culturele autonomie », een punt 19, dat luidt :

« Op basis van het wederkerigheidsbeginsel in de taalgrensgemeenten en in de zes randgemeenten, zal de wet houdende oprichting van de cultuurraden :

a) beslissen dat die raden, in gemeenschappelijk overleg, het karakter en de inhoud zullen vastleggen van de waarborgen die aan de inwoners die een andere landstaal gebruiken in culturele aangelegenheden zullen worden toegekend;

b) de handhaving bevestigen van de culturele waarborgen, zoals die reeds worden verzekerd door een akkoord van de ministers van Nationale Opvoeding of van de ministers van Cultuur; die waarborgen zullen alleen kunnen worden gewijzigd in onderlinge overeenstemming tussen beide raden » (*Hand.*, Kamer, nr. 41, 18 februari 1970, p. 4; *Hand.*, Senaat, nr. 26, 18 februari 1970, p. 779).

B.8.2.1. Een akkoordprotocol van 1 juni 1970, ondertekend door de Franstalige en Nederlandstalige ministers van Nationale Opvoeding, bepaalt dat de pedagogische inspectie van de Franstalige scholen gevestigd in het Nederlandse taalgebied wordt uitgevoerd door inspecteurs van de Franse taalrol, en dat de pedagogische inspectie van de Nederlandstalige scholen gevestigd in het Franse taalgebied wordt uitgevoerd door inspecteurs van de Nederlandse taalrol.

B.8.2.2. Een ministerieel besluit van 19 november 1970, ondertekend door de Franstalige en Nederlandstalige ministers van Nationale Opvoeding, voert het akkoordprotocol van 1 juni 1970 uit.

Artikel 1 van dat ministerieel besluit bepaalt :

« Het pedagogisch toezicht over de lagere en kleuterklassen van het Frans taalstelsel, gevestigd in de nederlandstalige streek wordt uitgeoefend door de leden van de inspectie van het lager onderwijs ressorterend onder het Frans taalstelsel [...] ».

In dat ministerieel besluit wordt eveneens gepreciseerd :

« Zoals bedoeld in dit artikel, omvat het pedagogisch toezicht inzonderheid het toezicht over het leerplan en onderwijspeil alsmede de klassebezoeken, en de onderwijzersvergaderingen bedoeld bij artikel 79 van de wetten op het lager onderwijs gecoördineerd bij koninklijk besluit van 20 augustus 1957 ».

Dat besluit is in werking getreden op 1 september 1970 (artikel 2 van het ministerieel besluit).

B.8.3.1. Door de grondwetsherziening van 24 december 1970 is een artikel 59bis in de Grondwet ingevoegd.

In de oorspronkelijke versie ervan bepaalde dat artikel :

« § 1. Er is een cultuurraad voor de Nederlandse cultuurgemeenschap bestaande uit de leden van de Nederlandse taalgroep van beide Kamers en een cultuurraad voor de Franse cultuurgemeenschap bestaande uit de leden van de Franse taalgroep van beide Kamers.

Een wet aangenomen met de meerderheid van de stemmen in elke taalgroep van elke Kamer, op voorwaarde dat de meerderheid van de leden van elke taalgroep aanwezig is en voor zover het totaal van de ja-stemmen uitgebracht in beide taalgroepen tweederde van de uitgebrachte stemmen bereikt, bepaalt de wijze waarop de cultuurraden hun bevoegdheid uitoefenen, met name met inachtneming van de artikelen 33, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 59, 70 en 88.

§ 2. De cultuurraden regelen, ieder wat hem betreft, bij decreet :

1° de culturele aangelegenheden;

2° het onderwijs, met uitsluiting van wat betrekking heeft op de schoolvrede, de leerplicht, de onderwijsstructuren, de diploma's, de toelagen, de wedden, de schoolbevolkingsnormen;

3° de samenwerking tussen de cultuurgemeenschappen, alsook de internationale culturele samenwerking.

Een wet, aangenomen met de in § 1, 2° lid, bepaalde meerderheid, stelt de in 1° vermelde culturele aangelegenheden, alsook de in 3° van deze paragraaf vermelde vormen van samenwerking vast.

[...]

§ 4. De decreten, genomen bij toepassing van § 2, hebben kracht van wet respectievelijk in het Nederlands taalgebied en in het Frans taalgebied, alsmede ten aanzien van de instellingen, gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, die, wegens hun activiteiten, moeten worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de ene of de andere cultuurgemeenschap.

[...] ».

B.8.3.2. In de parlementaire voorbereiding van die grondwetsbepaling heeft de minister eraan herinnerd :

« Zoals voorzien in de tekst van de regeringsverklaring (nr. 19), zal de wet houdende oprichting van de cultuurraden op grond van het reciprociteitsbeginsel in de taalgrensgemeenten en in de zes randgemeenten :

a) beslissen dat deze raden, in gemeenschappelijk overleg, het karakter en de inhoud zullen vastleggen van de waarborgen die aan de inwoners, welke gebruik maken van een andere landstaal in culturele aangelegenheden zullen toegekend worden;

b) het behoud bevestigen van de culturele waarborgen zoals ze thans verzekerd zijn door een akkoord van de Ministers van Nationale Opvoeding of van de Ministers van de Cultuur » (*Parl. St.*, Kamer, B.Z. 1968, nr. 10-31/2°, p. 9).

De minister van Nationale Opvoeding (N) heeft gepreciseerd dat de grondwetsherziening « niets verandert aan de maatregelen van de regering en aan de tot op heden toegepaste regels » (*Hand.*, Senaat, nrs. 66-67, 10 juni 1970, p. 1819), namelijk :

« Ten aanzien van de Franstalige scholen in de Nederlandstalige gemeenten verlopen de administratieve betrekkingen met de gemeentebesturen en de centrale overheid in de administratieve taal van hun taalgebied, met andere woorden het Nederlands. Maar al wat betrekking heeft op het onderwijs en de opvoeding van de kinderen, al wat de pedagogie betreft, valt onder de bevoegdheid van de Franstalige inspecteurs en van mijn Franstalige collega van Nationale Opvoeding » (*ibid.*).

B.8.4.1. De hiervoor aangehaalde artikelen 4 en 5 van de wet van 21 juli 1971 vormen hoofdstuk III (« Samenwerking tussen de cultuurgemeenschappen ») van die wet.

B.8.4.2. Dat artikel 5 strekt onder meer ertoe de regeringsmededeling van 18 februari 1970 uit te voeren door « het behoud [te bevestigen] van de culturele waarborgen die [...] in de taalgrensgemeenten bestaan ten behoeve van de inwoners dezer gemeenten welke gebruik maken van een andere landstaal dan deze van het taalgebied [...] krachtens een akkoord van de ministers van Nationale Opvoeding » (*Parl. St.*, Senaat, 1970-1971, nr. 400, p. 7). De aan de Franstaligen toegekende faciliteiten die in die gemeenten op het vlak van onderwijs bestonden en feitelijk waren georganiseerd op 31 december 1970, moeten worden behouden, tenzij de twee in artikel 5 van de wet van 21 juli 1971 bedoelde vergaderingen daarover in onderlinge overeenstemming en na overleg anders beslissen (*ibid.*, nr. 497, p. 9).

Ten aanzien van de draagwijdte van de « praktische uitvoeringsmaatregelen » beschermd bij het voormelde artikel 5, is uiteengezet :

« Voor wat het onderwijs betreft blijkt de toestand duidelijk. De Franstalige scholen worden op pedagogisch gebied geïnspecteerd door ambtenaren van het Franstalig Departement van Onderwijs. Voor oprichting, afschaffing, erkenning in een ander taalgebied in het kader van wat de wet toelaat zijn beide Ministers samen bevoegd » (*Parl. St.*, Senaat, 1970-1971, nr. 497, p. 8).

Er is eveneens aan herinnerd :

« Tussen de ministers van Nationale Opvoeding bestaat een akkoord luidens hetwelk een inspecteur van de Franse taalrol optreedt in een gemeente die valt onder het gezag van de Vlaamse Cultuurraad, maar waar Franstalige scholen bestaan op grond van de faciliteiten die in die gemeenten zijn toegestaan » (*Hand.*, Senaat, nr. 84, 8 juli 1971, p. 2429).

Aan een lid dat meende dat het ontworpen artikel 5 van de wet van 21 juli 1971 in tegenspraak was met artikel 59bis van de Grondwet, heeft de minister van Communautaire Betrekkingen (N) geantwoord dat die bepaling « enkel punt 19 [overneemt] van de mededeling van de Eerste Minister d.d. 18 februari 1970 » en dat « het politiek akkoord dat daaruit is voortgevloeid, wordt geconcretiseerd in dit artikel » (*Parl. St.*, Kamer, 1970-1971, nr. 1053/4, p. 5).

B.8.4.3. In een advies over het wetsontwerp houdende diverse institutionele hervormingen, verwijst de afdeling wetgeving van de Raad van State, onder de « culturele faciliteiten » toegekend aan de Franstalige inwoners van de taalgrensgemeenten, bedoeld in artikel 5 van de wet van 21 juli 1971, eveneens naar het behoud van « de inspectie van Franstalige scholen door inspecteurs van het Franstalige Ministerie van Onderwijs » (*Parl. St.*, Kamer, 1977-1978, nr. 461/25, p. 5).

In het advies dat zij op 8 oktober 2007 heeft uitgebracht over het voorstel voor een decreet dat ten grondslag ligt aan het decreet van 23 oktober 2009, merkt de afdeling wetgeving van de Raad van State op dat de « praktische uitvoeringsmaatregelen inzake onderwijs » waarvan sprake is in artikel 5 van de wet van 21 juli 1971, betrekking hebben op « afspraken die in 1970 zijn gemaakt binnen de toenmalige nationale regering, en met name op een protocol van 1 juni 1970 over de pedagogische inspectie van de Franstalige [...] scholen in het Nederlandse [...] taalgebied » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2006-2007, nr. 1163/2, p. 8).

B.8.4.4. Dat protocol van 1 juni 1970 is niet officieel bekendgemaakt. Toch waren de verschillende betrokken overheden voldoende op de hoogte van de inhoud ervan opdat het als dusdanig kon worden toegepast vóór de inwerkingtreding van het decreet van 23 oktober 2009.

Als antwoord op een parlementaire vraag van 28 oktober 2005 verklaarde de Vlaamse minister van Onderwijs overigens :

« 1. De onderwijsinspectie van de Franse Gemeenschap controleert nog steeds het onderwijs in de gefinancierde en gesubsidieerde Franstalige basisscholen en -afdelingen gelegen op het Vlaamse grondgebied (de zes faciliteitengemeenten, Ronse en De Haan). [...]

De rechtsgrond voor deze praktijken [...] is te vinden in :

1. een protocol van 1 juni 1970, in de Belgische context binnen de Belgische regering afgesloten tussen de ministers Vermeylen en Dubois, waarin bepaald wordt dat de pedagogische inspectie van de Franse taalrol de Franstalige scholen zal inspecteren en de pedagogische inspectie van de Nederlandse taalrol de Nederlandstalige scholen;

2. een protocol van 24 mei 1973, binnen dezelfde Belgische context afgesloten tussen de ministers Calewaert en Toussaint waarin afgesproken werd dat :

[...]

• de pedagogische inspectie van deze scholen wordt verzekerd door het Franstalig departement, dat de verslagen overmaakt met een vertaling voor de Nederlandse administratie;

[...]

• voor de Franstalige afdelingen van Rijkscholen opgericht of bestaand krachtens artikel 6 van de wet van 30 juli 1963 in toepassing van artikel 3 van dezelfde wet, de Nederlandstalige Minister bevoegd is voor het administratief beheer. Anderzijds is de Franstalige Minister bevoegd voor de pedagogische en personeelsaangelegenheden van de Franstalige afdeling (bvb. Ronse).

[...] » (*Bulletin van Vragen en Antwoorden*, Vlaams Parlement, 2005-2006, december 2005, nr. 3, pp. 92 en 93).

Evenzo verwijst het Vlaams Parlement, in de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet, naar de inhoud van het protocol van 1 juni 1970 :

« Het protocol van 1 juni 1970, gesloten tussen de toenmalige ministers Dubois en Vermeylen, waarbij werd overeengekomen dat de pedagogische inspectie van de Franstalige scholen gelegen in het Nederlandse taalgebied uitgeoefend wordt door de pedagogische inspectie van de Franse taalrol en voor de Nederlandstalige scholen door de pedagogische inspectie van de Nederlandse taalrol.

Dit was de bevestiging van een reeds bestaande, louter interne administratieve regeling na de splitsing van het ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur in twee (Belgische) ministeries, wat onder meer blijkt uit een nota van 28 juni 1968 waarin de toenmalige kabinetschef Dethier stelde : ' Toute affaire de régime français ou concernant une institution française sera traitée par les services administratifs français et soumise à M. le Ministre de l'Education nationale Abel Dubois. Toute affaire de régime néerlandais ou concernant une institution de régime néerlandais sera traitée par les services administratifs néerlandais et soumise à M. le Ministre de l'Education nationale Pierre Vermeylen. Toute affaire commune aux deux régimes linguistiques ou concernant une institution comportant les deux régimes linguistiques sera soumise à MM. les Ministres Vermeylen et Dubois. ' » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2006-2007, nr. 1163/1, p. 19).

Het verslag vermeldt eveneens :

« Het eerste van deze protocollen, namelijk dat van 1970, heeft betrekking op de pedagogische inspectie van deze scholen en wijst die inspectie toe aan de pedagogische inspectie van de Franse taalrol. Deze inspectie wordt nu uitgeoefend door de pedagogische inspectie van de Franse Gemeenschap. Het tweede protocol, dat van 1973, herbevestigde dit uitgangspunt » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2006-2007, nr. 1163/5, p. 5).

B.8.4.5. Met de grondwetsherziening van 15 juli 1988 heeft de Grondwetgever aan de gemeenschappen de principiële bevoegdheid inzake onderwijs toegekend.

Artikel 59bis van de Grondwet bepaalde :

« [...]

§ 2. De Gemeenschapsraden regelen, ieder wat hem betreft, bij decreet :

1° de culturele aangelegenheden;

2° het onderwijs, met uitsluiting van :

a) de bepaling van het begin en het einde van de leerplicht;

b) de minimale voorwaarden voor het uitreiken van de diploma's;

c) de pensioenregeling;

3° de samenwerking tussen de Gemeenschappen, alsook de internationale samenwerking, met inbegrip van het sluiten van verdragen, voor de aangelegenheden bedoeld in 1° en 2° van deze paragraaf.

Een wet aangenomen met de in artikel 1, laatste lid, bepaalde meerderheid, stelt de in 1° vermelde culturele aangelegenheden, de in 3° vermelde vormen van samenwerking, alsook de nadere regelen voor het in 3° van deze paragraaf vermelde sluiten van verdragen vast.

[...]

§ 4. De decreten, genomen bij toepassing van § 2, hebben kracht van wet respectievelijk in het Nederlands taalgebied en in het Frans taalgebied, alsmede ten aanzien van de instellingen, gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, die, wegens hun activiteiten, moeten worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de ene of de andere gemeenschap.

[...] ».

Bij de grondwetsherziening van 15 juli 1988 heeft de vice-eerste minister en minister van Institutionele Hervormingen (N) in verband met het « geval [...] van een school die in een faciliteitengemeente is gevestigd en onderwijs verstrekt in een andere taal dan die van de streek » verklaard dat « de verandering [...] de [...] verantwoordelijke Minister [betreft], aangezien die voortaan een Gemeenschapsminister zal zijn », met dien verstande dat « de op die school toepasselijke bepalingen diegene zijn die in de wet van 30 juli 1963 zijn vervat [...] zolang die wetgeving ongewijzigd blijft » (*Parl. St.*, Kamer, B.Z. 1988, nr. 10/59b-456/4, p. 30). Hij voegde eraan toe dat « alles wat momenteel tot de bevoegdheid van de Minister van Onderwijs (N) behoort, [...] naar de Vlaamse Gemeenschap en alles waarvoor de Minister van Onderwijs (F) bevoegd is, [...] naar de Franse Gemeenschap [zal] worden overgeheveld » (*ibid.*).

Aangezien de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap respectievelijk de Nederlandstalige minister en de Franstalige minister van Nationale Opvoeding zijn opgevolgd, bindt het akkoordprotocol gesloten op 1 juni 1970 tussen de Franstalige en Nederlandstalige ministers van Nationale Opvoeding de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap.

B.8.4.6. De regels vervat in de in B.8.4.5 aangehaalde tekst en de regel vervat in het voormelde artikel 59bis, § 4, eerste lid, van de Grondwet zijn voortaan opgenomen in artikel 127 van de Grondwet, gecoördineerd op 17 februari 1994.

B.8.5.1. Uit de parlementaire voorbereiding met betrekking tot de grondwetsherziening van 24 december 1970, alsook uit die met betrekking tot de wet van 21 juli 1971, aangehaald in B.8.3 en B.8.4.2, blijkt dat artikel 5 van die bijzondere wet past in het kader van het akkoord dat heeft geleid tot de invoering van een artikel 59bis in de Grondwet bij die grondwetsherziening, en dat het behoud, door die wetsbepaling, van de bestaande garanties inzake onderwijs ten behoeve van de Franstaligen van de taalgrensgemeenten een element vormde dat onlosmakelijk was verbonden met de bevoegdheidsoverdracht bij die grondwetsbepaling. Het verband tussen die laatste en het behoud van die garanties is in herinnering gebracht in de parlementaire voorbereiding van artikel 5 van de wet van 21 juli 1971.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in een advies dat zij op 1 augustus 1978 heeft uitgebracht over een wetsontwerp houdende diverse institutionele hervormingen en in een advies dat zij op 10 juli 1980 in verenigde kamers heeft uitgebracht over een amendement op het ontwerp van bijzondere wet dat de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is geworden, geoordeeld dat « men [...] de grondwettigheid van artikel 5 van de wet van 21 juli 1971 aanvaarden, omdat deze bepaling - blijkens de verklaringen van de verslaggever van de senaatscommissie voor de grondwetsherziening - door de Grondwetgever als compromis-oplossing werd gewild » (*Parl. St.*, Kamer, 1977-1978, nr. 461/25, p. 5; *Parl. St.*, Senaat, 1979-1980, nr. 434/40, p. 6).

B.8.5.2. De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in die twee adviezen, met verwijzing naar de parlementaire voorbereiding van de wet van 21 juli 1971, eveneens « de principiële, uitsluitende bevoegdheid van de Cultuurraad van de Nederlandse Cultuurgemeenschap en het uitzonderlijke karakter van de in artikel 5 vervatte afwijking » benadrukt (*Parl. St.*, Kamer, 1977-1978, nr. 461/25, p. 5; *Parl. St.*, Senaat, 1979-1980, nr. 434/40, p. 6). Uit die parlementaire voorbereiding blijkt dat de bijzondere wetgever geen afbreuk heeft willen doen aan de principiële territoriale bevoegdheid van de toenmalige Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap in de in die wetsbepaling bedoelde gemeenten.

In de Senaat heeft de verslaggever hieromtrent het volgende verklaard :

« Ik kan daar moeilijk een ander antwoord op geven dan u te zeggen dat deze tekst zoals hij nu voorligt het resultaat is van een overeenkomst die in de Commissie voor de Herziening van de Grondwet is bereikt.

Enerzijds hadden wij daar te maken met de noodzakelijkheid om ten aanzien van de zes randgemeenten de bevoegdheid vast te leggen van de Nederlandse Cultuurraad. Anderzijds heeft men echter bij ons erop aangedrongen - en wij hebben daar begrip voor getoond - om als het ware de verworven rechten van de bevolking ter plaatste te eerbiedigen.

Daarom heeft uw commissie een lijst gevraagd aan de minister van Franse Cultuur, waarin vaststond wat nu op het ogenblik als faciliteiten wordt verleend. Men heeft geoordeeld dat het een billijke oplossing is als wij de verworven rechten handhaven. Dat is onze huidige tekst.

Het spreekt echter vanzelf dat tegenover een bevoegde nederlandstalige cultuurraad, men moeilijk in de optiek van dat compromis kan aanvaarden dat dan nog op een belangrijke wijze de faciliteiten worden uitgebreid. Immers dan zouden wij het verwijt oplopen dat wij niet consequent zijn geweest in de territoriale bevoegdheidsomschrijving van de nederlandstalige cultuurraad » (*Hand.*, Senaat, nr. 84, 8 juli 1971, pp. 2404-2405).

Artikel 5 van de wet van 21 juli 1971 preciseert zelf overigens dat het geldt « onverminderd de territoriale bevoegdheid van elke cultuurraad ».

B.8.5.3. Tijdens de parlementaire voorbereiding van artikel 59bis van de Grondwet heeft de minister van Nationale Opvoeding (N) overigens, als antwoord op een vraag over de territoriale bevoegdheid van de cultuurraden, gepreciseerd :

« Het is inderdaad de cultuurraad van een gemeenschap die bevoegd is voor de cultuur in dat landsgedeelte, maar in de verklaring van 18 februari [1970] werd duidelijk bepaald, niet dat de bevoegdheid van die cultuurraad zou worden gewijzigd, maar dat op basis van een reciprociteitsbeginsel er wel akkoorden kunnen worden gesloten tussen beide cultuurraden wat de gemeenten betreft waar een nederlandstalige minderheid is en de gemeenten waar er een franstalige minderheid is. Het is dus zeer duidelijk : de bevoegdheid blijft zoals wij het altijd hebben voorgesteld, Nederlandse Cultuurraad voor het nederlandstalig landsgedeelte, Franse Cultuurraad voor het franstalig landsgedeelte, maar met de mogelijkheid voor beide cultuurraden aanpassingsmodaliteiten te voorzien in de gemeenten waar er een minderheid is, nederlandstalig of franstalig, en dan op basis van een volstreekte reciprociteit » (*Hand.*, Senaat, nrs. 66-67, 10 juni 1970, p. 1820).

B.8.5.4. Uit de artikelen 127, § 1, eerste lid, 2^o, en 127, § 2, van de Grondwet blijkt dat, behoudens de uitzonderingen waarin de artikelen 4 en 6 van de wet van 30 juli 1963 voorzien, enkel de Vlaamse Gemeenschap bevoegd is om regeland op te treden ten aanzien van het onderwijs georganiseerd in de taalgrensgemeenten die in het Nederlandse taalgebied zijn gelegen.

Uit de in B.8.5.2 en B.8.5.3 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat artikel 5 van de wet van 21 juli 1971 aan die bevoegdheid geen afbreuk heeft willen doen. Die bepaling beoogt immers niet de Franse Gemeenschap een normatieve bevoegdheid te verlenen inzake het onderwijs in de betrokken gemeenten, maar de feitelijke situatie zoals die bestond op 31 december 1970, te behouden (*Parl. St.*, Senaat, 1970-1971, nr. 497, p. 9, en *Hand.*, Senaat, nr. 84, 8 juli 1971, p. 2405). Die bepaling houdt in dat, wanneer de Vlaamse Gemeenschap in het kader van de uitoefening van haar normatieve bevoegdheid « de praktische uitvoeringsmaatregelen inzake onderwijs die de Ministers van Nationale Opvoeding tot 31 december 1970 in onderlinge overeenstemming hebben genomen ten behoeve van de inwoners van de [...] taalgrensgemeenten » die de taal van het Nederlandse taalgebied niet gebruiken, wenst te wijzigen, de instemming van het Parlement van de Franse Gemeenschap is vereist.

B.8.5.5. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat artikel 5 van de wet van 21 juli 1971 artikel 127 van de Grondwet niet schendt.

B.8.6. Artikel 5 van de wet van 21 juli 1971 kan bovendien niet worden geacht impliciet te zijn opgeheven door de wijziging aangebracht in artikel 59bis, § 2, eerste lid, 2^o, van de Grondwet door de grondwetsherziening van 15 juli 1988, vermits, zoals een en ander blijkt uit de in B.8.4.5 aangehaalde verklaringen, de uitbreiding van de materiële bevoegdheden van de gemeenschappen op het gebied van onderwijs de regeling vervat in artikel 5 van de wet van 21 juli 1971 niet in het geding heeft gebracht (*Hand.*, Kamer, B.Z. 1988, nrs. 27-28, 7 juli 1988, p. 935).

B.9.1. Uit artikel 2, tweede lid, 2^o, van het decreet van 23 oktober 2009 - dat artikel 2, eerste lid, van hetzelfde decreet expliciteert in zoverre het verwijst naar artikel 62, § 1, 7^o, van het decreet van 25 februari 1997 - blijkt dat de Franstalige scholen en de afdelingen ervan in de « taalgrensgemeenten » van het Nederlandse taalgebied de door de Vlaamse Gemeenschap ingerichte controle van de inspectie die in die bepaling wordt beoogd, moeten aanvaarden en toelaten.

Aan de basis van die decretale bepalingen ligt een voorstel voor een decreet neergelegd op 23 maart 2007 in het Vlaams Parlement (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2006-2007, nr. 1163/1, p. 40).

B.9.2. Die decretale bepalingen wijzigen de regels vervat in het op 1 juni 1970 ondertekende protocol, vermeld in B.8.2.1, B.8.4.3 en B.8.4.4, en in het ministerieel besluit van 19 november 1970 aangehaald in B.8.2.2, in zoverre zij op de voormelde scholen van toepassing zijn.

Daar het ging om een voorstel voor een wijziging van een « praktische uitvoeringsmaatregel inzake onderwijs » bedoeld in artikel 5, eerste lid, van de wet van 21 juli 1971, moest het voorstel voor een decreet dat aan de oorsprong ligt van die decretale bepalingen worden voorgelegd aan de verenigde commissies voor samenwerking opgericht bij artikel 4, § 2, van de wet van 21 juli 1971 en de instemming verkrijgen van het Parlement van de Franse Gemeenschap.

B.9.3. Uit de parlementaire voorbereiding van het decreet van 23 oktober 2009 blijkt dat dat voorstel voor een decreet niet aan die commissies is voorgelegd en dat het Parlement van de Franse Gemeenschap zijn instemming niet heeft gegeven.

Artikel 2, eerste lid, van het decreet van 23 oktober 2009 - in zoverre het verwijst naar artikel 62, § 1, 7^o, van het decreet van 25 februari 1997 - en artikel 2, tweede lid, 2^o, van het decreet van 23 oktober 2009 zijn dus niet in overeenstemming met artikel 5 van de wet van 21 juli 1971, in zoverre zij van toepassing zijn op de Franstalige scholen en de afdelingen ervan in de « taalgrensgemeenten ».

B.10. In zoverre het is afgeleid uit de schending van die laatste bepaling, is het eerste middel gegrond.

Ten aanzien van het eerste middel, in zoverre het is afgeleid uit de schending van artikel 143 van de Grondwet, de « federale loyauteit » en het « evenredigheidsbeginsel »

B.11. Uit de uiteenzetting van het eerste middel blijkt dat het Hof daarin vervolgens wordt verzocht zich uit te spreken over de verenigbaarheid van artikel 2, eerste lid, - in zoverre het verwijst naar artikel 62, § 1, 7^o, van het decreet van 25 februari 1997 -, alsook van artikel 2, tweede lid, 2^o, van het decreet van 23 oktober 2009 met artikel 143 van de Grondwet, de « federale loyauteit » en het « evenredigheidsbeginsel », in zoverre die bepalingen de uitoefening, door de Franse Gemeenschap, van haar bevoegdheid ten aanzien van de Franstalige scholen en de afdelingen ervan in de « randgemeenten » bedoeld in artikel 7 van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten « op het gebruik van de talen in bestuurszaken », alsook in de « taalgrensgemeenten » onmogelijk of overdreven moeilijk zouden maken.

B.12. Het onderzoek van dat middel zou niet kunnen leiden tot een ruimere vernietiging van die decretale bepalingen dan die welke voortvloeit uit het arrest nr. 124/2010 van 28 oktober 2010, vermeld in B.3, en uit de conclusie waartoe het Hof in B.9.3 is gekomen.

B.13. Het middel is dus zonder voorwerp geworden.

Ten aanzien van het tweede middel, in zoverre het is afgeleid uit de schending van artikel 5, eerste lid, van de wet van 21 juli 1971, in samenhang gelezen met artikel 127 van de Grondwet

B.14. Uit de uiteenzetting van het tweede middel blijkt dat het Hof daarin wordt verzocht zich uit te spreken over de verenigbaarheid van het decreet van 23 oktober 2009 met artikel 5, eerste lid, van de wet van 21 juli 1971, in samenhang gelezen met artikel 127 van de Grondwet, in zoverre die wetsbepaling elke wijziging van de daarin vermelde « praktische uitvoeringsmaatregelen inzake onderwijs » zou verbieden.

B.15. Artikel 5 van de wet van 21 juli 1971 verbiedt geenszins elke wijziging van die maatregelen, maar heeft alleen tot doel de voorwaarden vast te stellen waaronder dergelijke wijzigingen kunnen plaatshebben.

B.16. Het middel berust op een verkeerde lezing van die wetsbepaling en is niet gegrond.

Ten aanzien van het tweede middel, in zoverre het is afgeleid uit de schending van artikel 127 van de Grondwet en van artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, in samenhang gelezen met artikel 5, eerste lid, van de wet van 21 juli 1971

B.17. Uit de uiteenzetting van het tweede middel blijkt dat het Hof daarin wordt verzocht zich uit te spreken over de verenigbaarheid van artikel 2 van het decreet van 23 oktober 2009 met artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, in zoverre die bepalingen afbreuk zouden doen aan de garanties die de Franstaligen van de « randgemeenten » en van de « taalgrensgemeenten » op 1 januari 2002 genoten op grond van artikel 5 van de wet van 21 juli 1971.

B.18. Artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, ingevoegd bij artikel 9 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 « houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen », bepaalt :

« De decreten, reglementen en administratieve handelingen mogen geen afbreuk doen aan de op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze bepaling bestaande garanties die de Franstaligen genieten in de gemeenten genoemd in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en de Nederlandstaligen, respectievelijk Franstaligen en Duitstaligen genieten in de gemeenten genoemd in artikel 8 van diezelfde wetten ».

Die bepaling is in werking getreden op 1 januari 2002 (artikel 41 van de bijzondere wet van 13 juli 2001).

De « gemeenten genoemd in artikel 7 van de wetten [...] gecoördineerd op 18 juli 1966 » zijn de « randgemeenten » bedoeld in artikel 5 van de wet van 21 juli 1971.

Artikel 8 van dezelfde op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten bepaalt dat onder meer de « taalgrensgemeenten » « ter bescherming van hun minderheden [...] met een speciale regeling [worden] begiftigd ». De twaalf gemeenten daarvan die zich bevinden in het Nederlandse taalgebied zijn de « taalgrensgemeenten » bedoeld in artikel 5 van de wet van 21 juli 1971, genoemd in B.7.2.

B.19. In zoverre het tweede onderdeel van het tweede middel betrekking heeft op artikel 2, eerste lid, - voor zover het verwijst naar artikel 62, § 1, 7^o, van het decreet van 25 februari 1997 - alsook op artikel 2, tweede lid, 2^o, van het decreet van 23 oktober 2009, zou het onderzoek ervan niet kunnen leiden tot een ruimere vernietiging van die decretale bepalingen dan die welke voortvloeit uit het arrest nr. 124/2010 van 28 oktober 2010, vermeld in B.3, en uit de conclusie waartoe het Hof in B.9.3 is gekomen.

Het middel is in die mate dus zonder voorwerp geworden.

B.20.1. Rest nog het onderzoek van de overeenstemming van de andere bepalingen van het decreet van 23 oktober 2009 met artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zowel in zoverre zij van toepassing zijn op de « randgemeenten » als in zoverre zij van toepassing zijn op de « taalgrensgemeenten ».

B.20.2. Met die bepaling « wordt beoogd aan de rand- en facilitengemeenten te garanderen dat de thans bestaande garanties ook na de regionalisering van de organieke gemeentewet en gemeentekieswet onverkort zullen worden gehandhaafd » (*Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-709/1, p. 21). Met het gebruik van de term « garanties » beoogde de wetgever « het geheel van de thans geldende bepalingen die een specifieke regeling voor de in de tekst vermelde particulieren instellen, en in het algemeen alle bepalingen die particulieren [...] in de gemeenten bedoeld in de artikelen 7 en 8 van de [op 18 juli 1966] gecoördineerde wetten, beschermen » (*Parl. St.*, Kamer, 2000-2001, DOC 50-1280/003, p. 10).

Hoewel die bepaling is aangenomen naar aanleiding van de regionalisering van de organieke wetgeving betreffende de lokale besturen, is zij ingegeven door de zorg van de bijzondere wetgever om een evenwicht te verwezenlijken tussen de belangen van de verschillende gemeenschappen en de gewesten binnen de Belgische Staat, vormt zij een fundamenteel element van het institutionele evenwicht van de Belgische Staat en moet zij in die zin worden geïnterpreteerd dat zij, zowel ten aanzien van de gewestwetgevers als ten aanzien van de gemeenschapswetgevers, de naleving oplegt van de garanties die met name ten behoeve van de Franstaligen in de voormelde gemeenten zijn ingevoerd.

Artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is dus van toepassing op de onderwijsmaterie die bij het bestreden decreet wordt geregeld.

Zulks wordt eveneens bevestigd door het feit dat die bepaling zich in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bevindt op het einde van titel II « De bevoegdheden », gewijd aan de bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten.

B.20.3. Uit hetgeen is uiteengezet in B.8.2, B.8.4.2, B.8.4.4 en B.8.5 blijkt dat de « praktische uitvoeringsmaatregelen inzake onderwijs » bedoeld in artikel 5 van de wet van 21 juli 1971, « bestaande garanties » vormen in de zin van artikel 16bis van de bijzondere wet van 1980.

B.20.4. Die « praktische uitvoeringsmaatregelen » hebben alleen betrekking op het pedagogisch toezicht, met uitsluiting van de andere controles waaraan de betrokken scholen zijn onderworpen. De organisatie en de administratie van die scholen vallen onder de normatieve bepalingen en de administratieve controles van de Vlaamse Gemeenschap.

Artikel 5 van de wet van 21 juli 1971 zou niet kunnen impliceren dat het territoriale toepassingsgebied van de decreten van de Franse Gemeenschap inzake onderwijsinspectie, leerplannen, doelstellingen en pedagogische bepalingen, kan worden uitgebreid tot de voormelde scholen en afdelingen, noch dat die decreten als dusdanig op hen van toepassing zijn.

B.20.5. Op grond van artikel 127, § 2, van de Grondwet komt het aan de Vlaamse Gemeenschap toe de ontwikkelingsdoelen en eindtermen, alsook de voorschriften inzake leerlingenbegeleiding vast te stellen, en de leerplannen goed te keuren voor het onderwijs in het Nederlandse taalgebied, waartoe ook de voormelde scholen behoren.

Daarbij dient evenwel rekening te worden gehouden met het bijzondere karakter van die scholen, en met name met het feit dat zij, overeenkomstig artikel 6 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs en artikel 7 van de wet van 2 augustus 1963 « op het gebruik van de talen in bestuurszaken », onderwijs in het Frans verstrekken, dat de inspectie er geschiedt door inspecteurs van de Franse Gemeenschap, die luidens het in B.8.4.4 vermelde protocol van 24 mei 1973 hun verslagen met een vertaling moeten verzenden aan de Vlaamse administratie, en dat een aanzienlijk aantal leerlingen van de Franstalige basisscholen zich nadien inschrijven in Franstalige secundaire scholen.

B.20.6.1.1. Ofschoon uit het bestreden decreet voortvloeit dat de voormelde scholen in beginsel de door het Vlaams Parlement vastgelegde ontwikkelingsdoelen en eindtermen dienen toe te passen, dient te worden opgemerkt dat het bestreden artikel 2, tweede lid, 1^o, uitdrukkelijk voorziet in de mogelijkheid om een afwijking te vragen.

Luidens artikel 44bis, § 1, van het decreet van 25 februari 1997 kan een schoolbestuur bij de Vlaamse Regering een afwijkingaanvraag indienen, waarin het schoolbestuur vervangende ontwikkelingsdoelen en/of eindtermen dient voor te stellen. In het kader van hun aanvraag om te mogen afwijken van de door het Vlaams Parlement vastgestelde ontwikkelingsdoelen en eindtermen, kunnen de schoolbesturen van de voormelde scholen vragen de algemene en bijzondere ontwikkelingsdoelen en eindtermen vastgesteld door de Franse Gemeenschap toe te passen.

Het staat aan de Vlaamse Regering om te oordelen of die vervangende ontwikkelingsdoelen en eindtermen in hun geheel gelijkwaardig zijn met die welke overeenkomstig artikel 44 van het decreet van 25 februari 1997 werden vastgelegd en toelaten gelijkwaardige studiebewijzen en diploma's uit te reiken (artikel 44bis, § 2, van hetzelfde decreet).

B.20.6.1.2. Rekening houdend met, enerzijds, de erkenning door de Vlaamse Gemeenschap van de gelijkwaardigheid van de studiebewijzen en diploma's van de Franse Gemeenschap en, anderzijds, het in B.20.5 vermelde bijzondere karakter van de scholen in kwestie, dient artikel 2, tweede lid, 1^o, van het bestreden decreet aldus te worden geïnterpreteerd dat wanneer een schoolbestuur van één van de voormelde scholen een afwijking zou vragen van de door het Vlaams Parlement vastgelegde ontwikkelingsdoelen en eindtermen, en als vervangende ontwikkelingsdoelen en/of eindtermen de algemene en bijzondere ontwikkelingsdoelen en eindtermen vastgesteld door de Franse Gemeenschap zou voorstellen, de Vlaamse Regering de goedkeuring van die afwijking niet kan weigeren.

B.20.6.2. Luidens artikel 2, tweede lid, 3^o, van het bestreden decreet dient de Vlaamse Regering de leerplannen van de voormelde scholen goed te keuren. Uit artikel 45, § 1, van het decreet van 25 februari 1997, gewijzigd bij artikel 6, § 1, van het decreet van 15 juli 1997 « betreffende een afwijkingprocedure voor de ontwikkelingsdoelen en eindtermen », vloeit voort dat een leerplan de door de Vlaamse Regering opgelegde of gelijkwaardig verklaarde ontwikkelingsdoelen en eindtermen in acht dient te nemen. Deze moet bijgevolg, op advies van de inspectie van de Franse Gemeenschap, het leerplan goedkeuren dat haar is voorgelegd door een school die de in B.20.6.1.2 vermelde afwijking heeft verkregen.

B.20.6.3.1. De aanvraag tot het verkrijgen van een afwijking dient te worden ingediend uiterlijk op 1 september van het schooljaar voorafgaand aan het schooljaar waarin de vervangende ontwikkelingsdoelen en eindtermen zullen gelden. De Regering beslist uiterlijk op 31 december van datzelfde jaar en legt haar besluit binnen zes maanden ter bekrachtiging voor aan het Parlement. Indien dat laatste het besluit van de Regering niet bekrachtigt, « houdt het op rechtskracht te hebben » (artikel 44bis, § 3, van het decreet van 25 februari 1997).

De leerplannen worden op advies van de pedagogische inspectie door de Vlaamse Regering goedgekeurd (artikel 45, § 2, van hetzelfde decreet).

B.20.6.3.2. De niet-naleving door een school van haar verplichtingen in verband met de ontwikkelingsdoelen, de eindtermen of het leerplan kan ertoe leiden dat haar erkenning wordt opgeheven of de financiering of subsidiëring ervan geheel of gedeeltelijk wordt ingehouden (artikelen 62, § 1, 9^o, 68, § 1, 1^o, 70 en 71 van het decreet van 25 februari 1997).

De schoolbesturen van de Franstalige scholen van de randgemeenten en van de taalgrensgemeenten moesten evenwel, voor zover zij van oordeel zijn dat de door de Vlaamse Gemeenschap vastgestelde ontwikkelingsdoelen en eindtermen onvoldoende ruimte laten voor hun eigen pedagogische en onderwijskundige opvattingen of ermee onverzoenbaar zijn, evenwel vóór de inwerkingtreding van het bestreden decreet over de nodige tijd beschikken om een afwijking van die ontwikkelingsdoelen en eindtermen, en de goedkeuring van hun leerplannen aan te vragen.

B.20.6.3.3. Luidens artikel 143, § 1, van de Grondwet, nemen de federale Staat, de gemeenschappen, de gewesten en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in de uitoefening van hun respectieve bevoegdheden, de federale loyaleit in acht.

Het beginsel van de federale loyaleit houdt voor de federale overheid en voor de deelgebieden de verplichting in om, wanneer zij hun bevoegdheden uitoefenen, het evenwicht van de federale constructie in haar geheel niet te verstoren; het betreft meer dan de loutere uitoefening van bevoegdheden: het geeft aan in welke geest dat moet geschieden.

Het zou niet bestaanbaar zijn met dat beginsel indien de Vlaamse Regering de erkenning zou opheffen of de financiering of de subsidiëring zou inhouden van een Franstalige school in een « randgemeente » of « taalgrensgemeente » die een afwijkingsaanvraag zou hebben ingediend of haar leerplan ter goedkeuring zou hebben voorgelegd, en dit zolang de Vlaamse Regering die afwijkingsaanvraag niet heeft aanvaard en dat leerplan niet heeft goedgekeurd, en zolang het Vlaams Parlement de beslissing van de Vlaamse Regering over de afwijkingsaanvraag niet heeft bekrachtigd.

B.20.6.4. Bij ontstentenis van een overgangsbepaling die de Franstalige scholen in de voormelde « randgemeenten » en « taalgrensgemeenten » in staat stelt om, met inachtneming van de federale loyaliteit, de in B.20.6.1.2 vermelde afwijking te verkrijgen, alsook de in B.20.6.2 vermelde goedkeuring van de leerplannen, is het tweede middel gegrond in zoverre het betrekking heeft op de bestreden bepalingen vermeld onder het eerste streepje, b), van het dictum, doch enkel in de daarin aangegeven mate.

B.20.7.1. Luidens artikel 2, tweede lid, 4^o, van het bestreden decreet moeten de schoolbesturen van de scholen een beleidscontract of een beleidsplan hebben met een Vlaams centrum voor leerlingenbegeleiding, gefinancierd of gesubsidieerd krachtens het decreet van 1 december 1998 « betreffende de centra voor leerlingenbegeleiding ».

Een centrum voor leerlingenbegeleiding kan slechts worden gefinancierd of gesubsidieerd indien het de bepalingen naleeft met betrekking tot het taalstelsel in het onderwijs en de taalkennis van het personeel (artikel 41, 4^o, van het voormelde decreet van 1 december 1998, zoals vervangen bij artikel VI.5, 2^o, van het decreet van 8 mei 2009 « betreffende het onderwijs XIX »).

Bijgevolg kan de verplichting bepaald in artikel 2, tweede lid, 4^o, om een beleidscontract of een beleidsplan te sluiten met een door de Vlaamse Gemeenschap gefinancierd of gesubsidieerd centrum voor leerlingenbegeleiding slechts worden opgelegd indien de Vlaamse Regering in het werkingsgebied van de betrokken scholen een centrum voor leerlingenbegeleiding financiert, waarvan het personeel het bewijs heeft geleverd van een grondige kennis van de onderwijstaal van de instelling, te dezen het Frans.

B.20.7.2. De verplichting om een beleidscontract of een beleidsplan te sluiten, heeft betrekking op de verplichte taken van de centra voor leerlingenbegeleiding, namelijk hun medewerking « aan de organisatie en de uitvoering van algemene en gerichte consulten, de profylactische maatregelen en het vaccinatiebeleid en aan de begeleidingsinitiatieven van het centrum inzake leerplichtcontrole » (artikel 32, eerste lid, van het voormelde decreet van 1 december 1998). Voor andere diensten, zoals die in verband met de psychologie of de logopedie, staat het de schoolbesturen van de scholen vrij een contract te sluiten met een Franstalige dienst (zie in die zin de verklaring van de minister van Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap van 1 december 2009, *Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2009-2010, CRIC, nr. 34-Educ. 6, pp. 5 en 12).

B.20.7.3. De maatregel waarin artikel 2, tweede lid, 4^o, van het bestreden decreet voorziet, in de daaraan te geven interpretatie, zoals vermeld in B.20.7.1 en B.20.7.2, is niet van dien aard dat hij afbreuk doet aan garanties die zouden bestaan op het ogenblik van de inwerkingtreding van artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

In zoverre het tweede middel betrekking heeft op artikel 2, tweede lid, 4^o, van het decreet van 23 oktober 2009 en op artikel 2, eerste lid, van hetzelfde decreet - voor zover het verwijst naar artikel 62, § 1, 10^o, van het decreet van 25 februari 1997 -, is het niet gegrond.

Ten aanzien van het derde en het vierde middel

B.21. Uit de uiteenzetting van het derde middel blijkt dat het Hof daarin wordt verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid van artikel 2, eerste lid, - in zoverre het verwijst naar de artikelen 44, 44bis en 62, § 1, 7^o en 9^o, van het decreet van 25 februari 1997 - alsook van artikel 2, tweede lid, 1^o, 2^o en 3^o, van het decreet van 23 oktober 2009, met de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet, in zoverre die decretale bepalingen de Franstalige scholen in de « randgemeenten » en in de « taalgrensgemeenten » van het Nederlandse taalgebied - alsook de leerkrachten en leerlingen van die scholen, en de ouders van die laatste - op dezelfde wijze zouden behandelen als de Nederlandstalige scholen in dat taalgebied - alsook de leerkrachten en leerlingen van die scholen, en de ouders van die laatste.

Uit de uiteenzetting van het vierde middel blijkt dat het Hof daarin wordt verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid van dezelfde bepalingen van het decreet van 23 oktober 2009, met de artikelen 10, 11, 22, 22bis, 23 en 24 van de Grondwet, in zoverre die decretale bepalingen afbreuk zouden doen aan een aantal rechten die zijn toegekend aan de Franstalige scholen in de « randgemeenten » en in de « taalgrensgemeenten » van het Nederlandse taalgebied, alsook aan hun leerkrachten en leerlingen, en aan de ouders van die laatste.

B.22. In zoverre die middelen betrekking hebben op artikel 2, eerste lid, - voor zover daarin wordt verwezen naar artikel 62, § 1, 7^o, van het decreet van 25 februari 1997 -, alsook op artikel 2, tweede lid, 2^o, van het decreet van 23 oktober 2009, zou het onderzoek ervan niet kunnen leiden tot een ruimere vernietiging van die decretale bepalingen dan die welke voortvloeit uit het arrest nr. 124/2010 van 28 oktober 2010 vermeld in B.3, en uit de conclusie waartoe het Hof in B.9.3 is gekomen.

De middelen zijn dus in die mate zonder voorwerp geworden.

B.23. In zoverre die middelen betrekking hebben op de andere decretale bepalingen hebben zij geen andere draagwijdte dan die van het tweede middel in zoverre het is afgeleid uit de schending van artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Het onderzoek ervan zou niet kunnen leiden tot een ruimere vernietiging dan die welke voortvloeit uit het arrest nr. 124/2010 van 28 oktober 2010, vermeld in B.3, en uit de conclusie waartoe het Hof in B.20.6.4 is gekomen.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt, in het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 23 oktober 2009 « houdende interpretatie van de artikelen 44, 44bis en 62, § 1, 7^o, 9^o en 10^o, van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997 », in zoverre zij van toepassing zijn op de Franstalige scholen en de afdelingen ervan in de taalgrensgemeenten bedoeld in artikel 5, eerste lid, van de wet van 21 juli 1971 en in artikel 8 van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken :

a) artikel 2, eerste lid, in zoverre het verwijst naar artikel 62, § 1, 7^o, van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, alsook artikel 2, tweede lid, 2^o;

b) artikel 2, eerste lid, in zoverre het verwijst naar de artikelen 44, 44bis en 62, § 1, 9^o, van het voormelde decreet van 25 februari 1997, alsook artikel 2, tweede lid, 1^o en 3^o, doch enkel in zoverre die bepalingen niet voorzien in een overgangperiode tijdens welke de schoolbesturen van die scholen een afwijking van de ontwikkelingsdoelen en eindtermen en de goedkeuring van hun leerplannen kunnen verkrijgen;

- verwerpt het beroep voor het overige, onder voorbehoud van de interpretaties vermeld in B.20.7.1 en B.20.7.2.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 5 mei 2011.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,
R. Henneuse.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2011 — 1972

[2011/202304]

Auszug aus dem Urteil Nr. 60/2011 vom 5. Mai 2011

Geschäftsverzeichnisnummer 4900

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 23. Oktober 2009 zur Auslegung der Artikel 44, 44bis und 62 § 1 Nrn. 7, 9 und 10 des Grundschuldekrets vom 25. Februar 1997, erhoben vom Präsidenten des Parlamentes der Französischen Gemeinschaft.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden R. Henneuse und M. Bossuyt, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey und F. Daoût, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden R. Henneuse,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 16. März 2010 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 18. März 2010 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob der Präsident des Parlamentes der Französischen Gemeinschaft Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 23. Oktober 2009 zur Auslegung der Artikel 44, 44bis und 62 § 1 Nrn. 7, 9 und 10 des Grundschuldekrets vom 25. Februar 1997 (veröffentlicht in *Belgisches Staatsblatt* vom 24. November 2009).

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1. Artikel 2 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 23. Oktober 2009 «zur Auslegung der Artikel 44, 44bis und 62 § 1 Nrn. 7, 9 und 10 des Grundschuldekrets vom 25. Februar 1997» bestimmt:

«Die Artikel 44, 44bis und 62 § 1 Nrn. 7, 9 und 10 des Grundschuldekrets vom 25. Februar 1997 werden in dem Sinne ausgelegt, dass sie für alle im niederländischen Sprachgebiet gelegenen anerkannten, finanzierten und subventionierten Schulen für Vorschulunterricht, Primarschulunterricht und Grundschulunterricht oder deren Abteilungen, einschließlich der französischsprachigen Schulen und Abteilungen, sowie für alle im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt gelegenen anerkannten, finanzierten und subventionierten Schulen für Vorschulunterricht, Primarschulunterricht und Grundschulunterricht oder deren Abteilungen, die aufgrund ihrer Tätigkeiten als ausschließlich zur Flämischen Gemeinschaft gehörend anzusehen sind, gelten.

Die Bestimmung von Absatz 1 hat zur Folge, dass diese Schulen oder deren Abteilungen:

1. die durch das Flämische Parlament festgelegten Entwicklungsziele und Endziele umsetzen, außer wenn das Flämische Parlament eine beantragte Abweichung bestätigt hat;
2. die Kontrolle durch die Unterrichtsinspektion annehmen und ermöglichen, die durch die Flämische Gemeinschaft aufgrund des Dekrets vom 17. Juli 1991 über die Inspektion, den Dienst für Unterrichtsentwicklung und die pädagogischen Betreuungsdienste oder durch die Inspektion im Sinne des Dekrets vom 1. Dezember 1993 über die Inspektion und die Betreuung der weltanschaulichen Fächer organisiert wird, insofern sie mit Aufgaben im Bereich des Vorschulunterrichts, des Primarschulunterrichts und des Grundschulunterrichts beauftragt ist;
3. einen Lehrplan anwenden, der durch die Flämische Regierung genehmigt wurde;
4. einen Geschäftsführungsvertrag oder Geschäftsführungsplan mit einem flämischen Zentrum für Schülerbetreuung abgeschlossen haben, das aufgrund des Dekrets vom 1. Dezember 1998 über die Zentren für Schülerbetreuung finanziert oder subventioniert wird».

Artikel 1 desselben Dekrets präzisiert, dass dieses «eine Gemeinschaftsangelegenheit [regelt]», während sein Artikel 3 bestimmt, dass es «an dem durch die Flämische Regierung festzusetzenden Datum in Kraft [tritt], und spätestens am 1. September 2009».

B.2.1. Die Artikel 44 und 44bis des Grundschuldekrets vom 25. Februar 1997 (nachstehend: das Dekret vom 25. Februar 1997) sind die zwei Bestimmungen von Abschnitt 2 mit dem Titel «Endziele und Entwicklungsziele» von Kapitel V «Auftrag des Grundschulunterrichts».

Artikel 44 des Dekrets vom 25. Februar 1997 bestimmt:

«§ 1. Die Entwicklungsziele für den Regelvorschulunterricht, die Endziele für den Regelprimarschulunterricht und die Entwicklungsziele für den Sondergrundschulunterricht werden durch das Flämische Parlament mittels Bestätigung eines nach Stellungnahme des Flämischen Unterrichtsrates ergangenen Erlasses der Flämische Regierung festgelegt.

Spätestens einen Monat nach der Genehmigung des Erlasses legt die Flämische Regierung ihn dem Flämischen Parlament zur Bestätigung vor.

Die Endziele und die Entwicklungsziele sind wirksam ab dem im Dekret angegebenen Datum.

§ 2. Hierbei berücksichtigt die Regierung Folgendes:

1. Die Entwicklungsziele für den Vorschulunterricht sind Mindestziele im Bereich der Kenntnisse, des Verständnisses, der Fähigkeiten und Verhaltensweisen, die die Behörde als wünschenswert erachtet für diese Schulbevölkerung und die die Schule bei ihren Schülern anstreben muss.
2. Die Endziele für den Primarschulunterricht sind Mindestziele, die die Behörde als notwendig und erreichbar erachtet für eine bestimmte Schulbevölkerung. Unter Mindestzielen sind zu verstehen: ein Mindestmaß an Kenntnissen, Verständnis, Fähigkeiten und Verhaltensweisen, das für diese Schulbevölkerung vorgesehen ist.

Endziele können fachgebunden oder fachübergreifend sein.

Jede Schule hat den gesellschaftlichen Auftrag, die fachgebundenen Endziele in Bezug auf Kenntnisse, Verständnis und Fähigkeiten bei den Schülern zu erreichen. Das Erreichen der Endziele wird abgewägt unter Berücksichtigung des Schulkontextes und der Merkmale der Schulbevölkerung. Alle Schulen müssen versuchen, die fachgebundenen Endziele in Bezug auf Verhaltensweisen bei den Schülern zu erreichen.

Die fachübergreifenden Endziele sind Mindestziele, die nicht spezifisch mit einem Fach zusammenhängen, sondern unter anderem durch mehrere Fächer oder Unterrichtsprojekte angestrebt werden. Jede Schule hat den gesellschaftlichen Auftrag, die fachübergreifenden Endziele bei den Schülern anzustreben. Die Schule weist durch eine eigene Planung nach, dass sie sich mit den fachübergreifenden Endzielen beschäftigt.

3. Die Entwicklungsziele für den Sondergrundschulunterricht sind Ziele in Bezug auf Kenntnisse, Verständnis, Fähigkeiten und Verhaltensweisen, die die Behörde für möglichst viele Schüler aus der Schulbevölkerung als notwendig erachtet. In Absprache mit dem Zentrum für Schülerbetreuung und nach Möglichkeit mit den Eltern und gegebenenfalls anderen betroffenen Personen wählt der Klassenrat die Entwicklungsziele, die einzelnen Schülern oder Gruppen angeboten werden und die die Schule ausdrücklich anstrebt.

Die Entwicklungsziele für den Sondergrundschulunterricht können je nach Typ festgelegt werden.

4. Es werden keine End- oder Entwicklungsziele für den Unterricht in einer anerkannten Religion, einer auf dieser Religion beruhenden Sittenlehre, der nichtkonfessionellen Sittenlehre, der eigenen Kultur und Religion und der kulturellen Bildung festgelegt».

Artikel 44*bis* des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 25. Februar 1997, ersetzt durch Artikel II.6 des Dekrets vom 22. Juni 2007 «über den Unterricht XVII» und anschließend abgeändert durch Artikel II.11 des Dekrets vom 8. Mai 2009 «über den Unterricht XIX», bestimmt:

«§ 1. Eine Schulbehörde kann den Standpunkt vertreten, dass die gemäß Artikel 44 festgelegten Entwicklungsziele und/oder Endziele es nicht ermöglichen, ihre eigenen pädagogischen und didaktischen Vorstellungen zu verwirklichen und/oder dass Letztere im Widerspruch dazu stehen. In diesem Fall reicht die Schulbehörde einen Abweichungsantrag bei der Regierung ein. Dieser Antrag ist nur zulässig, wenn deutlich angegeben wird, warum die Entwicklungsziele und/oder die Endziele es nicht ermöglichen, ihre eigenen pädagogischen und didaktischen Vorstellungen zu verwirklichen und/oder warum Letztere im Widerspruch dazu stehen. Die Schulbehörde schlägt in demselben Antrag Entwicklungsziele und/oder Endziele vor, die als Ersatz dienen.

§ 2. Die Regierung beurteilt, ob der Antrag zulässig ist, und entscheidet gegebenenfalls darüber, ob die als Ersatz vorgeschlagenen Entwicklungsziele und/oder Endziele insgesamt den Zielen gleichwertig sind, die gemäß Artikel 44 festgelegt wurden, und ob sie es ermöglichen, gleichwertige Schulzeugnisse und Diplome auszustellen.

Die Gleichwertigkeit wird auf der Grundlage folgender Kriterien beurteilt:

1. Einhaltung der Grundrechte und -freiheiten;

2. erforderlicher Inhalt:

a) das Unterrichtsangebot in Bezug auf die Entwicklungsziele für den Vorschulunterricht umfasst mindestens Inhalte für Sport, Kunstausbildung, Niederländisch, Weltoffenheit und Einführung in die Mathematik;

b) das Unterrichtsangebot in Bezug auf die Endziele für den Primarschulunterricht umfasst mindestens Inhalte für Sport, Kunstausbildung, Niederländisch, Weltoffenheit, Mathematik, lernen zu Lernen, Informations- und Kommunikationstechnologie sowie gesellschaftliche Entwicklung oder gesellschaftliche Fähigkeiten; das Unterrichtsangebot umfasst ebenfalls Inhalte für das Fach Französisch;

c) das Unterrichtsangebot in Bezug auf Entwicklungsziele für den Sondergrundschulunterricht, mit Ausnahme des in Artikel 10 festgelegten Typs 2, umfasst mindestens Inhalte für Sport, Kunstausbildung, Niederländisch, Weltoffenheit, Mathematik, lernen zu Lernen, Informations- und Kommunikationstechnologie sowie gesellschaftliche Entwicklung oder gesellschaftliche Fähigkeiten.

Diese Inhalte müssen insgesamt nur den Inhalten gleichwertig sein, für die Entwicklungsziele und Endziele gemäß Artikel 44 festgelegt worden sind;

3. die als Ersatz dienenden Entwicklungsziele und Endziele betreffen Kenntnisse, Verständnis, Fähigkeiten und Verhaltensweisen;

4. die als Ersatz dienenden Entwicklungsziele und Endziele werden so ausgedrückt, wie es von den Schülern erwartet werden kann;

5. die als Ersatz dienenden Entwicklungsziele und Endziele werden so ausgedrückt, dass entsprechend dem Status der Endziele geprüft werden kann, in welchem Maße die Schüler sie erlernt haben oder in welchem Maße die Schulen sie bei ihren Schülern anstreben;

6. es ist anzugeben, ob die Endziele fachgebunden oder fachübergreifend sind oder sich auf das Verhalten beziehen.

Zur Beurteilung der Zulässigkeit und Gleichwertigkeit holt die Regierung eine begründete Stellungnahme der Unterrichtsinspektion und einer Ad-hoc-Kommission ein.

Für die Zusammensetzung der vorerwähnten Kommission stellt die Regierung eine Liste unabhängiger Sachverständiger auf, nachdem sie eine Absprache mit einer gemischten Kommission vorgenommen hat, der Vertreter des ' Vlaamse Interuniversitaire Raad ' (Flämischer universitätsübergreifender Rat) und des ' Vlaamse Hogescholenraad ' (Flämischer Hochschulrat) angehören. Diese Liste gilt für einen Zeitraum von vier Jahren.

Aus der vorerwähnten Liste wählen der Antragsteller und die Regierung jeweils einen Sachverständigen. Innerhalb von acht Tagen bestimmen die beiden Sachverständigen im gemeinsamen Einvernehmen einen Sachverständigen, der auch Vorsitzender der Kommission ist. Kommt keine Einigung zustande, so bestimmt die Regierung den dritten Sachverständigen aus der vorerwähnten Liste.

Die Regierung legt die anderen Regeln dieses Verfahrens fest unter der Bedingung, dass der Antragsteller angehört wird.

§ 3. Die Schulbehörde reicht spätestens am 1. September des Schuljahres vor dem Schuljahr, in dem die als Ersatz dienenden Entwicklungsziele beziehungsweise Endziele gelten, einen Abweichungsantrag ein. Die Regierung entscheidet spätestens am 31. Dezember des vorangehenden Schuljahres über den Antrag.

Die Regierung unterbreitet dem Flämischen Parlament diesen Erlass innerhalb von sechs Monaten zur Bestätigung. Wenn das Flämische Parlament diesen Erlass nicht bestätigt, verliert er seine Rechtsgültigkeit.

§ 4. In Abweichung von den Bestimmungen von § 3 kann die Schulbehörde einen Abweichungsantrag innerhalb eines Monats nach der Veröffentlichung eines Bestätigungsdekrets einreichen, wenn diese Veröffentlichung nach dem 1. September des Schuljahres vor dem Inkrafttreten erfolgt.

In den in Absatz 1 vorgesehenen Fällen ist die Schulbehörde durch die Endziele und die Entwicklungsziele ab dem 1. September nach der Bestätigung der Genehmigung des Abweichungsantrags gebunden».

B.2.2. Artikel 62 § 1 Nrn. 7, 9 und 10 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 25. Februar 1997, der Abschnitt 1 («Anerkennung von Schulen») von Kapitel VII («Anerkennung, Finanzierung und Bezuschussung von Schulen») dieses Dekrets eröffnet, bestimmt nach seinen Abänderungen durch Artikel 169 des Dekrets vom 1. Dezember 1998 «über die Zentren für Schülerbetreuung», durch Artikel III.11 des Dekrets vom 13. Juli 2001 «über den Unterricht XIII - Mosaik» und durch Artikel II.13 des Dekrets vom 14. Februar 2003:

«§ 1. Eine Schule kann anerkannt werden, wenn sie:

[...]

7. die Kontrolle durch die Unterrichtsinspektion ermöglicht;

[...]

9. ebenfalls im Regelgrundschulunterricht einen durch die Regierung genehmigten Lehrplan anwendet und sie die Bestimmungen über die Aktionspläne hinsichtlich des Sondergrundschulunterrichts einhält;

10. einen Geschäftsführungsvertrag oder einen Geschäftsführungsplan mit einem Zentrum für Schülerbetreuung hat;».

In Bezug auf die Tragweite der Klage

B.3. Durch das Urteil des Hofes Nr. 124/2010 vom 28. Oktober 2010 wurde im Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 23. Oktober 2009, insofern sie auf die französischsprachigen Schulen und deren Abteilungen in den in Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze «über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten» erwähnten «Randgemeinden» Anwendung finden, für nichtig erklärt:

a) Artikel 2 Absatz 1 insofern, als er sich auf Artikel 62 § 1 Nr. 7 des Grundschuldekrets vom 25. Februar 1997 bezieht, und Artikel 2 Absatz 2 Nr. 2;

b) Artikel 2 Absatz 1 insofern, als er sich auf die Artikel 44, 44bis und 62 § 1 Nr. 9 des vorerwähnten Dekrets vom 25. Februar 1997 bezieht, und Artikel 2 Absatz 2 Nrn. 1 und 3, jedoch nur insofern diese Bestimmungen keine Übergangsperiode vorsehen, innerhalb deren die Schulbehörden der französischsprachigen Schulen in den Randgemeinden eine Abweichung von den Entwicklungszielen und Endzielen und die Genehmigung ihrer Lehrpläne erhalten könnten.

Die vorliegende Nichtigkeitsklage ist also gegenstandslos geworden, insofern sie sich auf diese Bestimmungen oder Teile dieser Bestimmungen, die für nichtig erklärt worden sind, bezieht.

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage

B.4.1. Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof schreibt vor, dass in einer Klageschrift, die eine Nichtigkeitsklage enthält, für jeden Klagegrund dargelegt wird, inwiefern die Regeln, deren Verletzung vor dem Hof angeführt wird, durch die angefochtene Gesetzesbestimmung verletzt worden wären.

B.4.2. Die ersten zwei Klagegründe sind unter anderem aus einem Verstoß gegen Artikel 93 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen abgeleitet.

In der Nichtigkeitsklageschrift wird nicht dargelegt, inwiefern gegen diese Bestimmung verstoßen würde.

B.4.3. Insofern die ersten zwei Klagegründe aus einem Verstoß gegen diese Bestimmung abgeleitet sind, sind sie unzulässig.

In Bezug auf den ersten Klagegrund, insofern er aus einem Verstoß gegen Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 «über die Zuständigkeit und die Arbeitsweise der Kulturräte für die Niederländische Kulturgemeinschaft und für die Französische Kulturgemeinschaft» abgeleitet ist

B.5. Aus der Darlegung des ersten Klagegrunds geht hervor, dass der Hof zunächst gebeten wird, über die Vereinbarkeit von Artikel 2 Absatz 1 - insofern darin auf Artikel 62 § 1 Nr. 7 des Dekrets vom 25. Februar 1997 verwiesen wird - sowie von Artikel 2 Absatz 2 Nr. 2 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 23. Oktober 2009 mit Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 «über die Zuständigkeit und die Arbeitsweise der Kulturräte für die Niederländische Kulturgemeinschaft und für die Französische Kulturgemeinschaft» zu urteilen, insofern der Dekretsvorschlag, der dem Dekret vom 23. Oktober 2009 zugrunde liege, nicht den vereinigten Kooperationsausschüssen, die durch Artikel 4 § 2 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 eingesetzt worden seien, unterbreitet worden sei und nicht die Zustimmung des Parlamentes der Französischen Gemeinschaft erhalten habe.

B.6. Unter Berücksichtigung des in B.3 Erwähnten beschränkt der Hof seine Prüfung auf die Vereinbarkeit dieser Dekretsbestimmungen, insofern sie auf andere französischsprachige Schulen oder Abteilungen davon als diejenigen, die sich in den «Randgemeinden» befinden, Anwendung finden.

B.7.1. Artikel 4 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 bestimmt:

«§ 1. Jeder Kulturrat umfasst einen Ausschuss, der bezweckt, die Zusammenarbeit zwischen der Niederländischen Kulturgemeinschaft und der Französischen Kulturgemeinschaft zu fördern.

[...]

§ 2. Die in einer gemeinsamen Sitzung versammelten Ausschüsse im Sinne von § 1 bilden die vereinigten Kooperationsausschüsse.

Im Laufe der Sitzungsperiode halten die vereinigten Kooperationsausschüsse wenigstens zwei Sitzungen ab. [...]

[...].».

Artikel 5 desselben Gesetzes bestimmt:

«Unbeschadet der territorialen Zuständigkeit eines jeden Kulturrates werden die praktischen Ausführungsmaßnahmen in Bezug auf das Unterrichtswesen, die im gemeinsamen Einvernehmen zwischen den Ministern der Nationalen Erziehung bis zum 31. Dezember 1970 zugunsten der Einwohner der sechs Randgemeinden und der Sprachengrenzgemeinden, die nicht die Sprache des Sprachgebiets benutzen, ergriffen worden sind, sowie die faktischen Situationen, die in kulturellen Angelegenheiten in diesen Gemeinden an diesem Datum bestehen, aufrechterhalten. Diese Maßnahmen und Situationen dürfen nur mit dem Einverständnis beider Kulturräte geändert werden.

Jeder Vorschlag für eine solche Änderung wird vorher den vereinigten Kooperationsausschüssen vorgelegt».

Die in diesen Bestimmungen erwähnten Kulturräte sind einerseits das jetzige Flämische Parlament und andererseits das jetzige Parlament der Französischen Gemeinschaft.

B.7.2. Artikel 3 Nr. 1 des Gesetzes vom 30. Juli 1963 «über den Sprachengebrauch im Unterrichtswesen» bestimmt, dass in den «Sprachengrenzgemeinden» «eine Sonderregelung zum Schutz ihrer Minderheiten» gilt.

Zwölf von ihnen befinden sich im niederländischen Sprachgebiet: Mesen, Spiere, Helkijn, Ronse, Bever, Herstappe, Moelingen, 's-Gravenvoeren, Sint-Martens-Voeren, Sint-Pieters-Voeren, Remersdaal und Teuven. Durch Artikel 133 des königlichen Erlasses vom 17. September 1975 «über die Fusion der Gemeinden und die Änderung ihrer Grenzen» - bestätigt durch Artikel 1 Nr. 1 eines Gesetzes vom 30. Dezember 1975 - wurden die sechs letztgenannten Gemeinden zu der Gemeinde «Voeren» zusammengeschlossen, während durch Artikel 216 desselben königlichen Erlasses die zweite und die dritte zu der Gemeinde «Spiere-Helkijn» zusammengeschlossen wurden.

Laut Artikel 4 des Gesetzes vom 30. Juli 1963 ist «die Unterrichtssprache [...] das Niederländische im niederländischen Sprachgebiet, das Französische im französischen Sprachgebiet und das Deutsche im deutschen Sprachgebiet, außer in den in den Artikeln 6 bis 8 vorgesehenen Fällen».

Artikel 6 desselben Gesetzes bestimmt:

«In den in Artikel 3 erwähnten Gemeinden kann der Vorschul- und Primarschulunterricht den Kindern in einer anderen Landessprache erteilt werden, wenn diese Sprache die Muttersprache oder gebräuchliche Sprache des Kindes ist und wenn das Familienoberhaupt in einer dieser Gemeinden wohnhaft ist.

Dieser Unterricht darf nur auf Antrag einer Anzahl von Familienoberhäuptern organisiert werden, die derjenigen entspricht, die in Anwendung von Artikel 4 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung der Rechtsvorschriften über den Vor-, Primar-, Mittel- und Normalschulunterricht, den technischen und den Kunstunterricht festgelegt wurde, wenn sie nicht in der im selben Artikel festgelegten Entfernung eine Schule finden, die einen solchen Unterricht organisiert.

Eine Gemeinde, die mit einem Antrag im Sinne von Absatz 2 befasst wird, muss diesen Unterricht organisieren.

Das in Artikel 4 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 festgelegte Recht der Eltern muss beachtet werden».

B.8.1. Am 18. Februar 1970 hat der Premierminister im Parlament eine Regierungsmitteilung abgegeben, in der sowohl eine Verfassungsrevision als auch die Ausarbeitung von Sondergesetzen vorgesehen war.

Zu diesen Vorschlägen gehörte unter dem Titel «Inhalt der Gesetze über die Kulturautonomie» ein Punkt 19, der wie folgt lautete:

«Auf der Grundlage des Gegenseitigkeitsgrundsatzes in den Sprachengrenzgemeinden und in den sechs Randgemeinden wird das Gesetz zur Schaffung der Kulturräte:

a) bestimmen, dass diese Räte im gemeinsamen Einvernehmen die Beschaffenheit und den Inhalt der Garantien festlegen werden, die den Einwohnern, die eine andere Landessprache benutzen, in kulturellen Angelegenheiten geboten werden;

b) die Aufrechterhaltung der kulturellen Garantien, so wie sie bereits durch ein Abkommen der Minister der Nationalen Erziehung oder der Minister der Kultur gewährleistet werden, bestätigen; diese Garantien werden nur im gemeinsamen Einvernehmen durch beide Räte abgeändert werden können» (*Ann.*, Kammer, Nr. 41, 18. Februar 1970, S. 4; *Ann.*, Senat, Nr. 26, 18. Februar 1970, S. 779).

B.8.2.1. In einem Vereinbarungsprotokoll vom 1. Juni 1970, das durch den französischsprachigen und den niederländischsprachigen Minister der Nationalen Erziehung unterschrieben wurde, ist vorgesehen, dass die pädagogische Inspektion der französischsprachigen Schulen im niederländischen Sprachgebiet durch Inspektoren der französischen Sprachrolle durchgeführt wird und dass die pädagogische Inspektion der niederländischsprachigen Schulen im französischen Sprachgebiet durch Inspektoren der niederländischen Sprachrolle durchgeführt wird.

B.8.2.2. Durch einen ministeriellen Erlass vom 19. November 1970, den der französischsprachige und der niederländischsprachige Minister der Nationalen Erziehung unterschrieben haben, wurde das Vereinbarungsprotokoll vom 1. Juni 1970 umgesetzt.

Artikel 1 dieses ministeriellen Erlasses bestimmt:

«Die pädagogische Aufsicht über die Primar- und Vorschulklassen der französischen Sprachenregelung im niederländischen Sprachgebiet erfolgt durch die Mitglieder der Primarschulinspektion der französischen Sprachenregelung [...]».

Ferner wird in diesem ministeriellen Erlass präzisiert:

«Im Sinne dieses Artikels umfasst die pädagogische Aufsicht insbesondere die Aufsicht über den Lehrplan und das Unterrichtsniveau sowie die Klassenbesuche und die Lehrerversammlungen im Sinne von Artikel 79 der durch den königlichen Erlass vom 20. August 1957 koordinierten Gesetze über das Primarschulwesen».

Dieser Erlass ist am 1. September 1970 in Kraft getreten (Artikel 2 des ministeriellen Erlasses).

B.8.3.1. Durch die Verfassungsrevision vom 24. Dezember 1970 wurde ein Artikel 59bis in die Verfassung eingefügt.

In seiner ursprünglichen Fassung lautete dieser Artikel wie folgt:

«§ 1. Es gibt einen Kulturrat für die Französische Kulturgemeinschaft, dem die Mitglieder der französischen Sprachgruppe beider Kammern angehören, und einen Kulturrat für die Niederländische Kulturgemeinschaft, dem die Mitglieder der niederländischen Sprachgruppe beider Kammern angehören.

Ein mit Stimmenmehrheit in jeder Sprachgruppe einer jeden Kammer angenommenes Gesetz, vorausgesetzt, dass die Mehrheit der Mitglieder jeder Gruppe versammelt ist, und insofern die Gesamtzahl der Jastimmen aus beiden Sprachgruppen zwei Drittel der abgegebenen Stimmen erreicht, bestimmt die Weise, auf die die Kulturräte ihre Zuständigkeit ausüben, insbesondere unter Einhaltung der Artikel 33, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 59, 70 und 88.

§ 2. Die Kulturräte regeln durch Dekret, jeder für seinen Bereich:

1. die kulturellen Angelegenheiten;
2. das Unterrichtswesen, unter Ausschluss dessen, was den Schulfrieden, die Schulpflicht, die Unterrichtsstrukturen, die Diplome, die Zuschüsse, die Gehälter, die Schulbevölkerungsnormen betrifft;
3. die Zusammenarbeit zwischen den Kulturgemeinschaften sowie die internationale kulturelle Zusammenarbeit.

Ein Gesetz, das mit der in § 1 Absatz 2 bestimmten Mehrheit angenommen wird, legt die unter Nummer 1 erwähnten kulturellen Angelegenheiten sowie die unter Nummer 3 dieses Paragraphen erwähnten Formen der Zusammenarbeit fest.

[...]

§ 4. Die in Anwendung von § 2 angenommenen Dekrete haben jeweils Gesetzeskraft im französischen Sprachgebiet beziehungsweise im niederländischen Sprachgebiet sowie in Bezug auf die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt errichteten Einrichtungen, die aufgrund ihrer Tätigkeiten als ausschließlich zu der einen oder der anderen Kulturgemeinschaft gehörend zu betrachten sind.

[...].

B.8.3.2. In den Vorarbeiten zu dieser Verfassungsbestimmung hat der Minister an Folgendes erinnert:

«Gemäß dem Text der Regierungserklärung (Nr. 19) wird das Gesetz zur Schaffung der Kulturräte auf der Grundlage des Gegenseitigkeitsgrundsatzes in den Sprachgrenzgemeinden und in den sechs Randgemeinden:

a) bestimmen, dass diese Räte im gemeinsamen Einvernehmen die Beschaffenheit und den Inhalt der Garantien festlegen werden, die den Einwohnern, die eine andere Landessprache benutzen, in kulturellen Angelegenheiten geboten werden;

b) die Aufrechterhaltung der kulturellen Garantien, so wie sie bereits durch ein Abkommen der Minister der Nationalen Erziehung oder der Minister der Kultur gewährleistet werden, bestätigen» (*Parl. Dok.*, Kammer, Sondersitzungsperiode 1968, Nr. 10-31/2°, S. 9).

Der Minister der Nationalen Erziehung (N) hat präzisiert, dass die Verfassungsrevision «nichts an den Maßnahmen der Regierung und an den bisher angewandten Regeln ändern wird» (*Ann.*, Senat, Nrn. 66-67, 10. Juni 1970, S. 1819), nämlich:

«Was die französischsprachigen Schulen in den niederländischsprachigen Gemeinden betrifft, finden die Verwaltungsbeziehungen zu den Gemeindeverwaltungen und zur Zentralbehörde in der Verwaltungssprache des Sprachgebiets statt, das heißt in Niederländisch. Doch für alles, was den Unterricht und die Erziehung der Kinder betrifft, für alles, was die Pädagogik betrifft, sind die französischsprachigen Inspektoren und mein französischsprachiger Kollege der Nationalen Erziehung zuständig» (ebenda).

B.8.4.1. Die vorerwähnten Artikel 4 und 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 bilden Kapitel III («Zusammenarbeit zwischen den Kulturgemeinschaften») dieses Gesetzes.

B.8.4.2. Dieser Artikel 5 zielt unter anderem darauf ab, die Regierungsmitteilung vom 18. Februar 1970 auszuführen, und zwar durch die Bestätigung der «Aufrechterhaltung der [...] in den Sprachgrenzgemeinden bestehenden kulturellen Garantien zugunsten der Einwohner dieser Gemeinden, die eine andere Landessprache als diejenige des Sprachgebietes benutzen, [...] und dies auf der Grundlage einer Vereinbarung zwischen den Ministern der Nationalen Erziehung» (*Parl. Dok.*, Senat, 1970-1971, Nr. 400, S. 7). Die den Französischsprachigen gewährten Erleichterungen, die in diesen Gemeinden im Bereich des Unterrichtswesens zum 31. Dezember 1970 bestanden und *de facto* organisiert waren, müssen aufrechterhalten werden, außer wenn die zwei in Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 erwähnten Versammlungen im gemeinsamen Einvernehmen und nach erfolgter Beratung etwas anderes beschließen (ebenda, Nr. 497, S. 9).

In Bezug auf die Tragweite der «praktischen Ausführungsmaßnahmen», die durch den vorerwähnten Artikel 5 geschützt sind, wurde erklärt:

«Die Situation in Bezug auf den Unterricht scheint klar zu sein. Die französischsprachigen Schulen unterliegen der pädagogischen Inspektion der Bediensteten des französischsprachigen Unterrichtsministeriums. Die beiden Minister sind gemeinsam zuständig für die Schaffung, die Abschaffung und die Anerkennung von Schulen in einem anderen Sprachgebiet» (*Parl. Dok.*, Senat, 1970-1971, Nr. 497, S. 8).

Es wurde auch an Folgendes erinnert:

«Es besteht ein Abkommen zwischen den Ministern der Nationalen Erziehung, damit ein Inspektor der französischen Sprachrolle in einer Gemeinde handelt, die dem Flämischen Kulturrat untersteht, in der jedoch französischsprachige Schulen aufgrund der diesen Gemeinden gebotenen Erleichterungen bestehen» (*Ann.*, Senat, Nr. 84, 8. Juli 1971, S. 2429).

Einem Mitglied, das der Meinung war, der Entwurf von Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 stehe im Widerspruch zu Artikel 59*bis* der Verfassung, antwortete der Minister der Gemeinschaftlichen Beziehungen (N), dass diese Bestimmung «im Grunde nur Punkt 19 der Mitteilung des Premierministers vom 18. Februar 1970 übernimmt» und dass «das sich daraus ergebende politische Abkommen durch diesen Artikel konkret verwirklicht wurde» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1970-1971, Nr. 1053/4, S. 5).

B.8.4.3. In einem Gutachten zum Gesetzentwurf über verschiedene institutionelle Reformen hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates ebenfalls unter den «kulturellen Erleichterungen», die den französischsprachigen Einwohnern der Sprachgrenzgemeinden im Sinne von Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 geboten werden, die «Inspektion der französischsprachigen Schulen durch Inspektoren des französischsprachigen Unterrichtsministeriums» genannt (*Parl. Dok.*, Kammer, 1977-1978, Nr. 461/25, S. 5).

In dem Gutachten, das sie am 8. Oktober 2007 zum Dekretsvorschlag, der dem Dekret vom 23. Oktober 2009 zugrunde lag, abgegeben hat, hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates hervorgehoben, dass die «praktischen Ausführungsmaßnahmen in Bezug auf das Unterrichtswesen», um die es in Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 geht, sich auf «die 1970 innerhalb der damaligen Nationalregierung getroffenen Vereinbarungen, nämlich das Protokoll vom 1. Juni 1970 über die pädagogische Inspektion der französischsprachigen [...] Schulen im niederländischen [...] Sprachgebiet» bezogen (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2006-2007, Nr. 1163/2, S. 8).

B.8.4.4. Dieses Protokoll vom 1. Juni 1970 ist nicht offiziell veröffentlicht worden. Dennoch war sein Inhalt den verschiedenen betroffenen Behörden hinlänglich bekannt, damit es als solches bis zum Inkrafttreten des angefochtenen Dekrets angewandt werden konnte.

In Beantwortung einer parlamentarischen Frage vom 28. Oktober 2005 erklärte der flämische Unterrichtsminister übrigens:

«1. Die Unterrichtsinspektion der Französischen Gemeinschaft kontrolliert immer noch den Unterricht in den finanzierten und subventionierten französischsprachigen Grundschulen und Abteilungen, die sich im flämischen Gebiet befinden (die sechs Gemeinden mit Sprachenerleichterungen, Ronse und De Haan). [...]

Die Rechtsgrundlage dieser Praxis [...] ist enthalten in:

1. einem Protokoll vom 1. Juni 1970, das im belgischen Kontext innerhalb der belgischen Regierung zwischen den Ministern Vermeylen und Dubois vereinbart wurde und in dem präzisiert wird, dass die pädagogische Inspektion der französischen Sprachrolle die französischsprachigen Schulen inspiziert und dass die pädagogische Inspektion der niederländischen Sprachrolle die niederländischsprachigen Schulen inspiziert;

2. einem Protokoll vom 24. Mai 1973, das innerhalb desselben belgischen Kontextes zwischen den Ministern Calewaert und Toussaint vereinbart wurde und in dem man sich darauf verständigt hat, dass:

[...]

- die pädagogische Inspektion dieser Schulen durch das französischsprachige Ministerium gewährleistet wird, das die Berichte mit einer Übersetzung für die niederländischsprachige Verwaltung übermittelt;

[...]

- für die kraft Artikel 6 des Gesetzes vom 30. Juli 1963 in Anwendung von Artikel 3 desselben Gesetzes gegründeten oder existierenden französischsprachigen Abteilungen der staatlichen Schulen der niederländischsprachige Minister für die Verwaltung zuständig ist. Zum anderen ist der französischsprachige Minister zuständig für die pädagogischen und personellen Angelegenheiten der französischsprachigen Abteilung (z.B. Ronse).

[...]» (*Bull. Fragen und Antworten*, Flämisches Parlament, 2005-2006, Dezember 2005, Nr. 3, SS. 92 und 93).

Ebenso verweist das Flämische Parlament in den Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret auf den Inhalt des Protokolls vom 1. Juni 1970:

«Das Protokoll vom 1. Juni 1970, das zwischen den damaligen Ministern Dubois und Vermeylen vereinbart wurde und in dem man sich darauf verständigt hat, dass die pädagogische Inspektion der französischsprachigen Schulen im niederländischen Sprachgebiet durch die pädagogische Inspektion der französischen Sprachrolle und für die niederländischsprachigen Schulen durch die pädagogische Inspektion der niederländischen Sprachrolle durchgeführt wird.

Es handelte sich hierbei um die Bestätigung einer vorher bestehenden, rein internen Verwaltungsregelung nach der Spaltung des Ministeriums der Nationalen Erziehung und Kultur in zwei (belgische) Ministerien, wie unter anderem aus einer Notiz vom 28. Juni 1968 hervorgeht, in der der damalige Kabinettschef Dethier erklärte: 'Jede Angelegenheit der französischen Sprachenregelung oder bezüglich einer französischsprachigen Institution wird durch die französischsprachigen Verwaltungsdienste bearbeitet und dem Herrn Minister der Nationalen Erziehung Abel Dubois unterbreitet. Jede Angelegenheit der niederländischen Sprachenregelung oder bezüglich einer niederländischsprachigen Institution wird durch die niederländischsprachigen Verwaltungsdienste bearbeitet und dem Herrn Minister der Nationalen Erziehung Pierre Vermeylen unterbreitet. Jede gemeinsame Angelegenheit der beiden Sprachenregelungen oder bezüglich einer Einrichtung, an der die beiden Sprachenregelungen beteiligt sind, wird den Herrn Ministern Vermeylen und Dubois unterbreitet.'» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2006-2007, Nr. 1163/1, S. 19).

Im Bericht heißt es ferner:

«Das erste dieser Protokolle, dasjenige von 1970, betrifft die pädagogische Inspektion dieser Schulen und betraut die pädagogische Inspektion der französischen Sprachrolle mit dieser Inspektion. Diese Inspektion wird fortan durch die pädagogische Inspektion der Französischen Gemeinschaft durchgeführt. Das zweite Protokoll, dasjenige von 1973, hat diese Ausgangshypothese erneut bestätigt» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2006-2007, Nr. 1163/5, S. 5).

B.8.4.5. Durch die Verfassungsrevision vom 15. Juli 1988 hat der Verfassungsgeber den Gemeinschaften die grundsätzliche Zuständigkeit für das Unterrichtswesen verliehen.

Artikel 59bis der Verfassung bestimmte:

«[...]

§ 2. Die Gemeinschaftsräte regeln durch Dekret, jeder für seinen Bereich:

1. die kulturellen Angelegenheiten;

2. das Unterrichtswesen mit Ausnahme

a) der Festlegung von Beginn und Ende der Schulpflicht;

b) der Mindestbedingungen für die Ausstellung der Diplome;

c) der Pensionsregelungen;

3. die Zusammenarbeit zwischen den Gemeinschaften sowie die internationale Zusammenarbeit, einschließlich des Abschlusses von Verträgen, in den unter den Nummern 1 und 2 dieses Paragraphen erwähnten Angelegenheiten.

Ein Gesetz, das mit der in Artikel 1 letzter Absatz bestimmten Mehrheit angenommen wird, legt die unter Nummer 1 erwähnten kulturellen Angelegenheiten, die unter Nummer 3 erwähnten Formen der Zusammenarbeit sowie die näheren Regeln für den unter Nummer 3 dieses Paragraphen erwähnten Abschluss von Verträgen fest.

[...]

§ 4. Die in Anwendung von § 2 angenommenen Dekrete haben jeweils Gesetzeskraft im französischen Sprachgebiet beziehungsweise im niederländischen Sprachgebiet sowie in Bezug auf die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt errichteten Einrichtungen, die aufgrund ihrer Tätigkeiten als ausschließlich zu der einen oder der anderen Gemeinschaft gehörend zu betrachten sind.

[...].»

Bei der Verfassungsrevision vom 15. Juli 1988 hat der Vizepremierminister und Minister der Institutionellen Reformen (N) im Zusammenhang mit «dem Fall einer Schule, die sich in einer Gemeinde mit Sprachenerleichterungen befindet und die Unterricht in einer anderen Sprache als derjenigen des Gebiets erteilt», erklärt, dass «die [...] Änderung den zuständigen Minister [betrifft], denn es wird sich künftig um den Gemeinschaftsminister handeln», wobei «die auf diese Schule anwendbaren Bestimmungen diejenigen sind, die im Gesetz vom 30. Juli 1963 enthalten sind, [...] solange diese Rechtsvorschriften unverändert bleiben» (*Parl. Dok.*, Kammer, Sondersitzungsperiode 1988, Nr. 10/59b-456/4, S. 30). Er fügte hinzu, «alles, was derzeit zum Zuständigkeitsbereich des Ministers der Nationalen Erziehung (N) gehört, wird der Flämischen Gemeinschaft übertragen, und alles, was zum Zuständigkeitsbereich des Ministers der Nationalen Erziehung (F) gehört, der Französischen Gemeinschaft» (ebenda).

Da die Flämische Gemeinschaft und die Französische Gemeinschaft dem niederländischsprachigen Minister beziehungsweise dem französischsprachigen Minister der Nationalen Erziehung nachgefolgt sind, ist das am 1. Juni 1970 zwischen dem französischsprachigen und dem niederländischsprachigen Minister der Nationalen Erziehung geschlossene Vereinbarungsprotokoll für die Flämische Gemeinschaft und die Französische Gemeinschaft bindend.

B.8.4.6. Die in dem in B.8.4.5 angeführten Text enthaltenen Regeln und die im vorerwähnten Artikel 59bis § 4 Absatz 1 der Verfassung enthaltene Regel sind nunmehr in Artikel 127 der am 17. Februar 1994 koordinierten Verfassung aufgenommen worden.

B.8.5.1. Aus den Vorarbeiten zur Verfassungsrevision vom 24. Dezember 1970 sowie aus denjenigen zum Gesetz vom 21. Juli 1971, die in B.8.3 und B.8.4.2 zitiert wurden, geht hervor, dass Artikel 5 dieses Gesetzes sich in den Rahmen der Vereinbarung einfügt, die zur Eingliederung eines Artikels 59bis in die Verfassung durch diese Verfassungsrevision geführt hat, und dass die durch diese Gesetzesbestimmung gewährleistete Aufrechterhaltung der bestehenden Garantien für den Unterricht zugunsten der Französischsprachigen in den Sprachgrenzgemeinden ein untrennbares Element der Zuständigkeitsübertragung durch diese Verfassungsbestimmung darstellte. Die Verbindung zwischen Letzterer und der Aufrechterhaltung dieser Garantien wurde in den Vorarbeiten zu Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 in Erinnerung gerufen.

In einem Gutachten, das sie am 1. August 1978 zu einem Gesetzentwurf über verschiedene institutionelle Reformen abgegeben hat, sowie in einem Gutachten, das sie am 10. Juli 1980 in vereinigten Kammern zu einem Abänderungsantrag zum Sondergesetzentwurf, aus dem das Sondergesetz vom 8. August 1980 entstanden ist, abgegeben hat, war die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates der Auffassung, «man konnte die Verfassungsmäßigkeit von Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 annehmen, weil diese Bestimmung - gemäß den Aussagen des Berichterstatters des Senatsausschusses für die Verfassungsrevision - durch den Verfassungsgeber als Kompromisslösung gewollt war» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1977-1978, Nr. 461/25, S. 5; *Parl. Dok.*, Senat, 1979-1980, Nr. 434/40, S. 6).

B.8.5.2. In diesen beiden Gutachten hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates unter Bezugnahme auf die Vorarbeiten zum Gesetz vom 21. Juli 1971 «die grundsätzliche, ausschließliche Zuständigkeit des Kulturrates für die Niederländische Kulturgemeinschaft sowie die außergewöhnliche Beschaffenheit der in Artikel 5 enthaltenen Abweichung» hervorgehoben (*Parl. Dok.*, Kammer, 1977-1978, Nr. 461/25, S. 5; *Parl. Dok.*, Senat, 1979-1980, Nr. 434/40, S. 6). Aus diesen Vorarbeiten geht hervor, dass der Sondergesetzgeber nicht die grundsätzliche territoriale Zuständigkeit des damaligen Kulturrates für die Niederländische Kulturgemeinschaft in den in dieser Gesetzesbestimmung erwähnten Gemeinden beeinträchtigen wollte.

So erklärte der Berichterstatter im Senat hierzu:

«Ich kann Ihnen nur antworten, dass dieser Text in der Ihnen unterbreiteten Fassung das Ergebnis einer Einigung im Ausschuss für die Verfassungsrevision ist.

Wir standen einerseits vor der Notwendigkeit, die Zuständigkeit des Niederländischen Kulturrates für die sechs Randgemeinden festzulegen. Andererseits wurde bei uns darauf gedrängt - und das haben wir verstanden -, dass die Errungenschaften der örtlichen Bevölkerung beachtet werden sollten.

Ihr Ausschuss hat daher den Minister der Französischen Kultur um eine Liste der zur Zeit gewährten Erleichterungen gebeten. Man war der Auffassung, dass es gerecht sei, diese Errungenschaften beizubehalten. Das ist unser jetziger Text.

Gegenüber dem zuständigen niederländischsprachigen Kulturrat kann man natürlich aus dem Blickwinkel dieses Kompromisses nur schwer annehmen, dass diese Erleichterungen noch bedeutend ausgedehnt würden. Man würde uns in der Tat vorwerfen, in der Abgrenzung der territorialen Zuständigkeiten des niederländischsprachigen Kulturrates nicht konsequent vorgegangen zu sein» (*Ann.*, Senat, Nr. 84, 8. Juli 1971, SS. 2404-2405).

In Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 selbst wird im Übrigen präzisiert, dass er «unbeschadet der territorialen Zuständigkeit eines jeden Kulturrates» Anwendung findet.

B.8.5.3. Während der Vorarbeiten zu Artikel 59bis der Verfassung 1970 hat der Minister der Nationalen Erziehung (N) im Übrigen in Beantwortung einer Frage zur territorialen Zuständigkeit der Kulturräte präzisiert:

«Selbstverständlich ist der Kulturrat einer Gemeinschaft für die Kultur in diesem Landesteil zuständig, doch in der Erklärung vom 18. Februar [1970] wurde deutlich festgehalten, dass nicht die Zuständigkeit dieses Kulturrates geändert würde, sondern dass auf der Grundlage eines Prinzips der Gegenseitigkeit Vereinbarungen zwischen den beiden Kulturräten für die Gemeinden, in denen eine niederländischsprachige Minderheit besteht, und in den Gemeinden, in denen eine französischsprachige Minderheit besteht, geschlossen werden könnten. Dies ist also ganz klar: Zuständig bleibt, wie wir immer erklärt haben, der Niederländische Kulturrat für den niederländischsprachigen Landesteil und der Französische Kulturrat für den französischsprachigen Landesteil, jedoch mit der Möglichkeit für beide Kulturräte, Anpassungsmodalitäten vorzusehen für die Gemeinden, in denen es eine niederländischsprachige oder eine französischsprachige Minderheit gibt, und dies auf der Grundlage einer vollständigen Gegenseitigkeit» (*Ann.*, Senat, Nrn. 66-67, 10. Juni 1970, S. 1820).

B.8.5.4. Aus den Artikeln 127 § 1 Absatz 1 Nr. 2 und 127 § 2 der Verfassung geht hervor, dass - vorbehaltlich der in den Artikeln 4 und 6 des Gesetzes vom 30. Juli 1963 vorgesehenen Ausnahmen - die Flämische Gemeinschaft alleine zuständig ist, den in den Sprachgrenzgemeinden, die im niederländischen Sprachgebiet liegen, organisierten Unterricht zu regeln.

Aus den in B.8.5.2 und B.8.5.3 angeführten Vorarbeiten geht hervor, dass man mit Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 diese Zuständigkeit nicht beeinträchtigen wollte. Diese Bestimmung bezweckt nämlich nicht, der Französischen Gemeinschaft eine Normsetzungskompetenz für das Unterrichtswesen in den betreffenden Gemeinden zu verleihen, sondern die am 31. Dezember 1970 bestehende faktische Situation aufrechtzuerhalten (*Parl. Dok.*, Senat, 1970-1971, Nr. 497, S. 9, und *Ann.*, Senat, Nr. 84, 8. Juli 1971, S. 2405). Diese Bestimmung beinhaltet, dass in dem Fall, wo die Flämische Gemeinschaft im Rahmen der Ausübung ihrer Normsetzungskompetenz «die praktische Ausführungsmaßnahmen in Bezug auf das Unterrichtswesen, die im gemeinsamen Einvernehmen zwischen den Ministern der Nationalen Erziehung bis zum 31. Dezember 1970 zugunsten der Einwohner der [...] Sprachgrenzgemeinden», die sich nicht der Sprache des niederländischen Sprachgebietes bedienen, ergriffen worden sind, abändern möchte, das Einverständnis des Parlamentes der Französischen Gemeinschaft erforderlich ist.

B.8.5.5. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 nicht gegen Artikel 127 der Verfassung verstößt.

B.8.6. Außerdem kann nicht davon ausgegangen werden, dass Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 implizit durch die infolge der Verfassungsrevision vom 15. Juli 1988 an Artikel 59bis § 2 Absatz 1 Nr. 2 der Verfassung vorgenommene Abänderung aufgehoben worden wäre, da - wie aus den in B.8.4.5 angeführten Erklärungen ersichtlich ist - die Erweiterung der materiellen Zuständigkeiten der Gemeinschaften im Bereich des Unterrichtswesens nicht die in Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 enthaltene Regelung in Frage gestellt hat (*Ann.*, Kammer, Sondersitzungsperiode 1988, Nrn. 27-28, 7. Juli 1988, S. 935).

B.9.1. Aus Artikel 2 Absatz 2 Nr. 2 des Dekrets vom 23. Oktober 2009 - mit dem Artikel 2 Absatz 1 desselben Dekrets erläutert wird, insofern darin auf Artikel 62 § 1 Nr. 7 des Dekrets vom 25. Februar 1997 verwiesen wird - geht hervor, dass die französischsprachigen Schulen und ihre Abteilungen in den «Sprachgrenzgemeinden» des niederländischen Sprachgebietes die Kontrolle durch die Inspektion, die durch die Flämische Gemeinschaft im Sinne dieser Bestimmung organisiert wird, annehmen und erlauben müssen.

Diesen Dekretsbestimmungen lag ein Dekretsvorschlag zugrunde, der am 23. März 2007 im Flämischen Parlament eingereicht worden ist (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2006-2007, Nr. 1163/1, S. 40).

B.9.2. Durch diese Dekretsbestimmungen werden die Regeln abgeändert, die in dem am 1. Juni 1970 unterschriebenen und in B.8.2.1, B.8.4.3 und B.8.4.4 erwähnten Protokoll sowie in dem in B.8.2.2 zitierten ministeriellen Erlass vom 19. November 1970 festgelegt sind, insofern sie auf die vorerwähnten Schulen Anwendung finden.

Da es sich um einen Vorschlag zur Abänderung einer «praktischen Ausführungsmaßnahme in Bezug auf das Unterrichtswesen» im Sinne von Artikel 5 Absatz 1 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 handelte, musste der Vorschlag für ein Dekret, der diesen Dekretsbestimmungen zugrunde lag, den durch Artikel 4 § 2 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 eingesetzten vereinigten Kooperationsausschüssen unterbreitet werden und bedurfte er der Zustimmung des Parlamentes der Französischen Gemeinschaft.

B.9.3. Aus den Vorarbeiten zum Dekret vom 23. Oktober 2009 geht hervor, dass dieser Dekretsvorschlag nicht diesen Ausschüssen unterbreitet worden ist und dass das Parlament der Französischen Gemeinschaft nicht seine Zustimmung erteilt hat.

Artikel 2 Absatz 1 des Dekrets vom 23. Oktober 2009 - insofern darin auf Artikel 62 § 1 Nr. 7 des Dekrets vom 25. Februar 1997 verwiesen wird - und Artikel 2 Absatz 2 Nr. 2 des Dekrets vom 23. Oktober 2009 entsprechen also nicht Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971, insofern sie auf die französischsprachigen Schulen und ihre Abteilungen in den «Sprachgrenzgemeinden» Anwendung finden.

B.10. Insofern er aus einem Verstoß gegen die letztgenannte Bestimmung abgeleitet ist, ist der erste Klagegrund begründet.

In Bezug auf den ersten Klagegrund, insofern er aus einem Verstoß gegen Artikel 143 der Verfassung, gegen die «föderale Loyalität» und gegen den «Grundsatz der Verhältnismäßigkeit» abgeleitet ist

B.11. Aus der Darlegung des ersten Klagegrunds geht hervor, dass der Hof anschließend gebeten wird, über die Vereinbarkeit von Artikel 2 Absatz 1 - insofern er auf Artikel 62 § 1 Nr. 7 des Dekrets vom 25. Februar 1997 verweist - sowie von Artikel 2 Absatz 2 Nr. 2 des Dekrets vom 23. Oktober 2009 mit Artikel 143 der Verfassung, der «föderalen Loyalität» und dem «Grundsatz der Verhältnismäßigkeit» zu urteilen, insofern diese Bestimmungen es der Französischen Gemeinschaft unmöglich oder übertrieben schwer machten, ihre Zuständigkeit für die französischsprachigen Schulen und deren Abteilungen in den «Randgemeinden» im Sinne von Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze «über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten» sowie in den «Sprachgrenzgemeinden» auszuüben.

B.12. Die Prüfung dieses Klagegrunds könnte nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung dieser Dekretsbestimmungen führen als diejenige, die sich aus dem in B.3 erwähnten Urteil Nr. 124/2010 vom 28. Oktober 2010 und aus der Schlussfolgerung, zu der der Hof in B.9.3 gelangt ist, ergibt.

B.13. Der Klagegrund ist also gegenstandslos geworden.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund, insofern er aus einem Verstoß gegen Artikel 5 Absatz 1 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 in Verbindung mit Artikel 127 der Verfassung abgeleitet ist

B.14. Aus der Darlegung des zweiten Klagegrunds geht hervor, dass der Hof darin gebeten wird, über die Vereinbarkeit des Dekrets vom 23. Oktober 2009 mit Artikel 5 Absatz 1 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 in Verbindung mit Artikel 127 der Verfassung zu urteilen, insofern diese Gesetzesbestimmung jegliche Abänderung der darin erwähnten «praktischen Ausführungsmaßnahmen in Bezug auf das Unterrichtswesen» verbietet.

B.15. Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 verbietet keineswegs jegliche Änderung dieser Maßnahmen, sondern bezweckt lediglich, die Bedingungen festzulegen, unter denen solche Änderungen vorgenommen werden können.

B.16. Der Klagegrund beruht auf einer falschen Auslegung dieser Gesetzesbestimmung und ist unbegründet.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund, insofern er aus einem Verstoß gegen Artikel 127 der Verfassung und gegen Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in Verbindung mit Artikel 5 Absatz 1 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 abgeleitet ist

B.17. Aus der Darlegung des zweiten Klagegrunds geht hervor, dass der Hof darin gebeten wird, über die Vereinbarkeit von Artikel 2 des Dekrets vom 23. Oktober 2009 mit Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zu urteilen, insofern diese Bestimmungen die Garantien verletzen, die die Französischsprachigen der «Randgemeinden» und der «Sprachgrenzgemeinden» am 1. Januar 2002 aufgrund von Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 genossen hätten.

B.18. Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980, eingefügt durch Artikel 9 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 zur Übertragung verschiedener Befugnisse an die Regionen und Gemeinschaften, bestimmt:

«Dekrete, Regelungen und Verwaltungsakte dürfen die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der vorliegenden Bestimmung bestehenden Garantien, in deren Genuss die Französischsprachigen in den in Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten erwähnten Gemeinden und die Niederländischsprachigen, Französischsprachigen und Deutschsprachigen in den in Artikel 8 derselben Gesetze genannten Gemeinden kommen, nicht beeinträchtigen».

Diese Bestimmung ist am 1. Januar 2002 in Kraft getreten (Artikel 41 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001).

Die «in Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze [...] erwähnten Gemeinden» sind die «Randgemeinden» im Sinne von Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971.

Artikel 8 derselben am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze bestimmt unter anderem, dass in den «Sprachgrenzgemeinden» «eine Sonderregelung zum Schutz ihrer Minderheiten» gilt. Darunter befinden sich zwölf Gemeinden, die im niederländischen Sprachgebiet gelegen sind, bei denen es sich um die «Sprachgrenzgemeinden» im Sinne von Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971, die in B.7.2 genannt worden sind, handelt.

B.19. Insofern der zweite Teil des zweiten Klagegrunds sich auf Artikel 2 Absatz 1 - in dem Maße, wie darin auf Artikel 62 § 1 Nr. 7 des Dekrets vom 25. Februar 1997 verwiesen wird - sowie auf Artikel 2 Absatz 2 Nr. 2 des Dekrets vom 23. Oktober 2009 bezieht, könnte seine Prüfung nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung dieser Dekretsbestimmungen führen als diejenige, die sich aus dem in B.3 erwähnten Urteil Nr. 124/2010 vom 28. Oktober 2010 und aus der Schlussfolgerung, zu der der Hof in B.9.3 gelangt ist, ergibt.

Der Klagegrund ist in diesem Maße gegenstandslos geworden.

B.20.1. Es bleibt die Vereinbarkeit der anderen Bestimmungen des Dekrets vom 23. Oktober 2009 mit Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zu prüfen, sowohl insofern sie auf die «Randgemeinden» Anwendung finden als auch, insofern sie auf die «Sprachgrenzgemeinden» Anwendung finden.

B.20.2. Diese Bestimmung «bezweckt, den Randgemeinden und Gemeinden mit Sprachenerleichterungen zu gewährleisten, dass die derzeit bestehenden Garantien uneingeschränkt aufrechterhalten werden, selbst nach der Regionalisierung des grundlegenden Gemeindegesetzes und des Gemeindegewahlgesetzes» (*Parl. Dok.*, Senat, 2000-2001, Nr. 2-709/1, S. 21). Mit der Verwendung des Begriffs «Garantien» meinte der Gesetzgeber «die Gesamtheit der derzeit geltenden Bestimmungen, durch die eine Sonderregelung zugunsten der im Text erwähnten Privatpersonen organisiert wird, und allgemein jede Bestimmung, die als Schutz für Privatpersonen [...] in den Gemeinden im Sinne von Artikel 7 und 8 der [am 18. Juli 1966] koordinierten Gesetze zu erkennen ist» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, DOC 50-1280/003, S. 10).

Obwohl diese Bestimmung anlässlich der Regionalisierung der Grundlagengesetzgebung über die lokalen Behörden angenommen worden ist, entspricht sie dem Bemühen des Sondergesetzgebers, ein Gleichgewicht zwischen den Interessen der einzelnen Gemeinschaften und Regionen innerhalb des belgischen Staates zu verwirklichen, stellt sie ein grundlegendes Element des institutionellen Gleichgewichts des belgischen Staates dar und ist sie so auszulegen, dass sie sowohl den Regionalgesetzgebern als auch den Gemeinschaftsgesetzgebern die Beachtung der Garantien vorschreibt, die insbesondere für die Französischsprachigen in den vorerwähnten Gemeinden eingeführt worden sind.

Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 findet somit auf die durch das angefochtene Dekret geregelte Angelegenheit des Unterrichtswesens Anwendung.

Dies wird ebenfalls dadurch bestätigt, dass diese Bestimmung im Sondergesetz vom 8. August 1980 am Ende von Titel II «Zuständigkeiten» steht, der den Zuständigkeiten der Gemeinschaften und Regionen gewidmet ist.

B.20.3. Aus dem in B.8.2, B.8.4.2, B.8.4.4 und B.8.5 Erwähnten geht hervor, dass die «praktischen Ausführungsmaßnahmen in Bezug auf das Unterrichtswesen», auf die sich Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 bezieht, «bestehende Garantien» im Sinne von Artikel 16bis des Sondergesetzes von 1980 sind.

B.20.4. Diese «praktischen Ausführungsmaßnahmen» betreffen nur die pädagogische Aufsicht, unter Ausschluss der anderen Kontrollen, denen die betreffenden Schulen unterliegen. Die Organisation und die Verwaltung dieser Schulen unterliegen den normativen Bestimmungen und den administrativen Kontrollen der Flämischen Gemeinschaft.

Artikel 5 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 könnte nicht bedeuten, dass der territoriale Anwendungsbereich der Dekrete der Französischen Gemeinschaft in Bezug auf die Unterrichtsinspektion, die Lehrpläne, die Ziele und die pädagogischen Bestimmungen sich auf die vorerwähnten Schulen und Abteilungen erstrecken würde und dass diese Dekrete als solche auf sie anwendbar wären.

B.20.5. Aufgrund von Artikel 127 § 2 der Verfassung obliegt es der Flämischen Gemeinschaft, die Entwicklungsziele und Endziele sowie die Vorschriften in Bezug auf die Schülerbetreuung festzulegen und die Lehrpläne zu genehmigen für den Unterricht im niederländischen Sprachgebiet, zu dem ebenfalls die vorerwähnten Schulen gehören.

Dabei ist jedoch die besondere Beschaffenheit der betreffenden Schulen zu berücksichtigen, insbesondere der Umstand, dass gemäß Artikel 6 des Gesetzes vom 30. Juli 1963 über den Sprachengebrauch im Unterrichtswesen und Artikel 7 des Gesetzes vom 2. August 1963 «über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten» diese Schulen Unterricht in Französisch erteilen, dass die Inspektion dort durch Inspektoren der Französischen Gemeinschaft erfolgt, die laut dem in B.8.4.4 erwähnten Protokoll vom 24. Mai 1973 der flämischen Verwaltung ihre Berichte samt Übersetzung übermitteln müssen, und dass eine erhebliche Anzahl von Schülern der französischsprachigen Grundschulen sich anschließend in französischsprachigen Sekundarschulen einschreiben.

B.20.6.1.1. Obwohl sich aus dem angefochtenen Dekret ergibt, dass die vorerwähnten Schulen grundsätzlich die durch das Flämische Parlament festgelegten Entwicklungsziele und Endziele anwenden müssen, ist anzumerken, dass der angefochtene Artikel 2 Absatz 2 Nr. 1 ausdrücklich die Möglichkeit vorsieht, eine Abweichung zu beantragen.

Gemäß Artikel 44*bis* § 1 des Dekrets vom 25. Februar 1997 kann eine Schulbehörde einen Antrag auf Abweichung bei der Flämischen Regierung einreichen, in dem die Schulbehörde Entwicklungsziele und/oder Endziele als Ersatz vorschlagen muss. Im Rahmen ihres Antrags auf Abweichung von den durch das Flämische Parlament festgelegten Entwicklungszielen und Endzielen können die Schulbehörden der vorerwähnten Schulen beantragen, die durch die Französische Gemeinschaft festgelegten allgemeinen und besonderen Ziele sowie Sockelkompetenzen anzuwenden.

Es ist Sache der Flämischen Regierung zu beurteilen, ob diese als Ersatz vorgeschlagenen Entwicklungsziele und Endziele insgesamt denjenigen gleichwertig sind, die gemäß Artikel 44 des Dekrets vom 25. Februar 1997 festgelegt worden sind, und es ermöglichen, gleichwertige Schulzeugnisse und Diplome auszustellen (Artikel 44*bis* § 2 desselben Dekrets).

B.20.6.1.2. Unter Berücksichtigung der Anerkennung der Gleichwertigkeit der Schulzeugnisse und Diplome der Französischen Gemeinschaft durch die Flämische Gemeinschaft einerseits und der in B.20.5 erwähnten besonderen Beschaffenheit der betreffenden Schulen andererseits ist Artikel 2 Absatz 2 Nr. 1 des angefochtenen Dekrets in dem Sinne auszulegen, dass in dem Fall, wo die Schulbehörde einer der vorerwähnten Schulen eine Abweichung von den durch das Flämische Parlament festgelegten Entwicklungszielen und Endzielen beantragt und ersatzweise für die Entwicklungsziele und/oder Endziele die durch die Französische Gemeinschaft festgelegten allgemeinen und besonderen Ziele sowie Sockelkompetenzen vorschlägt, die Flämische Regierung diese Abweichung nicht verweigern kann.

B.20.6.2. Gemäß Artikel 2 Absatz 2 Nr. 3 des angefochtenen Dekrets muss die Flämische Regierung die Lehrpläne der vorerwähnten Schulen genehmigen. Aus Artikel 45 § 1 des Dekrets vom 25. Februar 1997 in der durch Artikel 6 § 1 des Dekrets vom 15. Juli 1997 «über ein Abweichungsverfahren für die Entwicklungsziele und Endziele» abgeänderten Fassung geht hervor, dass ein Lehrplan den Entwicklungszielen und Endzielen, die durch die Flämische Regierung vorgeschrieben oder für gleichwertig erklärt worden sind, Rechnung tragen muss. Diese muss folglich im Anschluss an eine Stellungnahme der Inspektion der Französischen Gemeinschaft den Lehrplan genehmigen, der ihr durch eine Schule unterbreitet wird, die die in B.20.6.1.2 erwähnte Abweichung erhalten hat.

B.20.6.3.1. Der Antrag auf Bewilligung einer Abweichung ist spätestens am 1. September des Schuljahres vor dem Schuljahr, in dem die als Ersatz dienenden Entwicklungsziele beziehungsweise Endziele gelten, einzureichen. Die Regierung entscheidet spätestens am 31. Dezember desselben Jahres über den Antrag und unterbreitet ihre Entscheidung innerhalb von sechs Monaten dem Parlament zur Bestätigung. Wenn dieses den Erlass der Regierung nicht bestätigt, «verliert er seine Rechtsgültigkeit» (Artikel 44*bis* § 3 des Dekrets vom 25. Februar 1997).

Die Lehrpläne werden von der Flämischen Regierung auf eine Stellungnahme der pädagogischen Inspektion hin genehmigt (Artikel 45 § 2 desselben Dekrets).

B.20.6.3.2. Wenn eine Schule ihre Verpflichtungen bezüglich der Entwicklungsziele, der Endziele oder des Lehrplans nicht einhält, kann dies zur Folge haben, dass ihre Anerkennung zurückgezogen oder ihre Finanzierung oder Subventionierung ganz oder teilweise beendet wird (Artikel 62 § 1 Nr. 9, 68 § 1 Nr. 1, 70 und 71 des Dekrets vom 25. Februar 1997).

Die Schulbehörden der französischsprachigen Schulen der Randgemeinden und der Sprachengrenzgemeinden müssen, sofern sie der Auffassung sind, dass die durch die Flämische Gemeinschaft festgelegten Entwicklungsziele oder Endziele es nicht ermöglichen, ihre eigenen pädagogischen und didaktischen Vorstellungen zu verwirklichen, oder dass Letztere im Widerspruch dazu stehen, jedoch über die erforderliche Zeit vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Dekrets verfügen, um eine Abweichung von diesen Entwicklungszielen und Endzielen und die Genehmigung ihrer Lehrpläne zu beantragen.

B.20.6.3.3. Laut Artikel 143 § 1 der Verfassung respektieren der Föderalstaat, die Gemeinschaften, die Regionen und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission bei der Ausübung ihrer jeweiligen Befugnisse die föderale Loyalität.

Der Grundsatz der föderalen Loyalität beinhaltet für die Föderalbehörde und die föderierten Teilgebiete die Verpflichtung, das Gleichgewicht des föderalen Aufbaus insgesamt nicht zu stören, wenn sie ihre Zuständigkeiten ausüben, und er betrifft mehr als die bloße Ausübung von Zuständigkeiten; er gibt an, in welchem Geist dies geschehen muss.

Es wäre unvereinbar mit diesem Grundsatz, wenn die Flämische Regierung die Anerkennung zurücknehmen oder die Finanzierung oder Subventionierung beenden würde für eine französischsprachige Schule in einer «Randgemeinde» oder «Sprachengrenzgemeinde», die einen Antrag auf Abweichung eingereicht oder ihren Lehrplan zur Genehmigung vorgelegt hätte, solange die Flämische Regierung diesen Antrag auf Abweichung nicht angenommen und diesen Lehrplan nicht genehmigt hätte und solange das Flämische Parlament nicht die Entscheidung der Flämischen Regierung über den Antrag auf Abweichung bestätigt hätte.

B.20.6.4. In Ermangelung einer Übergangsbestimmung, die es den französischsprachigen Schulen in den vorerwähnten «Randgemeinden» und «Sprachengrenzgemeinden» ermöglichen würde, unter Einhaltung der föderalen Loyalität die in B.20.6.1.2 erwähnte Abweichung und die in B.20.6.2 erwähnte Genehmigung der Lehrpläne zu erhalten, ist der zweite Klagegrund begründet, insofern er sich auf die angefochtenen Bestimmungen, die im ersten Gedankenstrich unter Buchstabe b) des Urteilstenors erwähnt sind, bezieht, jedoch nur in dem darin angegebenen Maße.

B.20.7.1. Gemäß Artikel 2 Absatz 2 Nr. 4 des angefochtenen Dekrets müssen die Schulbehörden der Schulen einen Geschäftsführungsvertrag oder Geschäftsführungsplan mit einem flämischen Zentrum für Schülerbetreuung abgeschlossen haben, das aufgrund des Dekrets vom 1. Dezember 1998 über die Zentren für Schülerbetreuung finanziert oder subventioniert wird.

Ein Zentrum für Schülerbetreuung kann nur finanziert oder subventioniert werden, wenn es die Bestimmungen über die Sprachenregelung im Unterrichtswesen und die Sprachkenntnis des Personals einhält (Artikel 41 Nr. 4 des vorerwähnten Dekrets vom 1. Dezember 1998, ersetzt durch Artikel VI.5 Nr. 2 des Dekrets vom 8. Mai 2009 «über den Unterricht XIX»).

Folglich kann die in Artikel 2 Absatz 2 Nr. 4 vorgesehene Verpflichtung, einen Geschäftsführungsvertrag oder Geschäftsführungsplan mit einem durch die Flämische Gemeinschaft finanzierten oder subventionierten Zentrum für Schülerbetreuung abzuschließen, nur verlangt werden, wenn die Flämische Regierung im Wirkungsbereich der betreffenden Schulen ein Zentrum für Schülerbetreuung finanziert, dessen Personal den Nachweis einer gründlichen Kenntnis der Unterrichtssprache der Schule, im vorliegenden Fall Französisch, erbracht hat.

B.20.7.2. Die Verpflichtung, einen Geschäftsführungsvertrag oder Geschäftsführungsplan abzuschließen, betrifft die Pflichtaufgaben der Zentren für Schülerbetreuung, nämlich ihre Mitarbeit «an der Organisation und Verwirklichung der allgemeinen und gezielten Beratungen, an prophylaktischen Maßnahmen, an der Impfungspolitik und an den Betreuungsiniciativen des Zentrums hinsichtlich der Kontrolle der Schulpflicht» (Artikel 32 Absatz 1 des vorerwähnten Dekrets vom 1. Dezember 1998). Für die anderen Dienstleistungen, wie diejenigen bezüglich der Psychologie oder Logopädie, steht es den Schulbehörden der Schulen frei, einen Vertrag mit einer französischsprachigen Dienststelle zu schließen (siehe in diesem Sinne die Erklärung des Unterrichtsministers der Flämischen Gemeinschaft vom 1. Dezember 2009, *Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2009-2010, CRIC, Nr. 34-Educ. 6, SS. 5 und 12).

B.20.7.3. Die in Artikel 2 Absatz 2 Nr. 4 des angefochtenen Dekrets vorgesehene Maßnahme kann in der ihr zu gebenden Auslegung, wie in B.20.7.1 und B.20.7.2 dargelegt wurde, nicht die Garantien beeinträchtigen, die gegebenenfalls zum Zeitpunkt des Inkrafttretens von Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestanden haben.

Insofern sich der zweite Klagegrund auf Artikel 2 Absatz 2 Nr. 4 des Dekrets vom 23. Oktober 2009 und auf Artikel 2 Absatz 1 desselben Dekrets - soweit er auf Artikel 62 § 1 Nr. 10 des Dekrets vom 25. Februar 1997 verweist - bezieht, ist er unbegründet.

In Bezug auf den dritten und den vierten Klagegrund

B.21. Aus der Darlegung des dritten Klagegrunds geht hervor, dass der Hof darin gebeten wird, über die Vereinbarkeit von Artikel 2 Absatz 1 - insofern er auf die Artikel 44, 44bis und 62 § 1 Nrn. 7 und 9 des Dekrets vom 25. Februar 1997 verweist - sowie von Artikel 2 Absatz 2 Nrn. 1, 2 und 3 des Dekrets vom 23. Oktober 2009 mit den Artikeln 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung zu urteilen, insofern in diesen Dekretsbestimmungen die französischsprachigen Schulen in den «Randgemeinden» und in den «Sprachgrenzgemeinden» des niederländischen Sprachgebiets - ebenso wie die Lehrkräfte und Schüler dieser Schulen sowie die Eltern der Letztgenannten - auf die gleiche Weise behandelt würden wie die niederländischsprachigen Schulen in diesem Sprachgebiet - ebenso wie die Lehrkräfte und Schüler dieser Schulen und die Eltern der Letztgenannten.

Aus der Darlegung des vierten Klagegrunds geht hervor, dass der Hof darin gebeten wird, über die Vereinbarkeit derselben Bestimmungen des Dekrets vom 23. Oktober 2009 mit den Artikeln 10, 11, 22, 22bis, 23 und 24 der Verfassung zu urteilen, insofern diese Dekretsbestimmungen eine Reihe von Rechten verletzen, die den französischsprachigen Schulen in den «Randgemeinden» und in den «Sprachgrenzgemeinden» des niederländischen Sprachgebiets, ebenso wie ihren Lehrkräften und Schülern sowie den Eltern der Letztgenannten zuerkannt worden seien.

B.22. Insofern diese Klagegründe sich auf Artikel 2 Absatz 1 - in dem Maße, wie darin auf Artikel 62 § 1 Nr. 7 des Dekrets vom 25. Februar 1997 verwiesen wird - sowie auf Artikel 2 Absatz 2 Nr. 2 des Dekrets vom 23. Oktober 2009 beziehen, könnte ihre Prüfung nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung dieser Dekretsbestimmungen führen als diejenige, die sich aus dem in B.3 erwähnten Urteil Nr. 124/2010 vom 28. Oktober 2010 und aus der Schlussfolgerung, zu der der Hof in B.9.3 gelangt ist, ergibt.

Die Klagegründe sind somit in diesem Maße gegenstandslos geworden.

B.23. Insofern diese Klagegründe sich auf die anderen Dekretsbestimmungen beziehen, haben sie keine andere Tragweite als der zweite Klagegrund, insofern er aus einem Verstoß gegen Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 abgeleitet ist.

Ihre Prüfung könnte nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung führen als diejenige, die sich aus dem in B.3 erwähnten Urteil Nr. 124/2010 vom 28. Oktober 2010 und aus der Schlussfolgerung, zu der der Hof in B.20.6.4 gelangt ist, ergibt.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt im Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 23. Oktober 2009 «zur Auslegung der Artikel 44, 44bis und 62 § 1 Nrn. 7, 9 und 10 des Grundschuldekrets vom 25. Februar 1997», insofern sie auf die französischsprachigen Schulen und deren Abteilungen in den in Artikel 5 Absatz 1 des Gesetzes vom 21. Juli 1971 und in Artikel 8 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten erwähnten Sprachgrenzgemeinden Anwendung finden,

a) Artikel 2 Absatz 1 insofern, als er sich auf Artikel 62 § 1 Nr. 7 des Grundschuldekrets vom 25. Februar 1997 bezieht, und Artikel 2 Absatz 2 Nr. 2, sowie

b) Artikel 2 Absatz 1 insofern, als er sich auf die Artikel 44, 44bis und 62 § 1 Nr. 9 des vorerwähnten Dekrets vom 25. Februar 1997 bezieht, und Artikel 2 Absatz 2 Nrn. 1 und 3, jedoch nur insofern diese Bestimmungen keine Übergangsperiode vorsehen, innerhalb deren die Schulbehörden dieser Schulen eine Abweichung von den Entwicklungszielen und Endzielen und die Genehmigung ihrer Lehrpläne erhalten können,

für nichtig;

- weist die Klage im Übrigen, vorbehaltlich der in B.20.7.1 und B.20.7.2 erwähnten Auslegungen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 5. Mai 2011.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleul.

Der Vorsitzende,

R. Henneuse.